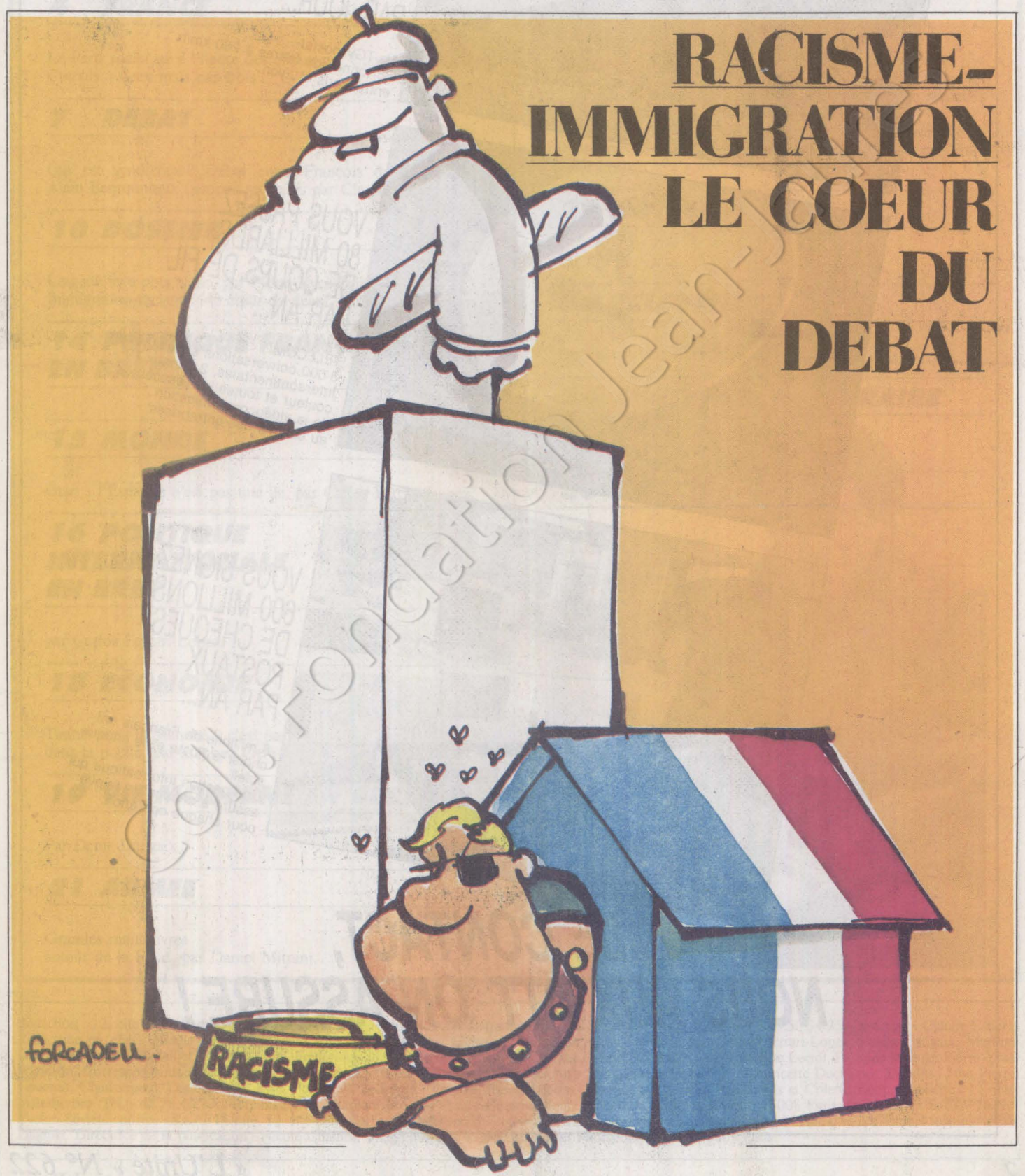
l'unité

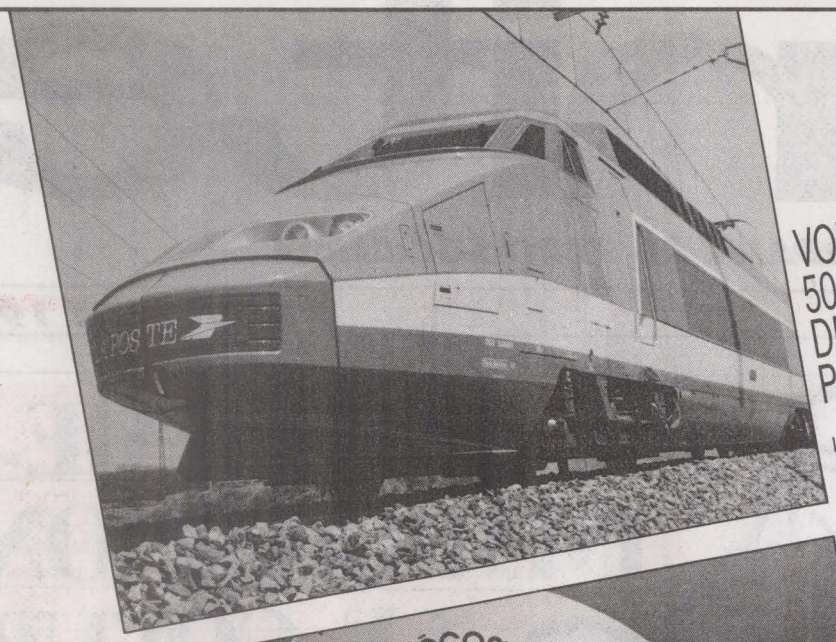
L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 622 - 8 F

8 NOVEMBRE 1985

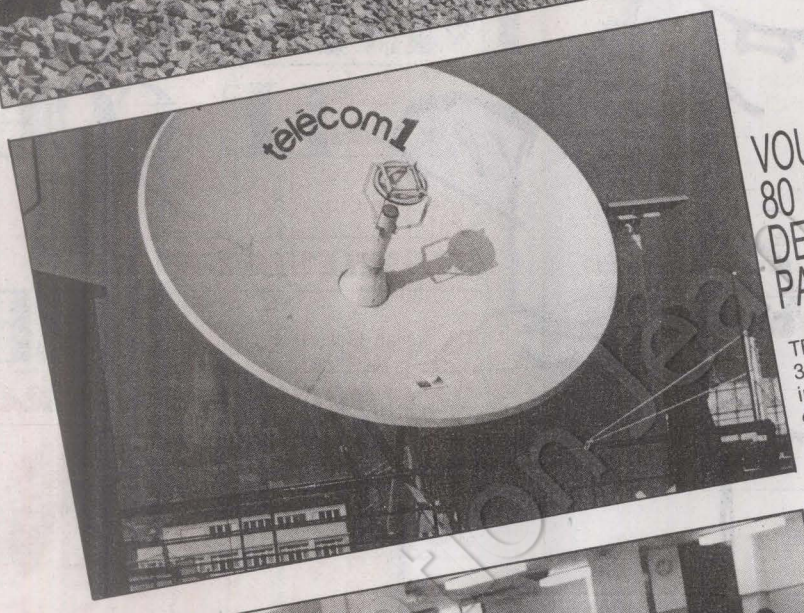


Coll. Fondation Jean-Jaurès



VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h
entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées intercontinentales, 2 canaux TV couleur et toutes les ressources de la vidéocommunication au service des entreprises.



VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

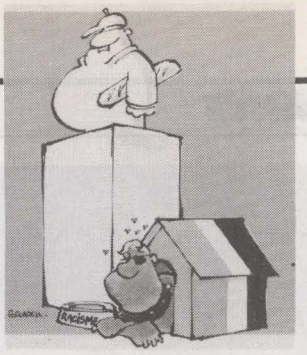
8 millions de Français ont choisi la Poste et le chèque soleil.
Une gestion informatique qui assure à chacun un relevé pour chaque opération.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Collection Mémoires Vives

SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 622



4 FRANCE

Le Parti socialiste à l'heure des choix, par Claude Estier
Cumuls : deux mais pas trois !

7 DEBAT

Qui est syndicrate ? Débat entre François de Closets et Alain Bergounioux (propos recueillis par Claude Jadoul).

10 DOSSIER

Le gène lave plus blanc, par Pierre-Yves Poindron.
Immigration-racisme : le cœur du débat, par Jean Liberman.

14 POLITIQUE FRANÇAISE EN BREF

15 MONDE

Otan : l'Espagne n'est pas une île, par Carlos Ferrari-Lopez.

16 POLITIQUE INTERNATIONALE EN BREF

par Carlos Ferrari-Lopez.

18 ECONOMIE

Tunnel sous la Manche : c'est pas dans la poche, par Stephen Gere.

19 VIE MODERNE EN BREF

Par Denis Dangaix.

21 ARMEE

Grandes manœuvres autour de la F.a.r., par Daniel Mitrani.

22 CULTURE

La droite pédale dans la culture, par Jean-Paul Liégeois.
« La beauté doit pouvoir entrer dans tous les foyers même les plus modestes », entretien avec Jack Lang (propos recueillis par Frédérique de Gravelaine).
Look : Soif d'aujourd'hui ? par Frédérique de Gravelaine.
Photographie : un art, une industrie et un marché, par Françoise Loriol.

29 ARTS

Par Lucien Curzi.

33 TELEVISION

Par Fabian Gastellier.

34 CHRONIQUE LITTERAIRE

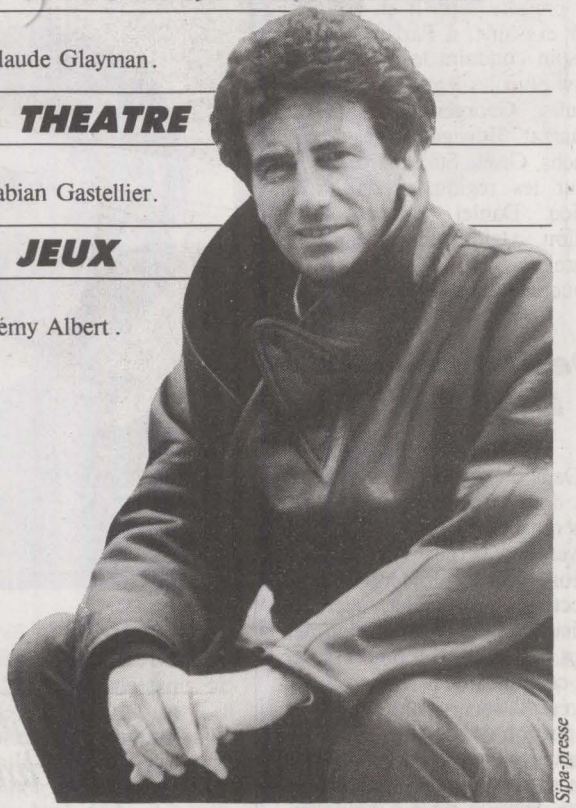
Par Claude Glayman.

36 THEATRE

Par Fabian Gastellier.

38 JEUX

Par Rémy Albert.


Sipa-presse

© Fondation Jean-Jaurès

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

PARTI SOCIALISTE : L'HEURE DES CHOIX

PAR CLAUDE ESTIER

PROLONGEMENT du Congrès de Toulouse, la Convention nationale du P.s. se réunit ce week-end à Paris avec deux problèmes à son ordre du jour : la ratification des listes des candidats socialistes aux élections législatives du 16 mars prochain et l'adoption du programme sur lequel le parti va se battre pour ces élections.

L'élaboration des listes de candidats pour les législatives, ainsi que pour les élections régionales qui auront lieu le même jour, occupe les fédérations départementales depuis plusieurs semaines. Dans plus de la moitié d'entre elles les choses se sont réglées sans trop de difficulté et la Convention n'aura donc qu'à en prendre acte. Il en est ainsi, par exemple, à Paris où Lionel Jospin conduira les deux listes, suivi pour les législatives de Paul Quilès, Georges Sarre, Michel Charzat, Edwige Avice, Gérard Fuchs, Gisèle Stievenard, etc., et pour les régionales de Nicole Bricq, Daniel Vaillant, Alain Billon, Alain Hubert, Jean-Yves Autexier, Anne Trégouet, Roger Rouquette, Serge Blisko, etc.

Des litiges à trancher

Dans un certain nombre d'autres départements où les problèmes ont été réglés pour les législatives sur la base de l'accord national conclu lors du comité directeur du 6 juillet, quelques difficultés subsistent au plan des listes régionales soit pour assurer aux candidats de la motion 2 une représentation conforme à la proportion de mandats qu'ils ont obtenus au Congrès, soit pour faire appliquer effectivement une autre décision prise à Toulouse, à savoir de placer les femmes députées sortantes en position éligible sur les listes régionales si elles ne le sont pas aux législatives.

Enfin, dans une dernière série de départements des conflits ont surgi sur lesquels la Convention devra trancher. Il s'agit, par exemple du Gard, des Pyrénées-Orientales ou encore du Calvados. Dans d'autres cas où le vote des militants n'est pas exactement conforme à l'accord national, la Convention devra également se prononcer. Il en est ainsi par exemple pour Jean-Paul Planchou en Mayenne, pour Robert Chapuis dans l'Ardèche, ou pour Dominique Strauss-Kahn, en Haute-Savoie.

En ce qui concerne les personnalités, il reste à confirmer la candidature de trois ministres, celle d'Yvette Roudy, celle de Jack Lang, vraisemblablement dans le Loir-et-Cher, et celle d'Henri Nallet qui ira très probablement dans l'Yonne. Pour les personnalités extérieures, la Convention ne pourra que confirmer les candidatures déjà approuvées par le Congrès de Toulouse, celle d'Olivier Stirn dans la Manche et celle d'Henri Fiszbin qui vient d'ailleurs d'être ratifiée par les militants en seconde position sur la liste des Alpes-Maritimes, conduite par Jean-Hugues Colonna.

Reste encore le problème de l'accord avec le M.r.g. qui était toujours en discussion ce jeudi et sur lequel la Convention sera appelée à donner son avis. On peut considérer qu'après les délibérations de ce week-end, les décisions de la Convention étant sans appel, la plupart des cas litigieux auront été tranchés. A quatre mois et demi des élections, le Parti socialiste aura ainsi pu désigner et faire connaître ses candidats dans la quasi-totalité des départements ce qui, compte tenu des difficultés à résoudre, n'aura pas été un mince exploit.

La Convention nationale qui se réunit samedi et dimanche doit à la fois ratifier les listes de candidats pour les législatives et les régionales, et adopter le programme pour la prochaine législature.

Quatre grands objectifs

La deuxième partie de la Convention nationale sera consacrée à l'examen du projet de programme que le P.s. soumet aux Français pour la prochaine législature. Ce texte, qui compte près de 100 pages dactylographiées et qui a été présenté mercredi par Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national aux Etudes, aux membres du bureau exécutif se divise en quatre parties qui correspondent à quatre grands objectifs propres aux socialistes :

Fondation Jean-Jaurès



Sipa-presse

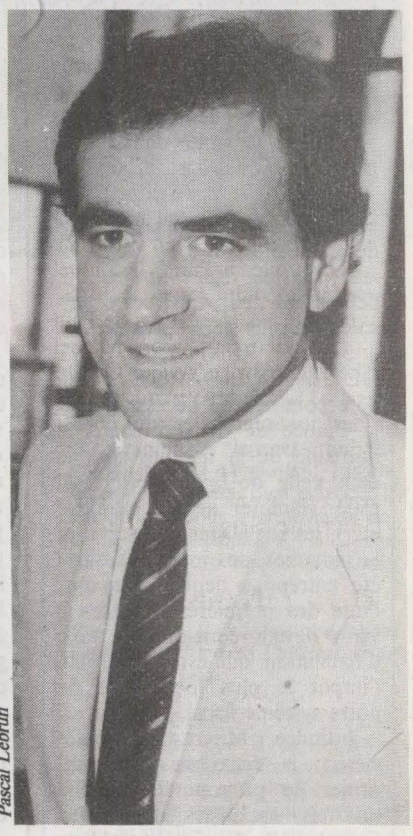
Yvette Roudy et Laurent Fabius.



Pascal Lebrun

Jean-Paul Planchou.

Dominique Strauss-Kahn avec Lionel Jospin.

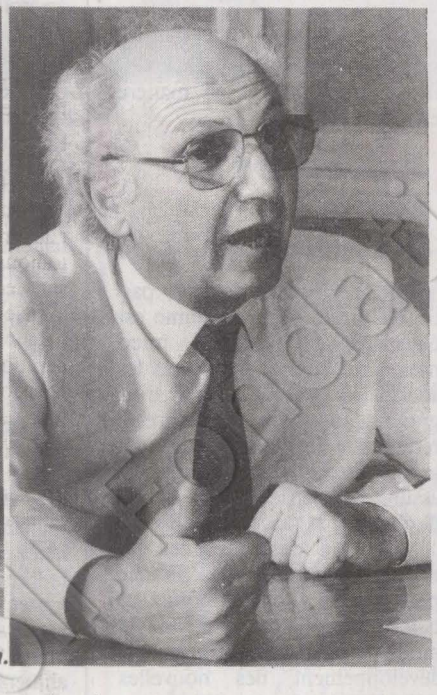


Olivier Stirn.



A.I.P.

Henri Nallet.



Henri-Fiszbin.



Pascal Lebrun

1) des Français solidaires pour faire gagner l'économie française ;

2) mieux vivre en société ;

3) moderniser l'Etat ;

4) promouvoir un nouvel équilibre dans le monde.

Chacune des parties comporte une analyse de la situation et de ce qui a été fait depuis 1981. C'est ainsi qu'au chapitre économique sont définis : l'impératif de modernisation, d'autant plus difficile à mettre en œuvre que « la politique menée par la droite avait conduit à l'affaiblissement du tissu économique national et accru la vulnérabilité de l'industrie » ; l'impératif de croissance à propos duquel il est rappelé que les socialistes demeurent partisans de « la croissance la plus forte compatible avec l'équilibre des paiements extérieurs » ; enfin l'impératif de progrès social qui ne saurait être assuré dans le cadre du libéralisme à tout crin que prônent aujourd'hui certains leaders de la droite, à l'exemple de Ronald Reagan ou de Margaret Thatcher.

Ces trois impératifs conduisent les socialistes à proposer l'organisation de la politique économique et sociale autour de trois objectifs :

1) UNE POLITIQUE SPECIFIQUE DE L'EMPLOI qui repose elle-même sur trois actions majeures :

a) faciliter la réorganisation du travail pour l'adapter aux mutations technologiques en cours en favorisant une réduction du temps de travail associée à un allongement de la durée d'utilisation des équipements ;

b) accroître l'effort de formation professionnelle pour former continûment les femmes et les hommes à des métiers qui changent ;

c) mutualiser les coûts de la mutation afin que la charge résultant de la transformation du mode de produire ne repose pas exclusivement sur ceux qui y sont le plus directement exposés.

2) LA PREPARATION DE L'AVENIR qui détermine deux grandes orientations. La première concerne la formation et la recherche qui constituent pour un pays comme le nôtre à la fois la condition du développement économique et social dans l'avenir et le moyen principal de ce développement.

La seconde orientation a trait à l'entreprise. Pour avoir des

(suite en page 6)

CUMUL DES MANDATS

Deux mais pas trois

L'Assemblée nationale abordera le 27 novembre le projet de loi sur le cumul des mandats qui, avant même d'être adopté ce mercredi par le Conseil des ministres, a agité depuis le début de la semaine la presse et le monde politique. Il s'agit pourtant d'une affaire assez ancienne puisque dès 1982, à la demande du gouvernement, le sénateur Marcel Debarge avait présenté un rapport qui concluait à une première limitation des cumuls en n'autorisant pour une même personne que l'exercice de deux fonctions exécutives (maire d'une ville de plus de 30 000 habitants, président de Conseil général ou de Conseil régional) et d'un mandat (parlementaire ou élu local).

Le projet du gouvernement est plus sévère puisqu'il limite le cumul à deux mandats seulement, ce qui ne permettra plus à un homme politique d'être à la fois – ils sont une centaine dans ce cas – député ou sénateur, président de Conseil régional et (ou) président de Conseil général et maire d'une grande ville. Limitation qui s'impose à l'heure de la décentralisation et compte tenu de la charge que représentent désormais les fonctions exécutives locales et régionales.

En principe, tous les groupes politiques sont favorables à ces dispositions. Mais en y regardant de plus près les choses sont un peu plus complexes. Le groupe socialiste y est favorable sans réserves tout en se préoccupant du statut de l'élu local. Position voisine annoncée par les communistes. A droite, où l'on n'ose pas être contre un tel projet, les réactions sont plus diversifiées. Certains approuvent. D'autres crient à la manœuvre électorale, ce quin'est pas si simple à expliquer. Les plus réticents comptent sur le Sénat pour empêcher que les textes soient votés avant la fin de la législature. Les dispositions concernant les parlementaires doivent, en effet, faire l'objet d'une loi organique qui doit donc être votée dans les mêmes termes par les deux Assemblées. Le Sénat qui n'examinera le projet de loi qu'en décembre peut être tenté de le bloquer dans une de ces manœuvres de retardement dont il a le secret. S'agissant d'un projet auquel l'opinion publique est très favorable, le terrain n'est cependant pas très bien choisi, d'autant que le gouvernement mettra tout en œuvre pour que le vote intervienne en temps utile.

(suite de la page 5)

entreprises dynamiques, ayant des stratégies de long terme, il faut que les règles du jeu qui définissent leur environnement soient le plus stable possible.

3) LE RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE considéré comme une nécessité pour la France de demain. Dans le domaine de la fiscalité comme dans celui de la protection sociale (famille, santé, retraites, etc.), les socialistes poursuivront la réduction des inégalités qui a été entreprise depuis cinq ans, l'une des premières réformes à venir devant concerner la taxe d'habitation qui est sans doute l'impôt le plus inéquitable de notre système fiscal.

Intitulée « Mieux vivre en société », la deuxième partie du projet de programme rappelle que les socialistes ont été à l'avant-garde de tous les combats pour la défense des droits de l'homme. « Partout et toujours, défendre et étendre les libertés en achevant la rénovation de la justice, en reconnaissant aux immigrés leur place dans notre société, en développant la liberté des nouveaux moyens de communication, en améliorant la sécurité, et aussi enrichir notre environnement en maîtrisant notre cadre de vie et en faisant vivre la culture, construire avec les jeunes la société de demain, voilà ce que les socialistes proposent de faire pendant la prochaine législature. » Sur tous ces points les orientations définies, qui visent à prolonger l'action menée depuis cinq ans, débouchent sur un certain nombre de mesures concrètes qui constituent autant de points de différences précises et souvent fondamentales avec ce que propose la droite.

Dans la troisième partie « Moderniser l'Etat », il est souligné d'emblée que les socialistes ne veulent ni « plus » ni « moins » d'Etat mais « mieux d'Etat » c'est-à-dire « une administration responsable, plus de transparence, plus d'efficacité, un service public plus proche », autrement dit l'Etat mis au service du citoyen. Il est également utile de rappeler à ce propos que derrière le slogan du « moins d'Etat », la droite cherche d'abord à faire oublier qu'elle a façonné une administration bureaucratique et tatillonne, centralisée, et lontemps anonyme. Et aussi que ce thème cache un double projet. D'abord, organiser la régression sociale par la remise en cause de la protection sociale, du salaire minimum et du droit du travail. Ensuite, abandonner les ambitions nationales par la soumission aveugle aux lois d'un marché aujourd'hui organisé à l'échelle mondiale. Dans ces deux domaines, c'est l'Etat qui protège, tout affaiblissement est porteur d'oppression.

Pour moderniser l'Etat, les socialistes proposent donc quatre orientations majeures :

– renforcer le rôle de l'Etat comme garant des libertés ;

– poursuivre la décentralisation ;

– débureaucratiser l'Etat ;

– le recentrer sur les missions prioritaires pour lesquelles il est irremplaçable en matière économique.

Préserver notre autonomie

La quatrième et dernière partie du projet de programme est consacrée aux problèmes internationaux à propos desquels les socialistes peuvent définir trois grandes ambitions : conduire le renouveau de l'Europe, affirmer le rôle international de la France, assurer la défense du pays. Sur ce dernier point l'accent est mis sur la nécessité de consolider les efforts entrepris par la France pour préserver son autonomie, ce qui suppose la poursuite de la modernisation de nos forces et le développement des nouvelles technologies.

Dans le même temps, le service national sera amélioré pour répondre autant à une exigence civique et politique – lier l'armée à la nation – qu'aux nécessités techniques des milieux militaires. Une diversification croissante de ses formes service civil, coopération internationale... de ses modalités et de sa durée y répondra.

Cette permanence de la volonté de défense n'empêchera pas notre pays de participer activement aux négociations pour le désarmement à Genève et aussi à la Conférence de Stockholm, en luttant en particulier contre toute nouvelle course aux armements déstabilisant dans l'espace. A cet égard, est rappelée l'hostilité au programme I.d.s. qui « risque d'entraîner une vassalisation technologique et stratégique de l'Europe occidentale ».

La France poursuivra par ailleurs son aide aux pays qui souhaitent s'associer avec elle pour acquérir les moyens de leur défense et de leur autonomie face aux super-grands ou à toute volonté d'hégémonie régionale. Elle visera à une moralisation des ventes d'armes en maintenant son refus de vendre des armes aux pays qui ne respectent pas les droits de l'homme. Elle s'efforcera de faire adopter à la communauté internationale le projet lancé en 1983 par le président de la République, visant à soumettre toutes les exportations d'armement à une taxation exceptionnelle. Le produit de cette taxe alimentera un fonds destiné à soutenir les économies des pays les plus défavorisés.

Telles sont les grandes orientations sur lesquelles la Convention nationale devra donner son accord étant entendu qu'un travail de rédaction restera à faire dans les jours suivants pour donner à ce texte une forme plus publique et en faire ressortir les grandes idées sur lesquelles les socialistes se battront, dans les mois qui viennent, contre la droite en démontrant concrètement contre tous ceux qui prétendent aujourd'hui le contraire, que la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose !



Pascal Lebrun

QUI EST SYNDICRATE ?

FRANÇOIS DE CLOSETS dérange et irrite, souvent. Ses précédents livres en témoignent. Mais avec ce « Tous ensemble, pour en finir avec la syndicratie (1) », notre auteur à succès récolte une belle volée de bois vert, et pas seulement de la part des syndicalistes professionnels. Toujours est-il que de Closets publie incontestablement ce livre en s'appuyant sur un « courant porteur » négatif à l'égard des syndicats dans la société française. Ceux-ci ne font plus guère recette ? On le savait avant lui, et son dernier ouvrage a un petit goût de réchauffé de ce point de vue. Sa recette – le partenariat – a aussi un petit fumet, sinon une discrète filiation, avec l'association capital-travail de feu le Général. Et, s'il s'étend – longuement – sur les vices de la « syndicratie », on aurait peut-être souhaité qu'il le fît avec autant d'abondance à l'égard du C.n.p.f... Mais tel quel, ce livre pose souvent de bonnes questions. De ce point de vue, les syndicalistes auraient tort de le jeter, purement et simplement, dans la vaste « poubelle de l'Histoire ». Car le livre interroge et n'est négatif que pour ceux qui voudraient s'y reconnaître trop crûment. C'est donc dans sa fonction de « poil à gratter » que « l'Unité » a convié François de Closets et Alain Bergounioux (2) à débattre des problèmes capitaux d'un syndicalisme en quête d'adaptation.

C.J.

Peaufinant son personnage d'empêcheur de ronronner en rond, François de Closets vient de publier « Tous ensemble » afin d'en finir avec la syndicratie. Intéressés par les recettes parfois contradictoires du Dr de Closets nous avons organisé un débat entre lui et Alain Bergounioux, socialiste et coauteur d'un ouvrage consacré à la Fen, « la Forteresse enseignante », dont l'approche syndicale est sensiblement différente – mais moins qu'on le dit – de celle de l'auteur à succès de « Toujours plus ».

« L'UNITE » : Votre récent livre est tout entier consacré aux « méfaits » de la « syndicatrie ». Et d'abord qu'est-ce qu'un « syndicrate » ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : Il s'agit de quelqu'un qui, insensiblement, est passé d'une fonction de défense des autres à une fonction de représentation des autres, ce qui, à mes yeux, n'est pas la même chose. Ce n'est pas la même chose de créer une section syndicale dans une P.m.e. ou de remplir des fonctions syndicales à E.d.f. ; fonctions qui seront plutôt gratifiantes dans la maison, sur un plan personnel. Et surtout qui ne comportent pas de risques particuliers. Bien entendu, il y a des situations intermédiaires entre ces deux exemples. Il y a des cas où l'on se trouve dans la syndicratie complète...

– Il y a tout de même une connotation négative dans l'utilisation de ce nouveau mot...

FRANÇOIS DE CLOSETS : Oui, car je pense que la dérive d'une fonction de défense vers une fonction de pouvoir est une situation classique. Je suis pour l'institutionnalisation du syndicalisme, je suis contre la « syndicratie », c'est-à-dire l'exercice d'un pouvoir à l'occasion de cette institutionnalisation, de cette professionnalisation.

ALAIN BERGOUNIOUX : Le terme de « syndicratie » constitue une bonne part du débat, mais il s'agit d'un terme terriblement ambigu. Il ne reflète d'ailleurs pas le contenu du livre, qui n'est pas une dénonciation du pouvoir syndical en tant que tel. Ce serait d'ailleurs un peu paradoxal. L'une des thèses de l'ouvrage consiste, par exemple, à se plaindre du manque de représentativité du syndicalisme. Il y a pourtant une difficulté dans les thèses que défend François de Closets. Il est un

(suite en page 8)

(suite en page 7)

peu facile d'opposer le syndicalisme de l'âge militant, créé spontanément par les salariés, et le syndicalisme d'un âge bureaucratique, où le syndicalisme se transformerait en pouvoir sur les autres. Dès l'origine du syndicalisme révolutionnaire, tant loué dans ce livre, on aperçoit bien qu'il s'agit d'un syndicalisme minoritaire...

FRANÇOIS DE CLOSETS : ... élitiste...

ALAIN BERGOUNIOUX : Il est clair, en effet, que ces militants dévoués disposent d'un pouvoir sur les salariés. Ce qui s'est passé, c'est que le syndicalisme français d'aujourd'hui est devenu également une institution. Mais, sur le fond, le syndicalisme n'a pas changé de nature. La fonction de celui-ci reste bien de représenter les autres. On ne peut donner un sens exact au terme de « syndicratie » qu'en cernant les situations où la représentation est soit illégitime, soit inefficace. Tant qu'on n'a pas fait cette démonstration, le terme reste ambigu...

FRANÇOIS DE CLOSETS : Levons cette ambiguïté. Il y a une immense différence entre l'autorité et le pouvoir. Il est tout à fait exact qu'il y avait une minorité agissante à l'origine du syndicalisme. Aujourd'hui il y a encore des milliers d'entreprises où il n'y a pas de syndicats. Si un ouvrier ou un employé décide de créer un syndicat, c'est donc, bien, qu'il mène une action minoritaire. Cela dit, il y a une différence immense entre l'autorité, qui était la source de la puissance, et le pouvoir. Ce dernier est constitué par une série de prérogatives et de positions...

– Pouvez-vous donner des exemples ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : C'est très simple. En 1958, De Gaulle avait l'autorité et Pfimmlin avait le pouvoir. Le président du Conseil en disposait tandis que De Gaulle avait l'écoute des Français ! Lorsque chez Renault, et ailleurs, dans les services publics où les syndicats ont des prérogatives extrêmement importantes comme cogérants du personnel, lorsqu'on les voit donner un mot d'ordre peu suivi, ne manquent-ils pas d'autorité ?

A l'inverse, vous pouvez avoir un leader syndical un peu charismatique qui arrive à entraîner l'ensemble du personnel, alors qu'il ne dispose pas des prérogatives d'un permanent ?

ALAIN BERGOUNIOUX : Cette réaction est bien connue. Mais il me semble que cette distinction est par trop intellectuelle. Il n'y a pas d'autorité sans pouvoir, en bonne logique. Revenons-en aux origines. Ces militants héroïques qui ont créé les syndicats, au péril de leur emploi, n'ont-ils pas, eux aussi, utilisé des moyens de force ? Ils n'ont pas seulement joué de leur influence et de leur charisme, mais ils ont aussi mené un combat difficile contre les « jaunes », en intimidant les non-grévistes. Donc, l'autorité, même dépourvue de toute reconnaissance institutionnelle, tendait vers le pouvoir. On ne peut distinguer les deux termes, car il n'y a pas d'autorité sans pouvoir concret.

– En lisant votre livre, on a un peu l'impression que vous opérez une distinction entre le syndicalisme légitime du XIXe siècle et celui d'aujourd'hui.

Vous utilisez par exemple une expression, à propos d'un ancien syndicaliste communard : « Adieu Varlin, adieu camarade ». Pour vous, un bon syndicaliste, n'est-ce pas un syndicaliste mort ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : C'est un syndicaliste qui a rompu avec son histoire. C'est un syndicaliste qui respecte Varlin mais qui ne se prend pas pour Varlin ! Il oublie la lutte des classes, il n'est plus en lutte contre le capitalisme, il n'a plus rien à voir avec Varlin. A mes yeux, un syndicaliste ne devient illégitime que s'il persiste à se prendre pour Varlin : jouer un syndicalisme de lutte des classes, alors qu'il se trouve dans des structures institutionnelles de syndicalisme.

ALAIN BERGOUNIOUX : Il s'agit d'une question immense : l'adaptation d'un mouvement à la réalité d'aujourd'hui. Les syndicats ont trouvé leur identité dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est le cas du syndicalisme de la fonction publique. L'idéal a été longtemps celui de l'ouvrier métallurgiste, fier de son emploi. En ce qui concerne l'adaptation – et là je me différencie de François de Closets – il n'y a pas de rupture totale. Le syndicalisme doit s'efforcer de trouver une traduction contemporaine à son histoire. Mais il n'y a d'adaptation réussie que lorsqu'il y a filiation historique. C'est toute la difficulté actuelle du mouvement syndical : trouver les moyens d'expression, de lutte adaptés à une société, en prenant en charge les intérêts de toute la société. Voilà le défi véritable.

– Comment pourrait se décliner cette adaptation du syndicalisme ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : Il faudrait distinguer le syndicalisme selon les secteurs, selon les fonctions. Les secteurs tout d'abord. Le problème ne se pose pas de la même façon dans un secteur monopolistique d'Etat ou dans une entreprise concurrentielle, capitaliste. Les fonctions ensuite : la revendication et la protection. Le syndicalisme est le garant de nos systèmes de protection sociale : Sécurité sociale, Assedic, etc. Il est aussi l'instance d'expressions des revendications. Ici, le niveau confédéral est aberrant. Il y a conflit d'intérêts entre les ouvriers, les cadres, les chômeurs et les smicards que les confédérations sont censées défendre. Comment est-ce possible avec tous ses antagonismes ? Il vaudrait donc mieux que les fonctions revendicatives s'exercent à des unités plus petites, plus proches de la branche et de l'entreprise. Le niveau confédéral étant réservé à la garantie générale, à la protection sociale. Dans cet esprit, je propose de redonner plus d'importance à ce que j'appelle le **trialogue** dans l'entreprise. Pas de tête-à-tête patron-syndicats mais un trialogue patron-personnel-syndicats dans l'entreprise.



Pascal Lebrun

François de Closets : « Toute notre vie sociale a été modelée par le refus capitaliste et bourgeois de pratiquer le dialogue »

ALAIN BERGOUNIOUX : Voilà une question décisive. D'un fait juste – l'hétérogénéité des demandes – doit-on en déduire une théorie ? C'est un peu le sens de la réponse de François de Closets. J'émets quelques doutes sur la transformation des confédérations dans une fonction de prestataires de service pour les sections syndicales d'entreprise, en garant des grands accords nationaux. On ne peut abandonner une fonction nationale d'arbitrage, même si elle est difficile. Si l'évolution va dans le sens d'un syndicalisme de plus en plus éclaté, on a toutes les chances d'aller vers une société de plus en plus corporative. Une société où les éléments de la solidarité seront de moins en moins perçus. C'est le problème du minimum de solidarité. Il n'est pas sûr que remettre celui-ci au politique soit une solution. J'ai tendance à penser que l'adaptation du syndicalisme doit se faire aux deux bouts de la chaîne ; il y a intérêt à remettre en œuvre un véritable dialogue entre l'Etat, les confédérations syndicales et le patronat.

– En écrivant ce livre, vous vous inscrivez manifestement dans un climat porteur sur l'archaïsme supposé du syndicalisme. Mais il n'y a pas que les syndicats ouvriers, il y a aussi le C.n.p.f. Celui-ci traîne visiblement les pieds depuis plusieurs années dans la pratique contractuelle. Le patronat français n'a jamais aimé la négociation collective. N'est-ce pas là qu'il faudrait trouver l'origine de la syndicratie ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : Toute notre vie sociale a été modelée par le refus capitaliste et bourgeois de pratiquer le dialogue. Le patronat a toujours voulu écarter le syndicalisme de l'entreprise. C'est évidemment ce refus du patronat qui a permis cette dérive vers la syndicratie. Aujourd'hui encore, il y a comme une connivence inavouée entre C.n.p.f. et les grandes confédérations sur le Yalta social. Les confédérations peuvent penser : tant pis si nous perdons le terrain des entreprises dès lors que nous nous renforçons dans les grands monopoles d'Etat, tellement plus favorables au mouvement syndical

ALAIN BERGOUNIOUX : Il n'y a jamais eu de compromis social durable dans ce pays. Les grandes dates de l'histoire sociale ont toujours correspondu à des crises : 1936, et les délégués du personnel ; 1945, et le comité d'entreprise ; 1968, et les sections syndicales d'entreprise ; 1981, et les lois Auroux. Il y a eu un cercle vicieux des relations professionnelles. Pendant les années

de la croissance, le patronat n'a eu qu'un seul but : préserver son pouvoir dans l'entreprise, en y refusant des négociations réelles. Il y a eu des convergences objectives plutôt qu'une connivence. Cette convergence a perdu son fondement avec la crise : c'est l'aspect fondamental. La sortie de crise suppose l'accroissement de la productivité et l'appel à l'intelligence des salariés. Il faudrait donc discuter sur l'ensemble des problèmes de l'entreprise. Et pas seulement sur les aspects sociaux. Là, on s'aperçoit bien que le patronat reste sur une même stratégie. Il favorise, bien sûr, l'expression dans des cercles de qualité mais tout cela passe, de sa part, par une sorte de contournement du syndicalisme dans les entreprises privées. La négociation d'entreprise est posée, mais cela suppose un pouvoir syndical réel, c'est-à-dire une question conflictuelle.

– Vous appelez à des syndicats forts dans votre livre. Faut-il, à vos yeux, supprimer le fameux monopole syndical ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : Surtout pas. Il faut tout simplement que les organisations syndicales méritent ce monopole, ce qui est radicalement différent.

– Ne jouons pas sur les mots : il y a un courant actuel qui vise à remettre en question le monopole syndical. Peut-on souhaiter un syndicalisme fort et autoriser des listes sauvages aux élections du personnel, par exemple ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : Notre système de monopole de présentation des candidatures est l'un des mois contraignants qui soit. Lorsque l'on examine les élections, on s'aperçoit que ce système a surtout permis d'écarter des candidats valables du premier tour. Ce monopole, c'est typiquement du pouvoir. Le danger c'est que celui-ci ne corresponde pas à de l'autorité. Voyez ce qui se passe chez Renault, où la direction a abandonné prérogatives et pouvoirs à la C.g.t. et où celle-ci se retrouve sans autorité.

– ... Mais le dialogue a fonctionné chez Renault pendant quarante ans...

FRANÇOIS DE CLOSETS : Oui. Jusqu'à la crise. Il n'y a plus de partage du « plus » pour obtenir un compromis même insatisfaisant. Si vous n'ouvrez vos livres de comptes que lorsque vous refusez une augmentation de salaires, vous faites craquer le consensus social. Si vous les avez ouverts avant, vous avez une chance d'être entendu au moment où vous dites « non ».

ALAIN BERGOUNIOUX : Il faut observer une très grande prudence sur la question du monopole. Les délégués du personnel de 1936 sont issus d'une proposition patronale. L'espoir, c'était déjà de contourner la représentativité syndicale en faisant élire les délégués par la totalité du personnel. Le syndicalisme français traverse une crise d'adaptation. Il serait donc néfaste de l'affaiblir par des moyens institutionnels. La suppression de la règle du monopole conduirait à l'aventure. Beaucoup de patrons ne le souhaitent d'ailleurs pas. Si les syndicats perdaient cet avantage, il y aurait sans doute davantage de militantisme, d'où un effet pervers du point de vue patronal...

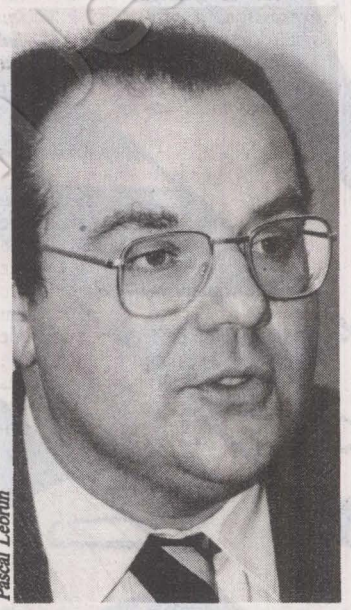
FRANÇOIS DE CLOSETS : Revenons aux fonctions de représentation et de protection. La représentativité des grandes confédérations est démontrée de façon éclatante dans les scrutins, à la Sécurité sociale, aux élections prud'homales. Mais elle s'érode sur le terrain revendicatif et sur celui de la négociation contractuelle dans l'entreprise. On voit donc bien où se trouve la fonction incontestée et celle qui est contestée, parce que mal remplie du syndicalisme.

– Quelles sont les recettes du Dr de Closets pour le syndicalisme français...

FRANÇOIS DE CLOSETS : Je ne veux faire la leçon à personne ; je ne suis pas le grand thaumaturge ! Je définirai simplement des directions. Bergounioux dit : il ne faut pas affaiblir institutionnellement le syndicalisme. J'en suis d'accord. Mais peut-on le renforcer artificiellement au niveau du pouvoir ? Le syndicalisme ne se proclame pas. On en arrive à des négociations obligatoires avec des sections qui n'ont plus, de section, que le nom ! A ce stade, cela n'a aucun sens d'augmenter institutionnellement le pouvoir syndical. Il faut donner le plus de chances au syndicalisme de se ressourcer à la base, de regagner la confiance. Il serait bon qu'il y ait des votes du personnel à bulletin secret en cas de conflits entre les positions syndicales et patronales. Il me paraît bon que toute décision de grève soit prise à bulletin secret. Le droit de veto obtenu par les syndicats – au travers des C.e. – sur les horaires de travail ne les a pas renforcées. Dans certains cas, on a vu des désaveux de la part des travailleurs. Pourquoi ne pas voter là-dessus ? De ce point de vue, il n'y aurait pas de perte de crédibilité pour les syndicats. L'institutionnel, c'est comme les amphétamines : cela ne rétablit pas la santé.

ALAIN BERGOUNIOUX : Les remèdes à la crise du syndicalisme ne viendront pas d'un pouvoir institutionnel. Homère disait déjà : les remparts sans hommes sont des murs vides. Les remèdes viendront du syndicalisme lui-même. Le syndicalisme a déjà montré sa capacité d'adaptation lors de la première grande crise mondiale. Il y a trois dimensions du problème :

1) La crise a réduit le gâteau. L'accroissement du pouvoir d'achat n'a plus la même valeur d'aiguillon. Il faut trouver un nouveau contenu à de nouveaux compromis. André Bergeron a raison : il faut trouver du « grain à moudre », trouver de nouveaux compromis pour la politique contractuelle. C'est le cas du temps de travail, de l'adaptation aux nouvelles technologies, des horaires, de la solidarité vis-à-vis des salariés dépourvus d'emploi : toutes ces questions pourront être au cœur de la négociation.



Pascal Lebrun

Alain Bergounioux : « Si l'évolution va dans le sens d'un syndicalisme de plus en plus éclaté, on a toutes les chances d'aller vers une société de plus en plus corporative »

2) Mais ce syndicalisme connaît une crise structurelle : les grands bastions sociologiques (métallurgie, mines, navale) s'effritent. Par contre, il y a de nouvelles professions dans le tertiaire, dans les services. Un syndiqué de ces secteurs-là n'aura pas le même comportement que ceux des anciens bastions. Il y a donc bien un problème d'adaptation de la syndicalisation de ces nouvelles catégories. Comment réaliser l'amalgame ?

3) La dimension politique. En France le syndicalisme a toujours vécu au rythme de la vie politique. La crise politique que traverse la gauche depuis 1977 a accru le phénomène de la division syndicale. Chez nous, la division politique amène un phénomène de surenchère dans les stratégies syndicales. On pourrait donc penser que ce syndicalisme devrait être moins politique...

FRANÇOIS DE CLOSETS : ... les Français le demandent...

ALAIN BERGOUNIOUX : Le problème est aussi la définition de cette dimension politique. Le syndicalisme doit savoir être, en lui-même, un acteur politique, au sens général du terme. Etre capable de formuler les nouveaux compromis nécessaires pour la société française.

– Votre recette s'appelle le partenariat ? Qu'entendez-vous par là ?

FRANÇOIS DE CLOSETS : Le partenariat c'est, à mon sens, ce qui se fait. J'ai essayé de mettre en perspective les évolutions que tout le monde constate dans de nombreux endroits. Elles naissent de la pression de la crise. Celle-ci pose le problème de la compétitivité dans des termes nouveaux. Elles obligent les entreprises à nouer de nouvelles relations sociales entre le patronat, le personnel et les syndicats. Le patronat rêve de répondre aux défis de la crise par plus de flexibilité, de précarité et davantage d'autorité pour les chefs d'entreprise. En ce qui me concerne, je pense que l'on sera amené à chercher plus de souplesse par plus d'intégration du travailleur dans l'entreprise.

(Interview recueillie par Claude JADOUL)

(1) « Tous ensemble pour en finir avec la syndicatrie » par François de Closets – Editions Le Seuil.

(2) Alain Bergounioux, nouveau membre du Comité directeur du P.S., connaît bien les organisations syndicales. Il vient de publier (avec René Mouriaux, V. Aubert et M. Martin – Fondation Saint-Simon/Fayard) un ouvrage consacré à la F.e.n. : « la Forteresse enseignante » sur lequel nous reviendrons ultérieurement.



PAR PIERRE-YVES POINDRON

Dans trente ans, la France aura perdu son âme. Il ne peut en être autrement puisqu'elle sera submergée par les déferlantes de l'immigration. Vous doutez ? Prenez quelques chiffres. Au hasard. Ceux du « Figaro-Magazine » dirigé par Louis Pauwels, chantre du libéralisme après avoir été celui de l'obscurantisme « Matin des magiciens », « Planète ». Et en fait de magie, nous sommes servis.

Le « Figaro-Magazine » cependant n'est pas libéral pour tout le monde. Il faut claquemurer la maison, fermer les frontières, renvoyer chez elles les immigrées qui menacent la France de l'intérieur et de l'intérieur de leur ventre. Deux chiffres suffisent pour donner à la « démonstration » une caution scientifique. En 1992, le taux de fécondité des Françaises de bonne souche sera tombé à 1,25, celui des « étrangères non européennes » restera à 4,69. Ne pinaillons pas sur les chiffres après la virgule, mais où diantre Gérard-François Dumont a-t-il dégoté ces précisions ? Nul ne le sait... Mais ledit Dumont est président de l'Association pour la recherche et l'information démographique, cela pose son homme. Recherche ? Voire. Désinformation ? C'est tout vu.

Car voilà la démographie réduite à de douteux comptes d'apothicaires, rien, absolument rien, ne permet à Gérard-François Dumont d'affirmer ce qu'il avance. Car si l'on réfléchit un tant soit peu, on s'aperçoit que les immigrés de la deuxième génération – qu'elle que soit leur origine culturelle – finissent par adopter les mœurs du pays d'accueil. Tout porte à croire au contraire que les taux de fécondité des différentes populations finiront par suivre une courbe sensiblement identique. Laquelle ? Difficile à dire. Sûrement pas l'hypothèse basse que Dumont prête aux « Européennes », pas davantage l'hypothèse haute qu'il ne réserve qu'aux femmes musulmanes, mais un taux qui dépendra tout à la fois des mœurs, du contexte écono-

Collection Fondation Jean-Jaurès

LE GENE LAVE PLUS BLANC

La génétique ne peut pas être au service de la politique

mique et de la politique familiale adoptée d'ici là. Et rien ne permet d'affirmer qu'une ethnie prendra le pas sur les autres. C'est du reste sans compter avec le métissage qui, il est vrai, doit faire encore plus froid dans le dos à Jean Raspail le romancier spécialisé dans le péril barbare venu d'ailleurs et qui commente les prédictions du folklorique Dumont. Les chiffres du « Figaro-Magazine » sont donc tirés par les cheveux pour les besoins de la cause – une cause trop connue hélas – sous les aspects d'un vague discours scientifique.

Lorsque nous l'avons rencontré avant les vacances pour notre dossier sur le scientisme, nous avons demandé à René Rémond si, à son avis, sa discipline (l'histoire) connaissait une tentation scientiste. « Il n'en est rien, répondit René Rémond,... à l'exception peut-être de la démographie. » La tentation est grande en effet chez certains démographes de prévoir la décadence des pays occidentaux à travers leur déclin démographique... déclin somme toute assez relatif en comparaison des saignées des guerres et des hécatombes dues à la misère et aux maladies, d'un temps pas si lointain. Et ces démographes de tenir un discours de causalité, assorti de considérations sur le déclin des valeurs occidentales... Ceci expliquant cela et inversement. « Il y a une explication globale de l'évolution qui confine au scientisme, admettait René Rémond. Il ne croyait pas si bien dire. Heureusement que tous les démographes ne sont pas comme les démographes en peau de chagrin du « Figaro-Magazine ».

Aux orties, les « vieilles lunes »

Cote « génétique », la lecture des journaux nous réserve quelques frissons qui ne sont pas si innocents que cela.

Une étude menée sur des jumeaux, vrais et faux, et cela suffit. Cela suffit pour se prononcer catégoriquement. Exit la composante psychologique de l'autisme. Place aux gènes. Un gène, c'est clair, net et précis, ça se tranchera bientôt au bistouri « enzymatique ». Conclusion de l'édito d'un hebdomadaire médical (1), le « Généraliste » : « L'autisme n'est plus irréversible. » Bienheureux gène, gène miraculeux qui permet « de ne pas rejeter la faute sur les « mauvais parents » et d'entrevoir, dès lors que l'on aura trouvé les gènes porteurs sur la carte génétique, un traitement adapté », prophétise le journaliste.

Aux orties, les vieilles lunes. « Les psychothérapies, fondées sur l'origine psychologique des troubles, n'ont pas résisté à l'épreuve du temps, n'ayant pas guéri les enfants pendant que les familles continuaient à souffrir d'un sentiment de honte et de culpabilité induit par ces théories », renchérit un autre article. A preuve, le livre de deux Américains, et, dans ce livre, « Autisme, la vérité refusée », une vérité chasse l'autre. Elle est cette fois-ci définitive : « Cet ouvrage de fond marque un tournant décisif dans l'histoire de l'autisme, enfin libérée des miasmes et des supercheries », poursuivent les mêmes.

Le ton est donné. On assiste ici à deux glissements propres au raisonnement scientiste. Une caricature de la thèse qu'on prétend discuter, sans prendre le temps de réfuter les questions qu'elle pose. « Les miasmes » ? Ce sont les explications qui fondent l'apparition des symptômes sur les relations entre la mère et l'enfant. « La supercherie » ? Celle qui consiste à culpabiliser « la mauvaise mère », terme dont on dénature totalement le sens. Jamais, en effet, les tenants de la thèse « psychologique » n'ont cherché à culpabiliser les parents ; ce moralisme est bien plutôt l'apanage de ceux qui réfutent l'existence de l'inconscient.

Deuxième glissement, plus grave : ramener l'autisme à une seule cause simple : le gène. Glissement que l'on opère allègrement en dépit des symtômes de la maladie dont rien, de l'aveu d'une autre médecin, dans le même journal, ne laisse penser qu'elle puisse être attribuée à des troubles biologiques ou physiques.

Cette version des faits sera reprise par le Pr Debray-Ritzen, pédopsychiatre, lors d'une émis-

(suite en page 12)

Votre enfant est schizophrène ? Son éducation ? Pas du tout, c'est beaucoup moins grave et plus propre, c'est un gène ! Vous gagnez à peine le Smig et vous n'avez pas le faciès qui convient ? Que voulez-vous si vous étiez plus doué, mieux doté par la nature vous réussiriez... Voilà qui rassure l'entourage, allège la tâche du médecin, blanchit la société et évince les conflits.

(suite de la page 11)

sion de « Droit de réponse ». Il y a beau temps que le Pr Debray-Ritzen ronge son frein. A dire vrai, il n'en peut plus de colère contre les « psy » : psychologues, psychanalystes et autres psychiatres. Il s'en est même ouvert dans les colonnes de « Minute ». Les « psy » sont une calamité à vouloir traiter l'autisme dans sa dimension relationnelle. Perte de temps que de chercher à comprendre la maladie dans ses ressorts psychologiques, à l'inscrire dans la relation perturbée de l'enfant à sa mère ! La seule chose que l'on puisse faire, c'est prodiguer une attention « charitable » à l'enfant (sic).

Mais, aujourd'hui, le Pr Debray-Ritzen exulte. On a trouvé le gène de l'autisme, preuve que ses foudres ne se sont pas abattues en vain. Et comment ? Le « Généraliste » va nous l'apprendre : grâce à une étude comparative, menée aux Etats-Unis sur des jumeaux. Et quelle aubaine pour les détracteurs du « psychologisme » : il y a davantage d'autistes chez les vrais jumeaux que chez les faux. Conclusion, il y a du gène là-dessous. Une réflexion sur la gémellité nous apprendrait qu'il faut pourtant manier la preuve par deux avec précaution.

Le gène, deus ex-machina

C'est encore le gène que l'on voit percer sous les explications du Dr Escoffier-Lambiotte dans « le Monde » (1) à propos du nouveau visage de l'angoisse. « Freud doit être revu et corrigé : on découvre que l'anxiété n'est pas toujours liée à l'inconscient. Elle peut avoir pour origine une anomalie biochimique du système nerveux. »

Pourquoi pas ? Mais, là encore, les choses sont formulées de façon significative. « Quatre millions de diagnostics d'anxiété ont été posés en France, l'an passé... », écrit Claudine Escoffier-Lambiotte. Loin d'elle l'idée d'affirmer que toutes ces anxiétés sont dues à un dysfonctionnement neurochimique, cela ferait quand même pas mal de monde. « Bien au-delà de la neuropsychiatrie, ces chiffres traduisent une certaine déviation vers une médecine de confort, de bien-être, orientée vers le soulagement des souffrances certes, mais aussi vers la satisfaction des désirs ; ceux des consommateurs dont on peut douter qu'ils soient, pour quatre millions d'entre eux, de vrais malades. »

Exit le malaise, le mal-être, puisqu'ils ne sont pas organiques. Incongru, le désir de bien-être du patient, puisqu'il n'est pas un vrai malade. Ne confondons pas le « sentiment d'insécurité » avec l'anxiété pathologique. « C'est à cette dernière que s'appliquent les notions **révolutionnaires** à la fois biologique, cliniques et thérapeutiques, issues des découvertes les plus récentes et qui modifient profondément le concept de névrose d'angoisse d'origine pensait-on psychologique, en vigueur depuis près d'un siècle. » Bref, Freud s'est trompé : ou ses névrosés n'étaient pas de vrais malades ou il ne pouvait rien pour eux.

Il n'est évidemment pas question, ici, de mettre en doute l'existence du « peptide de l'angoisse », ni le lien qui peut exister entre lui et l'anxiété.... de là à lui attribuer l'exclusivité des symptômes cliniques, il y a un pas...

Les spécialistes savent que certains désordres endocriniens peuvent puiser leur origine dans des perturbations affectives, ne peut-on pas imaginer que des troubles psychiques finissent par engendrer des sécrétions que l'on peut doser ? Et même s'il existe un « terrain », la question clinique n'est pas totalement épuisée. C'est ce que montrent les troubles phobiques, personnalisés, et que l'on peut difficilement attribuer à des gènes, qui surgissent dès la première crise d'« angoisse ». Mais qu'importe, pour le Dr Escoffier-Lambiotte, à l'origine était le gène ! « Les travaux de neurochimie devraient permettre de dire si les cliniciens anglo-saxons ont raison d'avoir, d'ores et déjà, arraché l'angoisse au monde **obscur** du conflit inconscient, pour lui donner le statut de la pathologie médicale classique, due, en l'oc-

RACISME-IMMIGRATION : LE COEUR DU DEBAT

La mobilisation croissante des forces antiracistes parviendra-t-elle à endiguer la marée noire du venin xénophobe et raciste ?

PAR JEAN LIBERMAN

LE scandale des énormités chiffrées, proférées par Le Pen à « L'Heure de vérité » sur le coût social des immigrés (en particulier les 108 milliards, réduits après vérification à 8 milliards) n'était pas retombé, qu'éclatait la provocation délirante du « Figaro magazine » d'Hersant : « Serons-nous encore français dans 30 ans ? » Alors que, selon les chiffres truqués de Jean Raspail, il y aurait, en 2015, en France, 5 300 000 étrangers non européens (E.n.e.) de plus et 5 000 000 de Français de moins, Hervé le Bras, réputé démographe, tablait, après calculs, sur un chiffre de 800 000 E.n.e. supplémentaires ! On conçoit la colère du ministre des Affaires sociales, Georgina Dufoix, évoquant à propos du montage figaresque — dont elle démontrait la fausseté — « les théories les plus folles du nazisme », et promettant qu'elle ne ferait pas preuve sur ce sujet de « frilosité électorale ».

Comment s'étonner, quand Le Pen présente, lors de son récent congrès du F.n., le danger immigré en termes de « 5e colonne », de voir se développer au niveau municipal, comme à Noisy-le-Grand, à l'instigation de son maire Françoise Richard, une xénophobie aiguë, s'exprimant dans un tract attribuant (sur quelles bases ?) 45 % de la délinquance aux étrangers et exigeant « l'arrêt immédiat de toute attribution de logements aux étrangers non membres de la communauté européenne ». Comme dit M. Le Pen : « Abordez le problème sans complexe, il n'y a pas de relation entre immigration et racisme. »

Après le débat Fabius-Chirac où, au contraire, le chef de file du R.p.r., pratiquant le lepénisme sans le dire, n'a cessé de faire l'amalgame entre immigré, chômage, délinquance et insécurité, le Premier ministre conscient des exigences — insuffisamment apparues — de la gauche sur ce sujet, s'est honoré, en les précisant dans une déclaration sans ambiguïté à l'Assemblée : « A tous ces faux comptables qui manipulent les chiffres de l'immigration je dis qu'ils vont à l'encontre des intérêts de notre pays, car les immigrés ont produit et produisent une part importante des richesses de la France » rappela-t-il, en réaffirmant solennellement que « la France doit refuser la ségrégation ».

Il est significatif, d'ailleurs, que Le Pen ait dû mettre de l'eau dans son vin à la suite de l'isolement politique confirmé que lui ont valu ses derniers excès de langage, et ait voulu conclure un armistice avec la presse... après s'en être violemment pris à quatre journalistes, comme par hasard d'origine juive. Autre signe d'un certain « disensus » à droite sur la question, les propos de Simone Veil à « Questions à domicile », qui rappela que « c'est nous qui avons fait venir les travailleurs immigrés en France, que beaucoup souhaitent s'assumer comme Français » et convia à « comparer ce qui est comparable » (tranche d'âge et niveau social) quand on lit immigration et sécurité.

Confrontés à ce tableau bien assombri, les leaders de « S.o.s. racisme », qui semble avoir gaillardement supplanté en un an les organisations traditionnelles de l'antiracisme, s'inquiètent en faisant leur bilan et cogitent de spectaculaires et nouvelles initiatives. Conscients d'avoir contenu, au moins dans la jeunesse, la montée lepéniste, en « ringardisant » le phénomène, d'avoir créé de nouvelles solidarités, bref d'avoir marqué des points contre le fléau, ils réalisent maintenant que le mal est plus



profond, répondant toujours à une habile exploitation de sentiments primaires.

« Nous nous accordons à reconnaître, dit l'un des « penseurs » des « Touche pas à mon pote », Julien Dray, que nous assistons depuis la rentrée à un nouveau scénario de fascination pour Le Pen... Favorisé d'ailleurs par un regrettable traitement médiatique : c'est en particulier sa prestation à la télévision qui, en le banalisant, lui a conféré sa « respectabilité » ; certes ses chiffres étaient mensongers, mais rectifiés trop tard pour que le mal ne soit pas déjà fait. Les affabulations pseudo-scientifiques d'un Jean Raspail (du Club de l'Horloge) accréditent l'idée qu'il faudrait préparer de nouvelles « nuits de cristal » de l'immigration. Et de nombreux assassinats d'immigrés n'ont-ils pas déjà été commis par des proches, voire des membres du Front national ! Bref on est amené à se battre sur le terrain de Le Pen et il est temps de répondre. »

C'est, dit Julien Dray « à la conscience de notre société, c'est-à-dire d'abord au monde intellectuel, de le faire, en montrant l'inanité de cette argumentation et la gravité du danger ». Et il y a sentiment d'urgence. D'où l'organisation, le 24 novembre à Paris, de grandes assises antiracistes intitulées « Portes ouvertes sur l'égalité » : une large réunion de personnalités diverses comprenant si possible de grands intellectuels d'avant-garde (Claude Simon, Marguerite Duras, le professeur Hamburger...) et les représentants de nombreux syndicats (magistrats, avocats, policiers) qui traiteront des mythes liant l'immigration à l'insécurité et des moyens d'aller vers une bonne intégration-cohabitation.

Ces « Portes ouvertes sur l'égalité », ajoute-t-on, au-delà des tâches immédiates, s'ouvriront sur des axes de recherche de travaux à développer. Leur contenu de clarification idéologique est donc prioritaire. Pour ne pendre qu'un exemple frappant : on a donné le droit de vote municipal aux immigrés en Belgique et il n'y a pratiquement pas eu d'inscriptions ni de votants. Aucune mesure n'est donc une panacée si elle n'est pas accompagnée de la création d'un certain climat. En se prononçant à nouveau sur ces questions clés, ces « consciences de la société » y contribueront.

L'autre initiative de « S.o.s. racisme » touche à la grande manifestation qui doit accueillir les marcheurs (motorisés) du mouvement, le 7 décembre à Paris : une démonstration publique témoin du nombre et de la détermination des antiracistes. Nous avons déjà signalé l'existence en fait de deux marches antiracistes simultanées, l'autre étant celle du Collectif jeunes des franco-maghrébins, démonstration pour l'égalité axée sur l'obtention des droits civiques, mais dont les animateurs n'ont pu se mettre d'accord avec « S.o.s. », pour l'organisation d'une manifestation commune. Signe des temps : bien conscients du caractère néfaste d'une division qui fait le jeu des racistes, les leaders des deux mouvements (une partie seulement de ceux du Collectif jeunes) ont récemment évolué en prévoyant de nouvelles retrouvailles, précisément le 7 décembre.

« Il est vrai, comme nous le rappelle Julien Dray, que les jeunes Beurs (franco-maghrébins) ont de complexes problèmes d'identification qui les ont fait longtemps hésiter entre l'intégration dans la société française et le repli communautaire... Ce qui a rendu difficile la cohabitation avec « S.o.s. racisme », tourné vers l'ensemble des jeunes de la nouvelle génération et l'intégration de toutes les communautés... Pour exister il nous fallait de plus, dit-il, créer un choc, à la manière d'un bulldozer. Maintenant nous pouvons mieux nous trouver un terrain d'entente... Cela dépendra aussi de notre capacité d'écoute. »

Ecoute bien nécessaire en effet car, rongée par des divergences internes et des défections incessantes, la marche civique des Beurs aura bien du mal à parvenir à Paris. L'un de ses animateurs, Medi Lalaoui, (tête d'une liste antiraciste d'immigrés dans le Val d'Oise), pourtant partisan, au départ, d'une marche unique et qui fait maintenant à son tour défection, reste amer vis-à-vis de l'esprit « d'hégémonie » de S.o.s. racisme. Mais il s'agit, semble-t-il de querelles en voie de résorption, puisque Medi se félicite qu'au terme d'une réunion commune des beurs et des représentants de S.o.s. racisme, les représentants de 250 associations ont souscrit à un accord prévoyant une arrivée commune des deux marches le 7 décembre à Paris. Et donc, sans doute, à une manifestation d'accueil digne des circonstances.

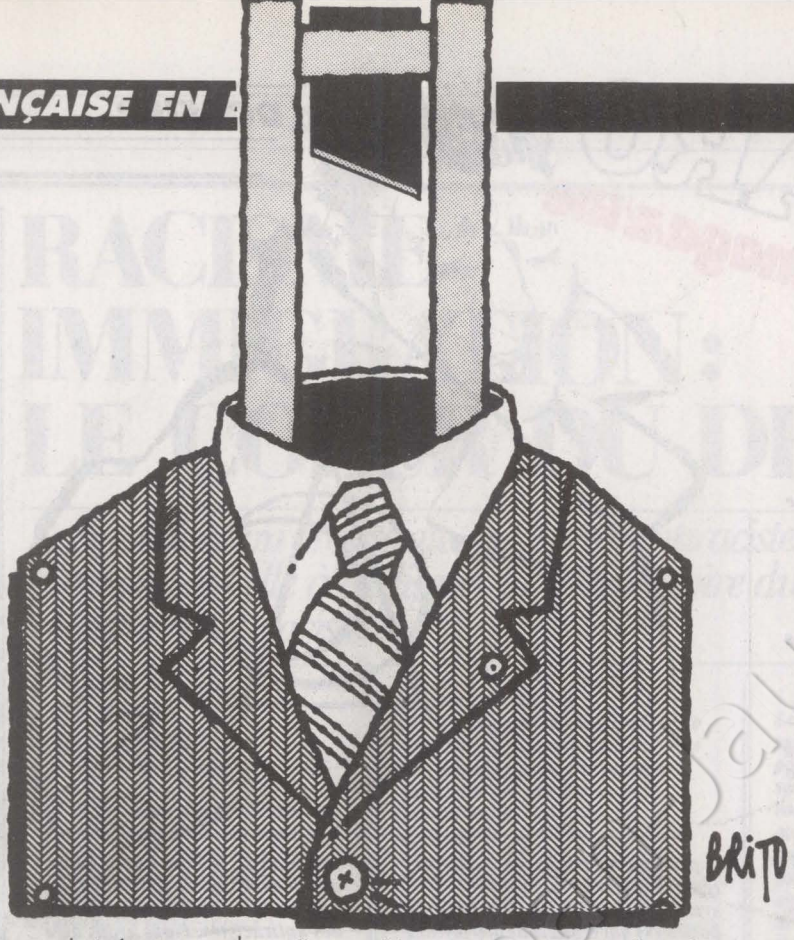
Ainsi, face au retour de plus en plus virulent des vieux démons, d'utilisation payante, certes, au plan électoral, la lutte antiraciste tend à s'unifier et à s'élever aux niveaux nécessaires. La compréhension s'étend qu'il ne saurait y avoir de compromis, autre que mortel pour la démocratie, avec la « bête immonde ». En rappelant, en conférence épiscopale, à Lourdes, par la voix de leur président, Jean Vilnet : « Que l'Evangile est incompatible avec le racisme », les évêques de France viennent d'apporter opportunément le précieux renfort institutionnel de l'Eglise à la cause menacée de la fraternité. ●

currence, à une anomalie biochimique du système nerveux, pour laquelle il existe une prédisposition génétique. » Amen !

« Les gènes vous dis-je ! »

Que conclure de ces quelques exemples ? D'abord, la constatation qu'un même dégoût pour les conflits « inconscients » anime certains tenants d'un remake de l'organicisme. Le gène est peut-être fatal, mais, au moins, il est propre. Et puis, il permet d'évacuer l'histoire affective et l'histoire sociale du malade. Voilà qui rassure l'entourage, dédouane les proches, allège la tâche du médecin, blanchit la société, évince les conflits... Votre enfant est schizophrène ? Son éducation ? Pas du tout, c'est beaucoup moins grave, c'est un gène. Vous gagnez à peine le Smig ? Que voulez-vous... Si vous étiez plus doué, mieux doté par la nature, plus travailleur, plus imaginatif... Vous réussiriez « Les gènes vous dis-je ! » Même si les généticiens sont extrêmement prudents, les gènes, tels qu'ils sont présentés au grand public « sont de petits dieux qui contrôlent tout », comme le dit Edgar Morin. La seule réalité, ce sont les gènes, « et les individus sont comme des zombies au service des gènes ». Lorsque les généticiens ont découvert le code génétique, ils ont essayé d'élucider le rôle des gènes. « Ils ont d'abord eu une vision simple : un gène, un enzyme. Cette époque est révolue, admet Edgar Morin. On sait, qu'un ensemble de gènes peut contrôler un seul caractère et qu'un même gène peut contrôler des caractères différents. » On ne peut donc taxer l'ensemble de la communauté des généticiens de scientisme. « Un peu de génétique donne l'illusion de comprendre quelque chose », constate René Fasset, mais les vrais généticiens eux s'interrogent toujours. C'est l'interprétation que l'on fait de leurs travaux, qui, elle, succombe à la tentation scientiste...

Et cette tentation arrange tous ceux qui s'accrochent à la vision d'un monde clair, transparent, statique. Pour certains, l'image du conflit, qu'il soit intra-individuel ou social, est insupportable. D'autres voient dans ces conflits un obstacle à leurs ambitions. Quoi de plus gênant que des conflits pour ceux qui rêvent d'une démocratie où chacun serait « à sa place », à la place que sa naissance et ses gènes lui ont assignée. Au XVIIe siècle, on était « bien né », c'est un peu ce qui revient avec cette conception étriquée de la génétique : des gènes de droit divin qui règlent tout, une bonne fois pour toutes. Pain béni pour ceux qui rêvent d'un monde assis sur l'ordre naturel des choses. ●



YOUPEE

Liberté, égalité, sororité, pourquoi pas ?

Yvette Roudy, Edwige Avice et Edith Cresson, ses marraines, ont la joie d'annoncer la naissance, le 6 novembre dernier, de leur filleule, l'association « Mariannes Unies vers la cité », dont le but sera de « proposer aux femmes et à tous ceux que cette question concerne la possibilité de jouer le rôle qui leur revient de droit en leur donnant les moyens de devenir des citoyennes à part entière, d'entrer dans les lieux où se construit le futur ».

Au cours du baptême (forcément républicain) qui eut lieu en présence de nombreux invitées et invités, Edwige Avice devait déclarer : « Liberté, égalité, sororité, pourquoi pas ? La citoyenneté ne peut-elle être mixte ? » Dans le même registre, Yvette Roudy revendiqua les idéaux des pionnières de la République, rappelant que le symbole (Marianne) ne devait plus être seulement une représentation en plâtre figée dans un mythe inactif, mais l'expression démocratique au féminin de toute la pensée progressiste que les fondatrices de l'association revendiquent. Longue vie donc au bébé on va lui tricoter des chaussons roses... ou bleu-blanc-rouge.

N.C.

SENAT

La barbarie B.C.B.G.

Qui a dit que la droite et la gauche, c'était pareil ? A l'amende, tout de suite ! Parce que la différence, elle existe. Et le Sénat – majoritairement dans l'opposition – vient de nous en administrer la preuve : par 196 voix contre 119, cette docte assemblée vient de refuser la ratification du protocole européen sur l'abolition de la peine de mort. Nous étions barbares ? Restons-le... Pendant ce temps, 41 députés R.p.r. et apparentés déposaient sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi pour le rétablissement de la peine capitale. Parmi les premiers signataires : Pierre Messmer, Claude Labbé et Jean Foyer. Mais attention ! Ces messieurs sont des sensibles et ne veulent plus de la guillotine : « Une loi ultérieure déterminera un nouveau mode d'exécution de la peine de mort. » Alors, la droite et la gauche, c'est vraiment toujours pareil ?

M.D.

LE PEN

L'insulteur à Canossa

Il n'a peur de rien, Jean-Marie Le Pen. Même pas d'aller à Canossa. Après avoir traité, le 1er novembre, à l'occasion du congrès du Front National, les journalistes de « cloportes », voilà qu'il leur propose, deux jours plus tard, de faire ami-ami : « Nous n'avons pas l'intention de vous faire la guerre. Nous sommes prêts à faire la paix, mais pas à n'importe quelles conditions. » Une sacrée volte-face, un virage à 180°. Sans doute l'expara s'est-il rendu compte qu'il n'était jamais bon d'avoir la presse contre soi, surtout à quelques mois d'une échéance électorale importante. Mais il y a de ces mots doux qui doivent arracher la gorge à un insulteur professionnel...

GREENPEACE

Les lampistes ne paieront pas les pots cassés

Le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Maffart, devraient être de retour en France d'ici à la fin de l'année. Du moins peut-on l'espérer après la première phase du procès du faux couple Turenge qui s'est déroulée le 4 novembre à Auckland. En une demi-heure d'audience l'accusation a abandonné la charge de meurtre au profit de celle d'homicide involontaire et les accusés ont plaidé coupables. Le jugement définitif sera rendu le 22 novembre. On sera alors fixé précisément sur le sort des deux agents de la D.g.s.e. Une seule certitude : les « lampistes » ne paieront pas les pots cassés de cette ténébreuse affaire. Le gouvernement s'y était engagé.

Contrairement à ce qu'affirmaient la droite et sa presse (la palme revenant sans doute à un éditorial de Guy Barret dans « France Soir », déshonorant pour son auteur), il n'a pas ménagé ses efforts pour tirer Dominique Prieur et Alain Maffart des prisons néo-zélandaises. Les négociations ont été engagées à New York, le 23 septembre, par Roland Dumas avec son homologue néo-zélandais Geoffrey Palmer. Elles se sont poursuivies à la fois sur le plan diplomatique et au niveau judiciaire avec le long séjour effectué à Auckland par l'avocat français Me Soulez-Lariviere. Certes la justice néo-zélandaise demeure maîtresse de sa décision et il convient de rester prudent tant que le verdict n'aura pas été rendu. Mais la droite qui attendait beaucoup des « révélations » du tribunal d'Auckland pour tenter de remettre le gouvernement dans l'embarras en est pour ses frais. L'affaire du « Rainbow-Warrior » reste un « coup tordu » mais son exploitation politique a fait long feu.

J.-P.B.

Ça fronde dur !

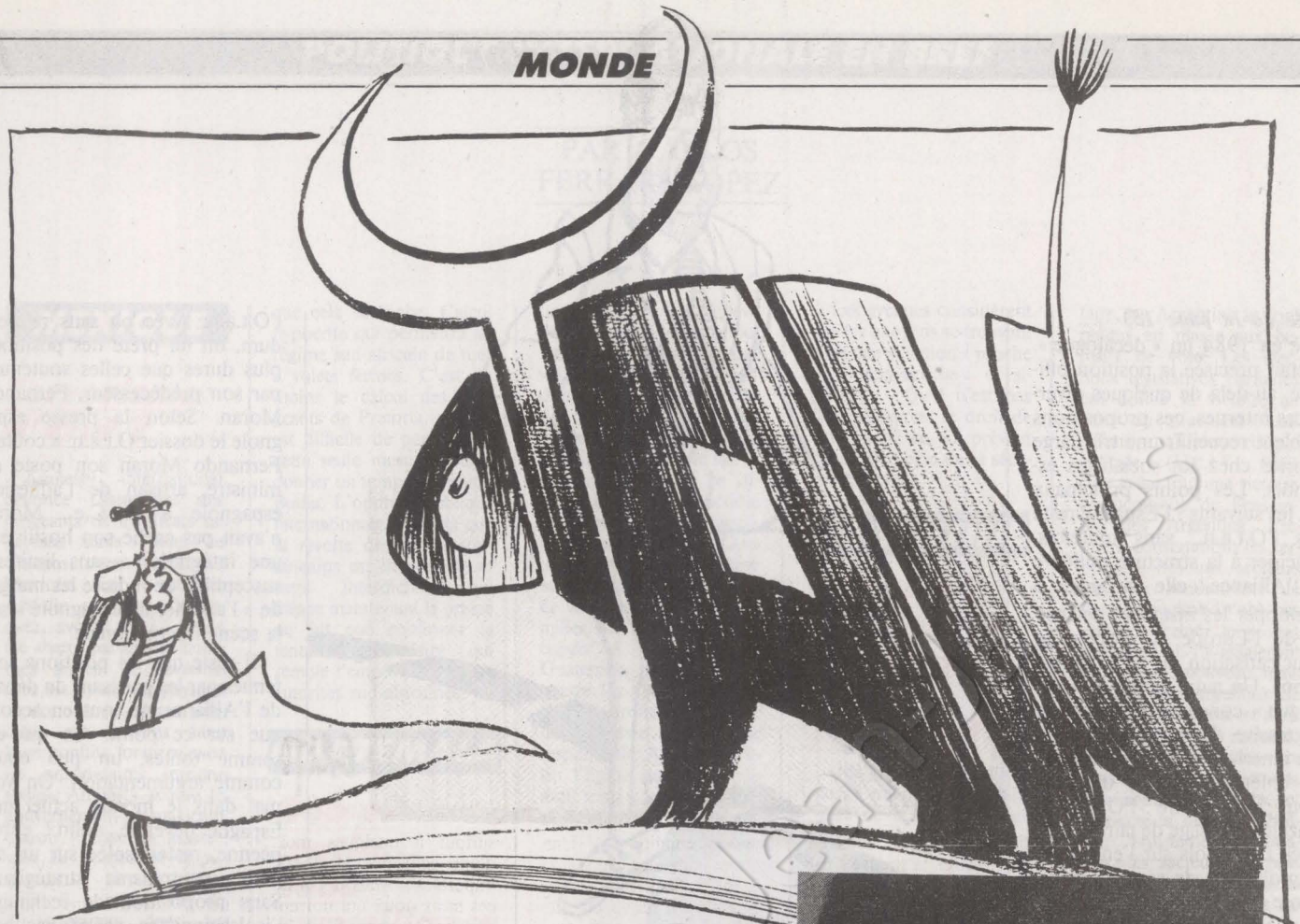
« Il n'y a aucune dissidence », affirme Jean-Marie Le Pen. Bon, c'est noté. Mais on a du mal à comprendre. Que veut dire cet éclatement du Front national dans le Vaucluse, en Corse, et, plus récemment, dans le Maine-et-Loire ? Un département où ça fronde dur : Albert Lépine, l'un des plus anciens militants locaux, et Jean-Luc Rampillon, ancien secrétaire de la fédération départementale, viennent d'annoncer la création d'une nouvelle formation, le « Front français ». Objectif de l'opération : réunir tous les militants du F.n. « qui refusent la mainmise sur le parti de son secrétaire général, Jean-Pierre Stirbois ». Dans le Maine-et-Loire comme, bientôt, dans le Loir-et-Cher », les rebelles sont décidés à présenter des listes séparées pour les législatives. « Il n'y a aucune dissidence. » Mais alors, c'est quoi, la dissidence ?

M.D.

Quelle diffamation?

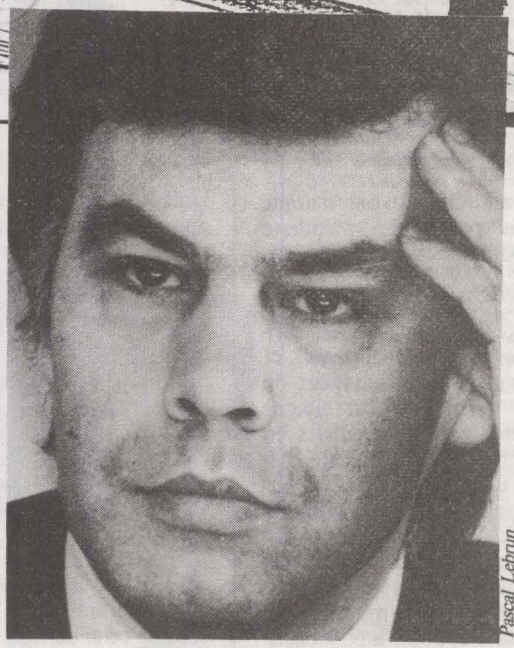
Un de plus de perdu, un ! Jean-Marie Le Pen peut toujours prétendre gagner tous les procès qu'il intente, les faits, et les jugements, sont maintenant contre lui. Après Amiens, c'est le tribunal correctionnel de Lyon qui vient de débouter le président du Front national dans l'affaire qui l'opposait à Yvon Deschamps, secrétaire fédéral du Parti socialiste. A l'origine du procès, deux phrases extraites d'un communiqué du P.s. dénonçant « l'intolérance, les incitations à la haine, au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme (qui) émaillent les meetings de l'extrême droite » et soulignant que « des propositions du chef du Front national reposent sur la division et la ségrégation ». Et alors ? a estimé un tribunal clairvoyant, puisque c'est vrai, où donc peut bien se nicher la diffamation ?

M.D.



OTAN : L'ESPAGNE N'EST PAS UNE ÎLE

Enfin devenue européenne, l'Espagne peut-elle rester dans un superbe neutralisme stratégique ? C'est tout l'enjeu du débat sur le retrait de l'Espagne de l'Otan qui secoue la classe politique madrilène.



Felipe Gonzalez. Pascal Lebrun

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LE Parti socialiste ouvrier espagnol (P.s.o.e.) et le gouvernement de Felipe Gonzalez font face à une opposition croissante qui demande le retrait de l'Espagne de l'O.t.a.n. On attend, au Parlement espagnol, le débat qui aura lieu au mois de décembre sur les problèmes de sécurité. L'ensemble du dossier Défense est devenu un enjeu important de la politique intérieure espagnole. A Madrid, les ministres de Felipe Gonzalez sont certainement préoccupés par l'ampleur prise par les campagnes prônant le retrait espagnol de l'Alliance atlantique. Le président du gouvernement semble décidé à mener une intense campagne d'information pour gagner l'opinion publique aux thèses de l'exécutif. Au même moment, et pour isoler les partisans des positions anti-O.t.a.n., les socialistes espagnols essaient de trouver des terrains d'entente avec les forces politiques d'opposition. La droite conservatrice et les formations de centre, farouches défenseurs de l'intégration espagnole dans l'O.t.a.n., trouvent que les hésitations de Gonzalez sur ce dossier favorisent les surenchères du camp adverse. Elles seraient, malgré tout, disposées à aider le gouvernement dans sa campagne actuelle.

Le dossier O.t.a.n. n'est pas simple. Lors de l'intégration réalisée en mai 1982, les socialistes avaient manifesté leur désapprobation. Mais, sur ce point précis, l'évolution du gouvernement de Felipe Gonzalez est très nette. En proposant la tenue d'un référendum sur les questions de politique extérieure et sur le maintien ou non dans l'O.t.a.n. le gouvernement a porté le débat sur la place publique. Selon toute vraisemblance le référendum aura lieu en janvier ou février 1986. Les dirigeants socialistes se montrent confiants sur l'issue de cette consultation, ils font valoir que des sondages récents montrent que les thèses du gouvernement recueillent près de 40 % des avis favorables. Certains socialistes, y compris des membres du gouvernement, ne sont pas d'accord, cependant, avec l'idée même d'une consultation populaire directe.

Felipe Gonzalez avait pré-

(suite en page 16)



(suite de la page 15)
senté en 1984 un « décalogue », où était précisée la position officielle, au-delà de quelques divergences internes, ces propositions semblent recueillir une très large majorité chez les socialistes espagnols. Les points principaux sont les suivants : l'Espagne reste dans l'O.t.a.n., sans toutefois, participer à la structure militaire de l'Alliance, elle s'engage à développer les instances défensives de l'Europe et propose la dénucléarisation du territoire espagnol. Un autre point du « décalogue » concerne la réduction progressive de la présence militaire américaine. Ne voulant pas être enfermé dans le dilemme « pour ou contre l'O.t.a.n. », Gonzalez envisage de faire discuter les Espagnols sur l'ensemble des problèmes de sécurité et de défense.

Rejet de la politique américaine

Les anti-O.t.a.n. ont marqué quelques points. Le manifeste signé par Nicolas Redondo, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs, (U.g.t. prosocialiste), Javier de Paz, dirigeant des jeunesses socialistes, et par des députés et sénateurs du P.s.o.e. se montre fort éloigné des thèses gouvernementales en la matière. Le malaise existe, et il peut se développer. D'autres forces de gauche, parti (s) communistes, Euskadiko eskerra et Esquerra republicana de Catalogne, très affaiblis face au P.s.o.e. trouvent maintenant les moyens politiques de s'opposer aux socialistes. Il s'agit d'un débat qui dépasse largement l'enjeu de la place de l'Espagne dans le système défensif atlantique. Selon Enrique Mugica, membre de la commission exécutive au P.s.o.e., « ce débat sera utilisé pour critiquer globalement le gouvernement » et, ajoute-t-il, « c'est la crédibilité politique du parti et du gouvernement qui est en jeu ».

D'autre part, la vocation européenne de Felipe Gonzalez, qui vient une fois de plus de proposer « la création d'un organisme exclusivement chargé des questions de défense qui intéressent les seuls Européens », n'est pas pour plaire aux Etats-Unis. Ces derniers ont, en Espagne, une présence militaire importante, dans l'esprit du président du Gouvernement espagnol, la position de son pays au sein de l'O.t.a.n. doit être équilibrée, avec un désengagement progressif des Américains. Les bases coûtent cher (économiquement et politiquement) et, chez les Espagnols, existe un sentiment, diffus mais réel, contraire à la politique des Etats-Unis.

Ernesto Mugica le reconnaît : « Il y a des facteurs émotionnels qui peuvent être manipulés comme celui du rejet de la politique américaine. » Face aux principaux dossiers militaires et stratégiques du moment, l'Espagne se trouve sur des positions semblables à celles soutenues par la France. Soumise aux pressions des Etats-Unis, l'Espagne balance entre son appui au projet Eurêka et les sollicitations américaines concernant l'initiative de défense stratégique, la « guerre des étoiles » chère à Ronald Reagan.

Le contentieux hispano-américain, sur les bases militaires et la réduction des effectifs américains, donne lieu à toute une série de conversations qui n'ont pas encore donné de résultats concrets. Du côté espagnol, on souhaite remplacer le personnel américain de ces bases par des fonctionnaires espagnols. Il y a, actuellement, sous contrôle direct des Etats-Unis, trois bases aériennes, une base navale, six centres de communications ; deux de surveillance, un dépôt de munitions. Le tout servi par 12 545 militaires et 1 669 civils. La base la plus importante est celle de Rota (Cadix), adaptée pour accueillir des sous-marins nucléaires Poséidon, et utilisée pour le ravitaillement de la VIe flotte américaine, dans la Méditerranée.

Depuis deux années le gouvernement espagnol s'emploie à renégocier cette présence étrangère. Les Etats-Unis ne sont pas prêts à lâcher prise avant de connaître les véritables intentions de Madrid. On envisage, à Washington, que si l'Espagne reste dans l'O.t.a.n. on pourrait donc avancer vers une réduction de leurs effectifs en terre ibérique. Mais rien n'est acquis. Le premier tour des négociations n'a pas fait avancer d'un pouce cet épineux problème. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Francisco Fernandez Ordonnez passe pour être un partisan ferme du maintien dans l'O.t.a.n. Avec ou sans référendum, on lui prête des positions plus dures que celles soutenues par son prédécesseur, Fernando Moran. Selon la presse espagnole le dossier O.t.a.n. a coûté à Fernando Moran son poste de ministre, artisan de l'adhésion espagnole à la C.e., Moran n'avait pas caché son hostilité à une intégration « sans limites » susceptible de réduire les marges de « l'autonomie espagnole » sur la scène internationale.

Il reste que les positions soutenues par les partisans du départ de l'Alliance ne sont en accord que sur ce point. Ce qui est somme toutes, un peu court comme argumentation. On voit mal dans le monde actuel une Espagne devenue, enfin ! européenne, rester isolée sur un superbe neutralisme stratégique. Sans proposition de rechange, l'isolationnisme prôné par certains adversaires du gouvernement espagnol n'a guère d'avenir. La solution de rechange serait bien entendu l'existence d'une défense européenne prise en charge par l'Europe elle-même. Mais nous n'en sommes pas encore là. Il y a aussi parmi les anti-O.t.a.n. ceux qui brandissent l'étendard d'un pacifisme trop complaisant à l'égard de l'U.r.s.s., c'est le cas des communistes espagnols divisés et affaiblis qui essaient de se refaire une santé politique avec la campagne anti-O.t.a.n.

A l'heure où nous écrivons, beaucoup de questions restent posées. Par exemple, le référendum portera-t-il seulement sur le problème O.t.a.n. ou sera-t-il l'occasion d'une consultation plus large, plus vague, sur l'ensemble de la politique étrangère de l'Espagne ? Ou encore, quelle est la position de l'état-major, très discret sur cette question ?

Fort d'un appui populaire incontestable dans d'autres domaines de sa politique, Felipe Gonzalez fait face, avec le problème O.t.a.n., à une situation délicate aux multiples répercussions internes et externes. Comme aiment dire les socialistes espagnols « la crédibilité du gouvernement est en jeu ». Felipe semble décidé à ne pas escamoter le débat, même si quelques-uns de ses amis restent sceptiques sur l'issue de la controverse. ●

PAR CARLOS FERRARI- LOPEZ

MEXIQUE

Terrorisme d'Etat ?

Amnesty international dénonce l'assassinat des dirigeants de syndicats de paysans dans l'Etat de Chiapas, dans le sud du Mexique. Le 4 octobre, Andulio Galvez Velazquez, avocat de 32 ans a été abattu par quatre hommes armés. Il travaillait avec les syndicats paysans en donnant assistance juridique aux Indiens dans leurs conflits fonciers avec les propriétaires terriens privés. Amnesty accuse le gouvernement mexicain d'avoir « laissé les assassinats se poursuivre impunément » ; depuis début 1983 il y a eu plus de 30 assassinats dans les seuls Etats de Oaxaca et Chiapas *(voir l'« Unité » n° 613 et 614).*

Selon les informations reçues par Amnesty : « Les responsables (de ces actes de violence) reconnus généralement comme étant des partisans du parti au pouvoir — le Parti révolutionnaire institutionnel (P.r.i.) — ou bien des personnes à la solde des propriétaires terriens, n'ont été que rarement traduits en justice. »

AFRIQUE DU SUD

Silence, on tue !

Faute de pouvoir empêcher la montée de la colère de la population sud-africaine, le gouvernement raciste du président Botha a décidé d'interdire aux journalistes de filmer, photographier ou enregistrer les manifestations dans toutes les zones soumises à l'état d'urgence. Un tour de vis supplémentaire dans un pays qui glisse à grande vitesse vers une situation de guerre civile incontrôlable. La répression et les assassinats ne suffisent plus à endiguer les révoltes, il faut donc, au moins, éviter que cela se sache. Calcul hypocrite qui permettra au régime sud-africain de tuer à volets fermés. C'est du moins le calcul des dirigeants de Pretoria, mais il est difficile de penser que cette seule mesure pourra donner un temps de répit à Botha. L'opinion publique internationale sait déjà que la révolte des Noirs sud-africains est irréversible et cette interdiction qui frappe maintenant la presse ne fait que confirmer la tentation suicidaire qui semble l'emporter chez les autorités sud-africaines.

GUATEMALA

Démocratie... sous surveillance militaire

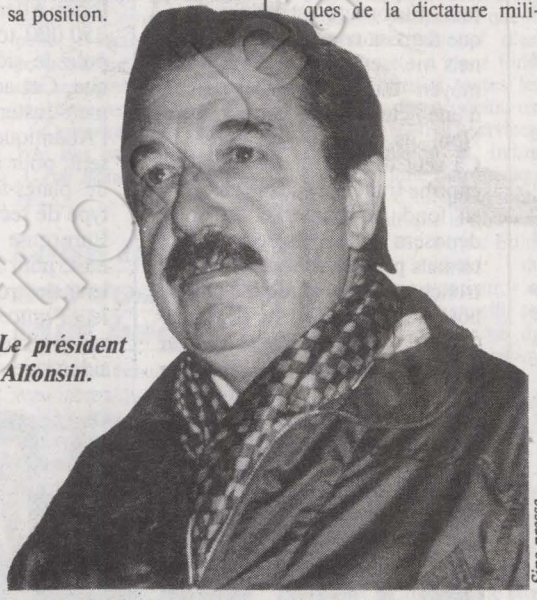
Arrivée en tête des élections générales — présidentielles, législatives et communales — la démocratie chrétienne s'affirme au Guatemala comme la première force politique du pays. Un deuxième tour sera nécessaire, il aura lieu le 8 décembre, pour départager les candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de suffrages, Vinicio Cerezo, démocrate chrétien et Jorge Carpio Nicole, candidat de l'Union centriste (droite). Ces élections n'ont pas soulevé l'enthousiasme de la population. Le décompte des voix sera long mais on sait déjà que le taux d'abstention frôle les 65 %. Dans les campagnes, l'apathie des électeurs a été le fait le plus important de ce dimanche. La « démocratie sous surveillance militaire » ne fait pas recette au Guatemala. Au moment même où l'on ouvrait les bureaux de vote, un groupe des familles des « disparus » occupait la cathédrale de Guatemala pour protester contre les violations répétées des droits de l'homme dont l'armée s'est rendue responsable. Avant le scrutin l'Eglise guatémaltèque avait tenu à faire connaître sa position.

Les évêques considèrent que les citoyens se trouvent dans une situation « proche de l'esclavagisme » et signalent : « Qu'il n'est pas facile d'exercer le droit de vote quand ce qui prévaut c'est l'idéologie de la sécurité nationale. »

ARGENTINE

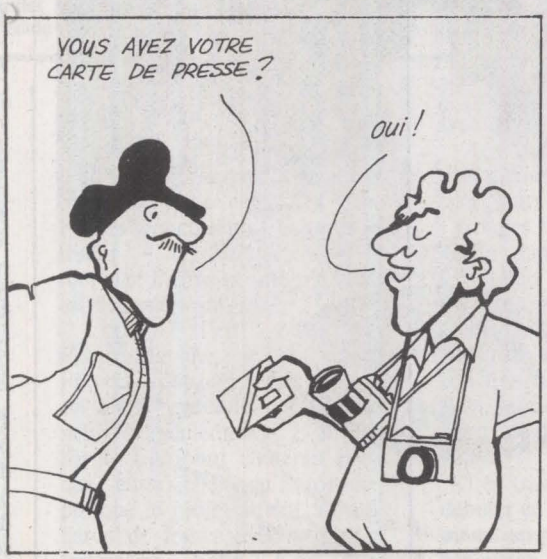
Victoire d'Alfonsin et triomphe de la démocratie

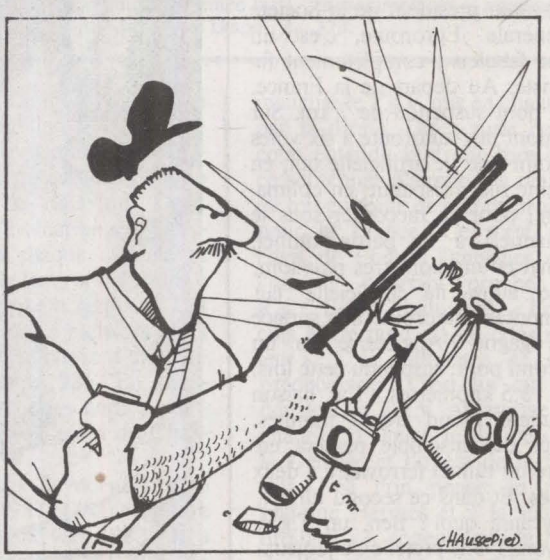
Malgré le climat d'insécurité créé par les nostalgiques de la dictature militaire, les Argentins se sont rendus en masse aux bureaux de vote. Les élections législatives partielles ont donné la victoire au parti du président Raul Alfonsin, l'Union civique radicale (U.c.r.). Mais c'est avant tout une victoire démocratique de l'ensemble des Argentins. Première constatation, les terroristes, liés aux secteurs les plus récalcitrants de l'ancien régime, n'ont pas réussi à freiner le processus électoral. Ils essaieront sans doute à nouveau, mais le refus des Argentins de céder à la terreur a été clair et net. Deuxième constatation, l'U.c.r. perd des voix mais gagne des sièges à la chambre des députés, et conserve la majorité absolue. Troisième constatation, les secteurs les plus extrémistes du péronisme sont évincés au profit du courant « rénovateur ». Ces élections n'ont pas permis l'émergence de nouvelles forces d'opposition, à gauche le parti intransigeant progresse en voix mais n'arrive pas à effectuer la percée prévue par les sondages, la droite libérale — à la Reagan — reste marginale sur un échiquier politique dominé par les deux grands partis, radicaux et péronistes. L'alliance hétéroclite et opportuniste qui avait rassemblé le temps d'une élection le Parti communiste argentin des trotskistes et certains péronistes de gauche, essuie une cinglante défaite.



Le président Alfonsin.

Sipa-presse





TUNNEL SOUS LA MANCHE: C'EST PAS DANS LA POCHE

PAR STEPHEN GERE

Jules Verne pris au mot ! Du fabuleux au délirant en passant par le raisonnable – façon de parler – les projets pour un tunnel sous la Manche sont désormais sortis des cartons. Aux gouvernements de trancher maintenant. Ils disposent de cent jours pour donner le feu vert à un rêve séculaire.

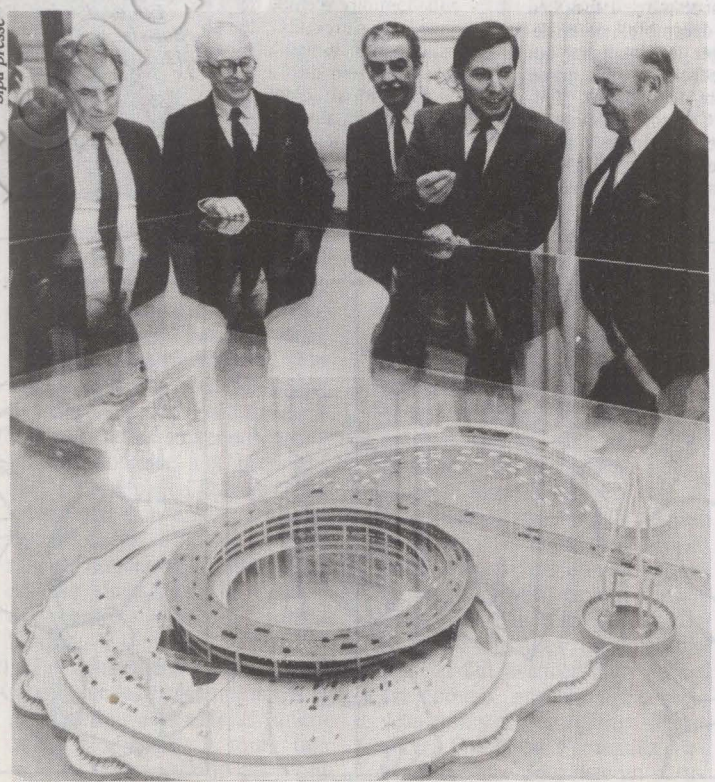
L'ASSEMBLEE nationale est houleuse. C'est en 1981, Pierre Mauroy est monté à la tribune prononcer son discours de politique générale. Ce sera un programme risqué de « guerre » contre le chômage. Le Premier ministre veut faire flèche de tout bois pour créer des emplois. Quelques flèches sont des grands travaux et, parmi ceux-ci, il évoque, à la stupeur générale, le tunnel sous la Manche.

Le serpent de mer a refait surface ! Plus de deux siècles de rêves et parfois de délires franco-britanniques les plus fous, depuis qu'un ingénieur français déposa son projet en 1750, allaient-ils devenir réalité ? Un gouvernement allait-il prendre Jules Verne au pied de la lettre ? Eh bien non ! Ce ne sera pas un gouvernement : la mode libérale étant passée par là, le projet devra être financé par des investisseurs privés. Il ne s'agira pas d'un service public, mais d'une entreprise rentable. A vos tables à dessin, messieurs : les gouvernements français et britannique, qui se réservent le privilège de sélectionner l'heureux élu, ramassant les copies le 31 octobre.

Curieusement, la première équipe à dévoiler ses batteries sera celle qui soutient le projet le plus monstrueux. A la tête du consortium Euroroute, Jacques Mayoux, président de la Société Générale. Euroroute, c'est un truc fabuleux, complètement futuriste. Au départ de la France, un pont suspendu de 7 km. Sur le pont une autoroute à six voies rejoint une île artificielle qui, en pleine mer, disparaît, en colimaçon ; pour se raccorder sous le Channel, à la partie tunnel. Vingt et un kilomètres plus loin, une autre île artificielle fait remonter l'autoroute à la surface qui gagne l'Angleterre sur un second pont, suspendu cette fois, de 8,5 kilomètres. La liaison routière prend trente minutes. Sous cet ensemble passera encore un tunnel ferroviaire à deux voies. Et dans ce second tunnel, il y aura quoi ? Ben, un T.g.v. voyons ! Une bretelle du fameux T.g.v. Nord. Vous voyez ça d'ici : Londres à trois heures de la gare du Nord ! Mais c'est pas tout. Euroroute est original jusque dans sa conception. Les tunnels ne seront pas creusés au moyen d'une perceuse géante, d'une « taupe ». C'est démodé. Non, ils seront « ensouillés » ! Ça veut dire qu'on creusera une énorme tranchée dans le calcaire, au fond de la mer et qu'on y déposera les tunnels dedans. Des tunnels préfabriqués en acier. Par tronçons qu'on soude les uns au bout des autres.

C'est pourquoi, parmi tout un tas d'autres gens sérieux, on trouve, dans Euroroute, des partenaires comme Usinor et Alsthom Atlantique. Le projet pèse 350 000 tonnes d'acier à couler pour le sidérurgiste de Dunkerque. Cet acier il faut le transformer. Justement les Chantiers de l'Atlantique, d'Alsthom, maîtrisent, pour avoir fabriqué pas mal de plates-formes pétrolières, ce type de technologies. Le marché Euroroute représenterait, au bas mot, pour les chantiers, l'équivalent de trois paquebots comme le *« France »*. Des années de travail pour les chantiers navals et la sidérurgie. Pierre Mauroy avait vu juste ! A côté de ces deux grosses boîtes, tout un tas d'autres : d'abord la Compagnie générale d'électricité (C.g.e.), maison mère d'Alsthom, puis G.t.m. Entrepose, un groupe de travaux publics, Paribas et tout autant de l'autre côté de la Manche.

Le second projet a pour leader et défenseur un poids lourd des travaux publics : Francis Bouygues lui-même. France-Manche est plus classique. Deux tunnels ferroviaires de 50 km de long creusés à 40 mètres sous le fond de la mer. Sur les rails, des trains, de la S.n.c.f. et des British Railways pourquoi pas, d'ailleurs, des T.g.v. – et des navettes de 800 mètres de longueur. Sur les navettes, qui circuleront à 160 km à l'heure, des voitures et des camions. Il y aura bien sûr, d'un côté comme de l'autre, une rupture de charge, mais l'intervalle entre deux navettes pouvant tomber à 2,5 minutes, le trajet ne devrait pas excéder, en tout, la demi-heure. Selon Francis Bouygues ! Derrière lui, d'autres géants de l'ingénierie et du B.t.p. : Dumez et Spie-Batignolles. Côté banques : le Crédit lyonnais, la B.n.p. et Indosuez.



Sipa-presse

Jean Auroux devant un des projets.

Les liens fixes

Enfin, deux derniers projets ont été déposés in extrémis. Il s'agit d'abord d'Europont, ou Eurobridge, dans sa version anglophone. A l'origine, un certain Lord Layton. Derrière lui, « des sociétés anglaises et françaises ». On n'en sait pas beaucoup plus. Un énorme tube de 35 km de long, contenant deux niveaux autoroutiers à six voies chacun, relie les deux pays. Le « pont » est soutenu par huit tours en ferraille d'environ deux cents mètres au dessus des flots : un pylone tous les quatre kilomètres environ. Un projet fou ! On pourrait y ajouter un tuyau ferroviaire.

Et puis il y a le Transmanche Express ou encore Channel Expressway. Il s'agit encore une fois de deux tunnels jumelés de 50 km de longueur permettant de faire circuler, dans chaque sens, des trains et des voitures. Tout le mystère entourant ce

PAR DENIS DANGAIX

La viande de cheval sous surveillance

Des carcasses chevalines parasitées, des épidémies de trichinose humaine constatées, l'importation de viandes réfrigérées de cheval en provenance de tous pays prohibée... La boucherie chevaline est victime d'une drôle de fièvre. Toutes viandes en cours de commercialisation ont été consignées et ont fait l'objet d'un contrôle trichinoscopique. Ce qui entraîne quelques perturbations dans la distribution. Le ministère de l'Agriculture a pris des mesures. Des conditions sanitaires imposant une recherche systématique de trichine sur tous les chevaux abattus, une identification de toutes les viandes exportées et la rédaction d'une attestation complémentaire exposant les modalités de ces contrôles ont été demandées à tous les pays exportateurs.

Les charges, je m'en charge

Le ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, le secrétariat d'Etat à l'Energie et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.f.m.e.) lancent un concours intitulé « L'oscar des économies de charges ». Vous êtes locataires, vous souhaitez mieux comprendre votre relevé de charges. Vous êtes copropriétaires, vous souhaitez connaître les aides financières qui peuvent vous êtes accordées pour réaliser des travaux d'économie de charges. Tout, vous saurez tout, le 28 novembre prochain, lors d'une journée nationale d'information organisée dans chaque département. En attendant, toutes les initiatives ou expériences en matière de charges intéressent les professionnels. Des récompenses seront distribuées. Pour tout renseignement (lieu de la journée, heures d'ouverture...) téléphonez à la Direction départementale de votre département (à la préfecture).

Des sucettes dangereuses

Avis... La Commission de la sécurité des consommateurs met en garde le public contre les sucettes en caoutchouc destinées aux nourrissons et susceptibles de provoquer des étouffements. Fabriquées par la société « Allegre », ces sucettes sont vendues sous la marque « Tigex » (Référence 1901). A la suite d'essais effectués par un laboratoire agréé, il s'est révélé que ces sucettes ne satisfaisaient pas à l'obligation générale de sécurité imposée par la loi du 21 juillet 1983. Le fabricant a décidé de cesser la commercialisation de ce produit. La Commission appelle l'attention des consommateurs sur le fait que ces sucettes risquent de se trouver encore en vente.

Commission de la sécurité des consommateurs : 3, rue Blanche 75009 Paris.

Le permis de conduire est-il un port d'arme

135 morts, 2 622 blessés... Que dire, sinon constater, qu'une fois de plus, le bilan des accidentés de la route, de ce week-end terrible qu'est celui de la Toussaint, est angoissant, le ministère des Transports avait installé son opération « bonne conduite ». Les médias avaient, sans cesse, relayé conseils et avertissements. Rien, ni la peur du gendarme ni la crainte pour sa vie (ou celle de sa famille), n'a eu un effet réducteur sur certaines folies (j'allais dire habitudes) routières.

Jean Auroux a raison quand il affirme « que le permis de conduire n'est pas un port d'arme ». Que penser quand on apprend qu'un conducteur « ivre mort » a emprunté (le mot est sympa) une autoroute en sens inverse... Il est encore trop tôt pour pointer du doigt la ou les causes : alcool, vitesse, fatigue, météo... Trop tôt aussi pour connaître les suites administratives que le gouvernement doit prendre. Mais une chose est certaine, rien n'empêchera la décision d'un renforcement de la répression. Rien... Pour la liberté de conduire, pour celle de se déplacer, pour la tranquillité au volant, même les considérations électorales doivent être gommées.

D.D.

Labo tout nouveau tout beau

Un tout beau, tout nouveau laboratoire d'étude de l'usage des produits de consommation vient d'être inauguré au sein du Laboratoire national d'essais. Ce laboratoire, unique en Europe, s'inscrit dans le cadre du programme national d'aide à la création industrielle et contribue à une meilleure connaissance et à une amélioration de la qualité et de la sécurité des produits. Rappelons que le laboratoire national d'essais (L.n.e.) a pour fonction de vérifier toutes les fonctions des produits, ustensiles ou services. Consommation et industrie font donc bon ménage au L.n.e. C'est pour souligner ce fait que le nouveau labo a été baptisé par Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur, et par Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat chargé du Budget et de la Consommation.

L.n.e. 1, rue Gaston-Boissier, 75015. Tél. 42.32.29.89.

Le mal des forêts

« Pluies acides-Danger », tel est le titre d'une nouvelle brochure présentée la semaine dernière. Disponible auprès des services du ministère de l'Environnement, elle indique, d'une manière exhaustive, les causes et conséquences de ce mal des forêts. Elle précise aussi les actions que la France a décidé d'engager. Plus qu'un recueil, ce livret est aussi un engagement. Celui de « rétablir la qualité de l'air pour protéger nos forêts et nos monuments, la santé et la qualité de vie de chacun de nous ». Au fait, cet extrait de préface est signé Laurent Fabius.

Direction de la prévention des pollutions, 14, boulevard du Général-Leclerc 92524 Neuilly-sur-Seine. Cedex. Tél. 47.58.12.12.

La fuite de la plomberie

La fuite dans la chasse d'eau : Angoise des temps modernes. S.o.s. plomberie... c'est long, ça énerve. « 50 millions de consommateurs » du mois de novembre a testé pour nous l'estimable corporation des plombiers. Il était une fois une fuite, simulée, et sur dix plombiers, un seul a décelé la panne. Les autres ont proposé le changement de l'installation. Pour éviter ce genre de tracas, « 50 » nous indique quelques précautions à prendre. En voilà une chose qu'elle est utile !

« 50 millions de consommateurs », numéro 178.

projet n'a pas été élucidé, mais on peut supposer que les voies seront incorporées à la route, un peu comme des rails de tramway. Ce dernier projet est soutenu par les compagnies de ferry-boats Sealink et British Ferries.

A côté des prouesses industrielles et de travaux publics que représentent ces quatre « liens fixes transmanche », il y a l'exploit que suppose leur financement. C'est que ces merveilles ne coûtent pas qu'une broutille. Euroroute, de loin le plus cher, est estimé par ses promoteurs à 56,5 milliards de francs ; 1,3 % du P.i.b. de la France et près de 6 % du budget de l'Etat. Sans aucun financement, ni garantie de la part des deux pays. Mais Euroroute croit dur comme fer à sa rentabilité, précisant même que le prix du passage ne sera pas plus élevé que celui des Car-Ferries concurrents. Selon son leader — un banquier ! — le montage financier, international, est déjà au point.

Comme l'est celui de France-Manche, à en croire Francis Bouygues. Mais le prix est aussi beaucoup plus raisonnable : « seulement » 27,3 milliards. Europont coûterait presque aussi cher qu'Euroroute, puisque le projet atteint 50 milliards de francs avec le tunnel ferroviaire. Enfin, c'est bien Transmanche-Express qui reste la solution la moins onéreuse avec 24,15 milliards.

Aux gouvernements de trancher maintenant qui disposent de cent jours de réflexion. Deux « groupes d'évaluation » vont réfléchir dans chaque capitale et feront part de leurs conclusions à leur gouvernement respectif. Les gouvernements se mettront alors d'accord sur le choix d'une liaison fixe début 1986. En attendant, la guerre des nerfs a commencé des deux côtés du Channel.

Les travaux devraient ensuite débuter en 1987 et l'ouvrage être ouvert au public vers 1983. On a beaucoup protesté du côté de l'opposition lorsque la gauche a inauguré le T.g.v. mis en chantier par la droite. On a aussi beaucoup entendu la droite dire que ce septennat n'aurait pas réalisé ou mis en route de grands projets pour la France. Ce n'est pas l'avis de Francis Bouygues que l'on dit pourtant proche du R.p.r. Selon l'industriel, « François Mitterrand est un constructeur », à la différence de son prédécesseur. C'est lui qui « a démarré le T.g.v. Atlantique, le chantier d'Orsay, le « cube » de la Défense et l'opéra de la Bastille ». Si l'on pense au programme Hermès et à la station orbitale, on conçoit que la liste de Bouygues est loin d'être exhaustive.

l'unité

L'HEBDO QUI CUMULE LES MANDATS



Objectif : 10 000 de plus

La nouvelle présentation de « l'Unité », inaugurée pour le Congrès de Toulouse, a connu un succès prometteur. Nous avons préparé ce changement sans le crier à l'avance sur les toits mais avec la volonté de répondre aux souhaits exprimés par de nombreux lecteurs. Le choix d'un nouveau format et d'une nouvelle pagination doit nous permettre de présenter un journal à la fois plus maniable, plus vivant et plus diversifié, en d'autres termes plus lisible et plus moderne.

Face à la grande presse dont la plupart des titres — quotidiens et hebdomadaires — mènent un combat permanent contre les idées et l'action du Parti socialiste, « l'Unité » reste le seul organe d'audience nationale qui exprime ces idées et soutient cette action. C'est une lourde responsabilité à laquelle nous ne pouvons faire face qu'en accroissant nos moyens et notre diffusion. C'est tout le sens de la grande campagne de relance que nous engageons aujourd'hui et qui se poursuivra jusqu'en décembre. Notre objectif est ambitieux : gagner au moins 10 000 abonnements nouveaux. C'est possible si chacun d'entre vous se mobilise dans cette campagne en faisant connaître « l'Unité » autour de soi et en recrutant de nouveaux abonnés. C'est un acte militant qui prend toute sa place et toute sa signification dans la grande bataille que nous avons à mener contre la droite d'ici mars 1986.

Pour cette bataille, « l'Unité » a besoin de vous comme vous avez besoin de « l'Unité ». Alors dès aujourd'hui, avec nous, mobilisez-vous pour que vive la presse socialiste.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement de soutien (500 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date

Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Collection Archives Unité

GRANDES MANOEUVRES AUTOUR DE LA F.A.R.

Un militaire indiscipliné – le général Arnold – secouru par deux U.d.f. ultra-atlantistes – Lecanuet et Daillet – et un communiste hyperhexagonal – Combasteil – c'est un spectacle pas si commun pour qu'on n'aille pas fouiner dans les coulisses afin de comprendre les ressorts du coup de théâtre.

PAR DANIEL MITRANI

Le général Arnold commandait une pièce maîtresse de la première armée, la première division blindée, stationnée à Trèves, en R.f.a. Il estimait que sa division avait grand besoin de nouveaux moyens, et que ce qui était prévu pour 1986 était notablement insuffisant ; c'était son droit. Il l'a proclamé le 30 octobre devant un parterre de journalistes ; c'était une faute grave. Le 1er novembre, il a été suspendu de ses fonctions ; c'est normal.

Normal..., sauf pour quelques bonnes âmes attentionnées, au premier rang desquelles les trois autres personnages évoqués plus haut. Député communiste, Jean Combasteil manifeste sa compréhension pour le général Arnold : « Sur le fond, s'il le pensait, il avait le devoir de le dire. » Et Combasteil annonce qu'il évoquera l'affaire le 8 novembre à l'Assemblée, à l'occasion du débat sur le budget militaire pour 1986. Quant à Jean-Marie Daillet, député U.d.f., il dit du général que « son cri d'alarme vient à point nommé » ; Jean Lecanuet, sénateur U.d.f., renchérit : « Le général Arnold n'a rien dit selon moi qui méritait sanction. »

La rencontre est surprenante mais elle s'explique..., et pas seulement par le souci de harceler le gouvernement. A l'origine de cette union sacrée, on trouvera une commune hostilité à l'actuelle réorganisation de l'armée de terre, et notamment à la mise sur pied de la Force d'action rapide (F.a.r.). La F.a.r. ne remplace pas la première armée ; celle-ci – qui peut être à la fois une deuxième réserve de l'Alliance atlantique et l'instrument d'ultime avertissement avant le déclenchement de notre force stratégique de dissuasion – demeure indispensable. Cependant, ces dernières années, il apparaissait de plus en plus nécessaire de disposer, en plus, d'un autre instrument, capable de se porter n'importe où, en Europe ou ailleurs, dès les signes avant-coureurs d'une crise. C'était le seul moyen de prouver que, pour nous, la sécurité de nos voisins est inséparable de la nôtre, tout en gardant le contrôle national des conditions d'emploi. Cet autre instrument, créé en 1983, c'est la F.a.r...

Opération anti-F.a.r.

Mais cette F.a.r. ne plait pas à tout le monde. Pour le Parti communiste est mauvais tout ce qui accentue l'engagement de la France dans la solidarité avec ses alliés européens. Pour une fraction de l'U.d.f. dont Daillet et Lecanuet sont bien représentatifs, c'est autre chose : on voudrait que la France retourne dans la structure militaire intégrée de l'O.t.a.n., à laquelle on offrirait la première armée comme cadeau de retrouvailles. On refuse de comprendre que la meilleure preuve de solidarité atlantique et européenne, c'est de tenir prête une force dont dispose le gouvernement d'un Etat européen, mieux placé qu'un général américain pour déterminer ce qui est acceptable ou inacceptable pour les Européens.

Dans les deux cas, quand on réclame que la quasi-totalité des moyens nouveaux soit affectée à la première armée, cela sous-entend que, pour mieux habiller cette dernière, il faudrait déshabiller la F.a.r. Voilà pourquoi Jean Combasteil affirme, à l'appui du général Arnold : « L'armée de terre a souffert de la mise en place de la Force d'action rapide. »

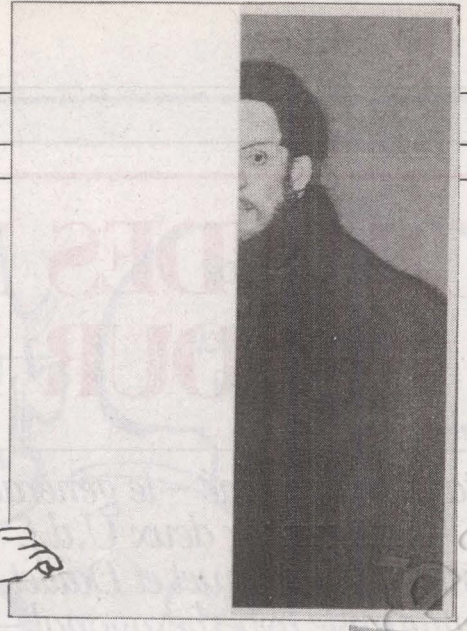
Hersant censure Bigeard

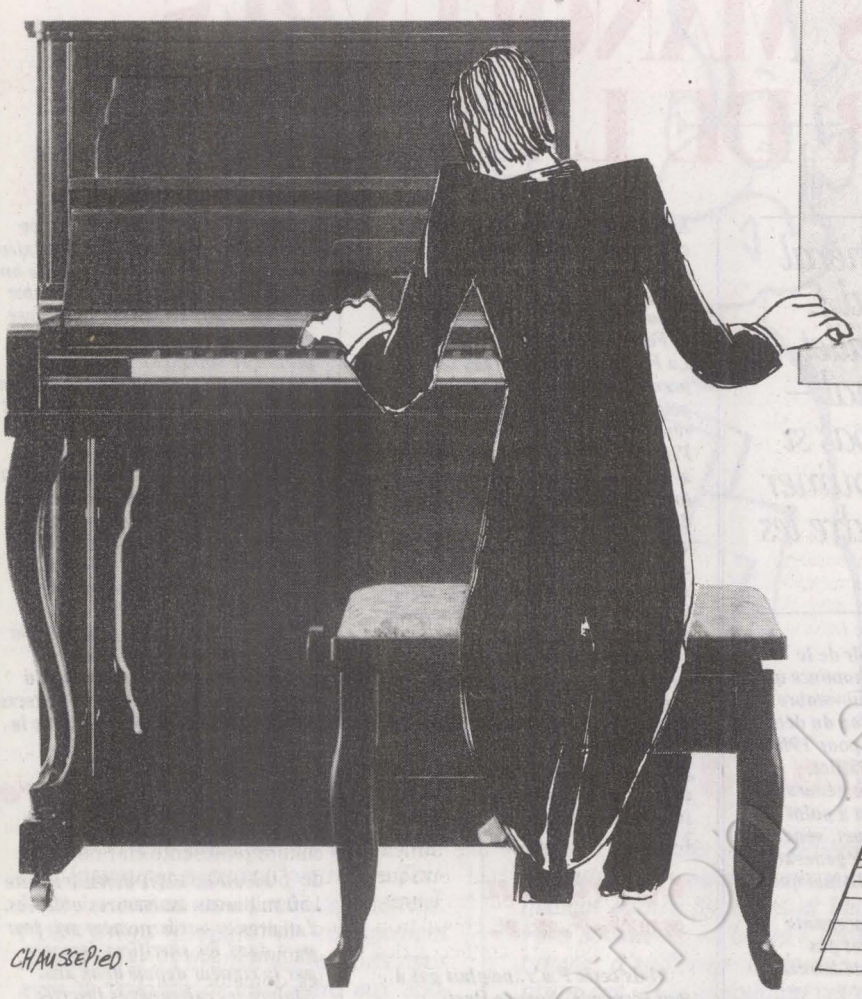
L'avenir de notre défense mérite mieux que ces manœuvres obliques. Les armées ont largement pris leur part dans les sacrifices imposés par la rigueur depuis deux ans. Malgré les rattrapages inscrits pour 1986, il faudra aux militaires beaucoup d'ardeur, d'ingéniosité et d'imagination pour poursuivre d'une manière crédible les objectifs fixés par la loi de programmation 1984-1988 (que l'on devrait considérer comme le treizième programme prioritaire du neuvième plan). Cela nécessite un débat sérieux.

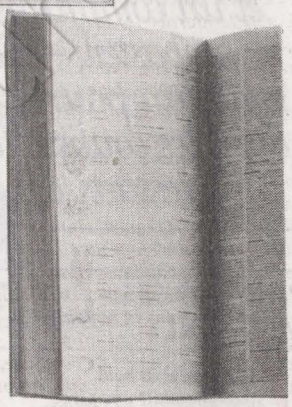
Même à l'U.d.f., certains en paraissent conscients, tel Marcel Bigeard. Ce dernier, tout en affirmant qu'il comprenait Arnold, a précisé ce qu'il aurait fait s'il était ministre de la Défense : « Je lui aurais passé un bon shampooing et je lui aurais expliqué qu'il y a d'autres problèmes dans les armées, il n'y a pas que le problème des chars. On sait très bien que nos Amx sont en retard, on peut pas tout faire en même temps, il n'y a pas assez d'argent, donc il y a des priorités. »

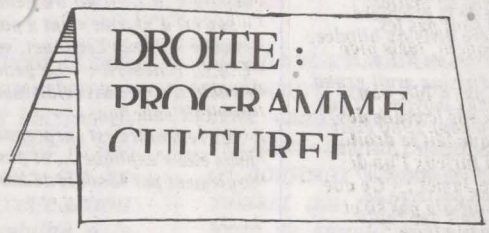
Chose curieuse, dans « le Figaro » et « France-Soir » du 4 novembre, qui citent Bigeard comme une des personnalités alignées sur Arnold, on a « oublié » ce passage de la déclaration du général-député. En revanche dans chacun des deux quotidiens d'Hersant, on dénonce, le 4 comme le 5, l'esprit de censure... de Paul Quilès. Pourquoi riez-vous ?











LA DROITE PEDALE DANS LA CULTURE

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

« La gestion des affaires culturelles est, d'un commun accord, ce qui restera de plus positif dans le bilan de l'expérience de gauche. » L'auteur d'un jugement aussi favorable ne saurait être qu'un laudateur inconditionnel de Jack Lang... Eh bien, non ! C'est un homme de droite (et qui s'affiche comme tel) qui a signé ces lignes, le 23 octobre 1985, dans les colonnes du « Quotidien de Paris » : Dominique Jamet. Etonnant, non ?

En fait, Jamet n'a fait que s'incliner devant la réalité, devant les chiffres : ceux du budget, ceux des sondages. Constatant simplement que le budget de la culture « entre 1981 et 1985 a été multiplié par deux en francs constants »; « L'Expansion » du 20 septembre 1985 s'exclamait : « Aucun responsable de la culture depuis Malraux n'aura remué autant d'air, de projets, de milliards ! » Une enquête réalisée en septembre 1985 par l'Institut Louis-Harris pour « l'Evénement du Jeudi » a montré que la politique culturelle du gouvernement est largement approuvée par le pays : 66 % des Français plébiscitent les grands travaux, 51 % d'entre eux souhaitent que Jack Lang reste ministre de la Culture après mars 1986 « quelle que soit l'issue des élections législatives », et 80 % affirment qu'il « est utile d'avoir un ministre de la Culture important ».

Mais Dominique Jamet reste une exception au sein d'une droite où la mauvaise foi continue de régner en maître. Jacques Toubon, par exemple, a beau déclarer, la main sur le cœur : « Je suis tout à fait disposé à reconnaître ce que la gauche a entrepris dans le domaine de la culture... (1) », il ne va pas plus loin que cette pétition de principe, il ne reconnaît rien du tout. Il ose même prétendre : « Honnêtement, on ne peut mettre au crédit de M. Mitterrand ou de M. Lang, et d'eux seuls, les réalisations culturelles de ces derniers temps. » Ah bon ? Et Georges Pompidou n'est pour rien dans la création du Centre Beaubourg ?

Le secrétaire général du R.p.r. n'est pas le seul collaborateur de Jacques Chirac qui raconte n'importe quoi... Françoise de Panafieu, « adjointe au maire de Paris, chargée des affaires culturelles », a écrit noir sur blanc, le 30 octobre 1985 dans « le Quotidien de Paris » : « Le ministère de la Culture n'a pas les moyens de sa politique. » Manque de chance pour Françoise de Panafieu : en 1986, le budget de la culture représente presque 1 % (0,96 % exactement) du budget national ; quand Jacques Chirac était Premier ministre, il tournait autour de 0,40 % ! La dame de Panafieu n'en est d'ailleurs pas à une incohérence près : dans le même article elle reconnait, d'un côté, que « le budget du ministère de la Culture augmente en 1986 de 12,3 %» (par rapport à 1985) mais, d'un autre côté, « constate partout une nette diminution de crédit ». Si vous comprenez quelque chose aux raisonnements de cette « experte », écrivez-lui, elle se sentira moins seule...

Françoise de Panafieu cite, à l'appui de ses démonstrations, des chiffres faux : de 1985 à 1986, le budget de la culture n'a pas augmenté de 12,3 % mais de 15,6 % ! Et, quand la falsification ne suffit pas, elle appelle la démagogie à la rescousse : pour elle, si « le budget de la culture pour 1986 est mauvais » c'est à cause des « coûts des grands travaux ». Elle ferait donc volontiers passer le Grand Louvre, le Musée d'Orsay et l'Opéra de la Bastille à la trappe. Evidence : si Françoise de Panafieu avait eu des responsabilités politiques nationales entre 1969 et 1974, le Centre Beaubourg n'aurait pas vu le jour...

Qu'on se rassure, le R.p.r. n'a pas le monopole de ce que Dominique Jamet appelle joliment la « jachère » culturelle de droite. Côté culture, Raymond Barre n'est

Jack Lang : "La beauté doit pouvoir entrer dans tous les foyers même les plus modestes"

ART et industrie, économie et culture : on connaît les dadas de Jack Lang, qui trottinaient depuis longtemps dans sa tête et sont à présent des combats engagés. Fini le temps où le créateur tournait le dos à tout ce qui sentait le business ; où les costards-cravates-attachés-cases-pas-sérieux - s'abstenir regardaient avec méfiance les chevelus artistes. Les enjeux de l'an 2000 obligent à la collaboration.

Plusieurs créateurs l'ont déjà compris, qui se sont ralliés aux systèmes de large diffusion : Chantal Thomass et Le Bourget pour une lingerie stylée mais abordable ; Philippe Starck et les Trois Suisses pour des meubles originaux mais accessibles ; Sacha Kétoff et Aluminor pour une lampe de bureau révolutionnaire mais pas chère. On pourrait multiplier les exemples, mais l'air du catalogue a souvent quelque chose de fastidieux. Jack Lang fait ici le point sur le mariage du siècle.

« L'UNITE » : Réconcilier art et industrie, est-ce, en France, un objectif difficile à atteindre ? Comment y parvenir ? Des opérations axées sur le « look branché » y suffisent-elles ou ne sont-elles que la partie visible — médiatique — de l'iceberg ?

JACK LANG : « Art et Industrie, même combat ! » Ce n'est pas une expression qui va de soi. Pendant très longtemps, malgré des soubresauts périodiques — le Bauhaus, le Modern Style —, on a considéré que ces domaines étaient irrémédiablement étrangers l'un à l'autre. Pour les uns, donner à la culture une dimension économique était presque une profanation. Pour les autres, l'économie était une chose trop sérieuse pour être confiée à des gens de culture ! Il a donc fallu beaucoup d'obstination et de persévérance pour rapprocher les points de vue, pour faire comprendre qu'un franc dépensé dans la culture n'est pas un franc détourné mais un franc investi ! Il a bien entendu fallu créer des événements comme l'exposition « Art et Industrie » pour propager ces idées, populariser ces thèmes. Ce que vous appelez « le look branché » y a son importance ! Mais comme vous le dites, ce n'est que la partie visible de l'iceberg. L'envers du décor a aussi son intérêt : la création de tout un ensemble de mécanismes financiers permettant aux industries culturelles d'être traitées enfin comme des industries à part entière — savez-vous que la culture représente en France plus de 500 000 emplois et plus de 150 milliards de francs de chiffre d'affaires ? — de nombreux programmes sectoriels concernant les domaines les plus variés, la synthèse de l'image. Les technologies du son, le dessin animé, le

(suite en page 24)



Sipa-presse

Le ministre de la Culture devant les sculptures de Pol Bury, installées dans une des fontaines du Palais-Royal.

pas plus brillant que Chirac. On l'a bien vu le 21 octobre 1985, à Lyon, à l'occasion d'un colloque barriste pompeusement intitulé « Un projet culturel pour demain dans le cadre d'une véritable décentralisation ». Que s'y est-il dit d'intéressant, d'important ? Rien ! Sinon « de vieux discours sous des nouvelles formules » : c'est le journaliste du « Monde » Frédéric Edelmann qui l'a constaté. Rien ! C'est aussi le bilan de la journée tel que l'a dressé le journaliste du « Quotidien de Paris » Dominique Jamet.

Il y avait du beau linge à Lyon ce jour-là : Bernard Stasi, Michel Guy, Jean-Philippe Lecat, Jacques Baumel, François d'Aubert... Notre confrère Dominique Jamet, qui n'a jamais caché sa sympathie politique pour Raymond Barre, ne peut cependant s'empêcher d'être cinglant : « La condamnation sommaire et l'anathème non justifié ont tenu lieu, dans la bouche de la plupart des orateurs, d'un projet inexistant. » Et Jamet de conclure, cruel mais lucide : « A droite, qu'on se le dise, du moins en matière esthétique, ce ne sont pas les Pétrone qui manquent, mais bien les idées. »

Quand on n'a pas d'idées on cherche des poux sur le crâne des autres : c'est ce que fait la droite. C'est ce qui rend furieux l'un des siens, Dominique Jamet : « Ce que la droite au pouvoir n'a pas su et surtout n'a pas voulu faire : dégager de l'argent pour l'inutile, mettre les créateurs de son côté, tenter de donner ou de rendre la vie au cinéma, à l'architecture, à la sculpture, honorer et encourager l'art par l'incitation publique ou privée, faire de Paris une fête, qu'au moins elle ne le reproche pas à ses successeurs... » Allons, messieurs, un peu de pudeur ! C'est ce à quoi vous incite l'un des vôtres...

Oui, vraiment, « comment ose-t-on critiquer le budget de la culture et son emploi quand on a géré la misère avec à peine 0,5 % de l'ensemble du budget national et qu'on ne s'engage même pas à maintenir le ratio actuel ? » Cette question, Messieurs Chirac-Barre-Giscard et consorts, c'est à vous qu'elle s'adresse. Nous attendons votre réponse avec intérêt. Nous l'attendons avec d'autant plus d'intérêt qu'elle n'est pas de nous mais de votre ami Dominique Jamet en personne ! De plus en plus étonnant, non ?

La droite n'a pas d'idées (culturelles) mais elle a Jamet. Gageons qu'elle s'en passerait volontiers... ●

(1) Déclaration à la revue « Galeries magazine » d'octobre 1985.

(suite de la page 23)

vidéodisque, le vidéoclip, les instruments de musique... Il faudrait rappeler aussi toutes les mesures que nous avons prises pour développer le design, notre politique de concours, la création de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle, beaucoup de mesures très concrètes, vous le voyez !

– Mais les esprits ont-ils beaucoup évolué sur ce thème depuis quelques années ? Et l'appareil industriel français a-t-il suivi l'essort créatif ?

– Je crois, en effet, que les esprit ont beaucoup évolué en peu d'années. Je rencontre de plus en plus souvent des chefs d'entreprises qui ont le souci d'associer des créateurs à leur activité industrielle. On a d'ailleurs pu en observer quelques exemples lors de l'exposition « Art et Industrie » au musée des Monuments français dans des domaines aussi divers que l'industrie automobile, la mode, la beauté, le meuble de bureau, le luminaire ou encore les arts de la table. Il faut certes se garder d'un discours par trop triomphaliste, car de nombreux créateurs trouvent souvent porte close auprès des entreprises. Et chacun sait que certains créateurs français de grand talent sont malheureusement encore contraints de travailler à l'étranger. Cependant, les industriels sont en train de prendre conscience de l'importance que peut revêtir pour eux le design. L'impératif que constitue pour eux la modernisation ne passe pas par la seule installation de robots et d'ordinateurs. La modernisation, c'est aussi la création de nouveaux produits dont l'image suscite davantage de désir de la part des consommateurs. La compétitivité de nos entreprises nécessite bien entendu la recherche de gains de productivité, elle nécessite tout autant la conception de produits séduisants, beaux et attractifs. Un pays comme l'Italie a déjà montré, de manière éloquente, combien cette voie peut être enrichissante. Puissent nos entreprises s'inspirer de plus en plus souvent de cet exemple.

– Il y a quand même une certaine absurdité à consacrer tant d'efforts et d'investissements à des manifestations éphémères ou à des produits peu porteurs de créativité, comme les rouges à lèvres ou les bas, non ? N'a-t-on pas le droit de penser qu'il existe des arts « mineurs » ?

– Vaste question, ou plutôt faux débat ! Je n'ai jamais dit qu'il fallait abandonner, voire négliger les arts traditionnels. Bien au contraire, l'augmentation du budget de la culture a d'abord bénéficié au spectacle vivant, aux arts plastiques, à la lecture publique – songez que nous avons créé plus de 1 392 bibliothèques –, à la musique, aux musées, c'est-à-dire aux arts dits majeurs. Nous avons aussi fait en sorte que soient adoptées des mesures fiscales de nature à relancer le marché de l'art. Devions-nous pour autant négliger ce que vous appelez les arts mineurs ? Je crois que dans tout produit, il peut y avoir une part de création tout à fait authentique. Et comme je vous le disais à l'instant, cette part de création peut se révéler une arme redoutable dans la conquête des marchés. Des industries comme celle du vêtement, de la mode, de la beauté, du meuble, du mobilier urbain ou du luminaire, pour ne citer que quelques exemples, ne peuvent que gagner en recourant davantage aux créateurs. Pourquoi faudrait-il toujours opposer la culture classique à la création industrielle alors même que nous avons tout intérêt à développer l'une et l'autre.

– Pour vous, l'enjeu d'une réconciliation art et industrie, est-ce démocratisation de la créativité, l'œuvre d'art à la portée du grand public ou l'inventivité touchant les productions bas de gamme ?

– Un peu de tout cela : même les objets les plus familiers, les plus quotidiens, ceux qui sont fabriqués en très grandes séries, doivent pouvoir bénéficier de l'invention de l'imagination et du talent des créateurs. La beauté doit pouvoir entrer dans tous les foyers, même les plus modestes. Et j'irai encore plus loin dans la voie que vous suggérez, en disant que ce qui est beau n'est pas nécessairement dispendieux. Pourquoi la fabrication d'un objet industriel laid ou commun coûterait-elle nécessairement moins cher. C'est absurde !

– Mais les contraintes de la production en série amènent peut-être les créateurs à faire preuve de moins d'imagination puisqu'ils peuvent prendre moins de risques...

– Bien au contraire, les contraintes, de la production en série sont un aiguillon pour les créateurs. Elles doivent les inciter à chercher sans cesse des voies nouvelles, à maîtriser des formes, des matériaux, des technologies d'avant-garde. Etre un créateur d'aujourd'hui, c'est aussi être capable de tenir compte de ces éléments. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons créé, au sein de l'Ecole nationale de création industrielle, un cycle de formation particulièrement sérieux au cours duquel les élèves apprennent leur futur métier, font connaissance avec les difficultés à la fois théoriques et concrètes de la conception, se familiarisent avec les techniques les plus diverses, les matériaux les plus variés et, bien entendu, avec les problèmes de fabrication. Car il ne suffit pas de savoir imaginer de beaux objets, il faut encore savoir les fabriquer dans de bonnes conditions techniques et économiques. Ce n'est qu'ainsi que nos créateurs pourront s'exprimer pleinement, et que nos industriels pourront tirer le bénéfice qu'ils peuvent attendre du design.

Propos recueillis par FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LOOK, SOIF D'AUJOUR-D'HUI ?

Des frémissements ? des signes ? La soif de look n'a pas encore atteint la France profonde. Mais ça vient, vente sur catalogue aidant. Allez Français, encore un effort pour être modernes...

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

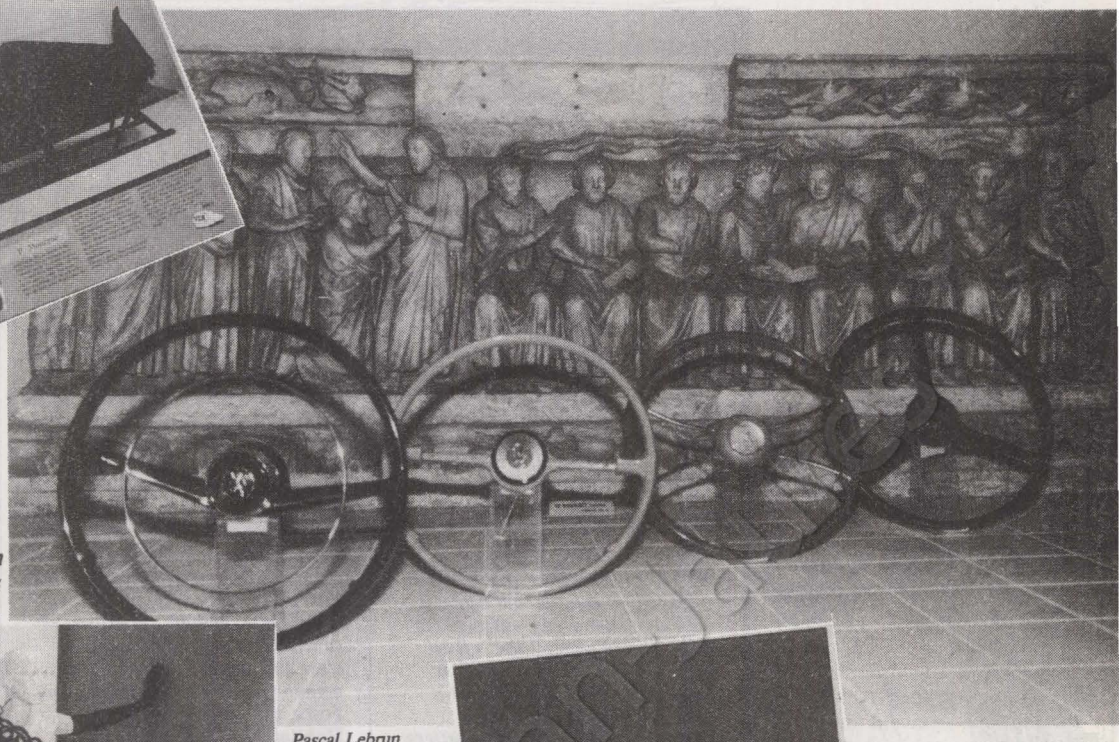
CHOC de cultures au musée des Monuments français. Sous le regard – magnanime – du Christ de Vézelay, entre anges et saints médiévaux, c'est notre monde, là, avec sa violence, son baroque, ses mille facettes rutilantes. La signalétique marrante de Némo, la 205 Peugeot, les surgelés de Michel Guérard, les « Mondes engloutis », dessin animé qui fera fureur cet hiver dans les cœurs enfantins, la magique vitrine aux rouges à lèvres, les clips de Jean-Paul Goude pour Lee Cooper... L'inventaire est irréalisable mais, dans l'atmosphère, flotte un parfum de plaisir, de jeu.

Jean-François Grunfeld, grand ordonnateur de l'exposition « Art et Industrie » a réussi là une merveilleuse mise en scène. Il voulait présenter de « riches idées modernes et entraînantes » : il a mis dans le mille. Des meubles de bureaux aux logiciels en passant par la mode, le livre et le cinéma, l'essentiel de la création française contemporaine, grand public et gros budgets, s'expose sans pudeur.

On aurait du mal à lui reprocher cette absence de modestie : en fait, nous baignons là-dedans, beaucoup plus que les contemporains des créateurs des années trente. Ainsi le veut la société médiatique. Pas moyen d'échap-



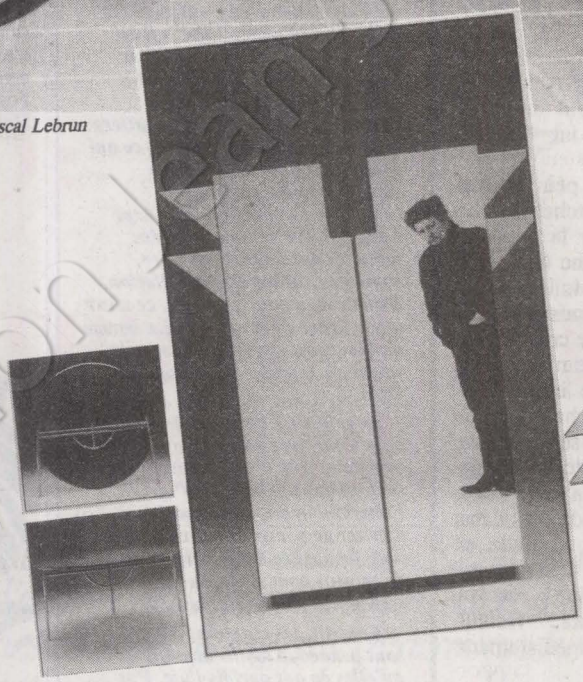
Les créateurs de V.i.a. dans le catalogue d'Habitat.



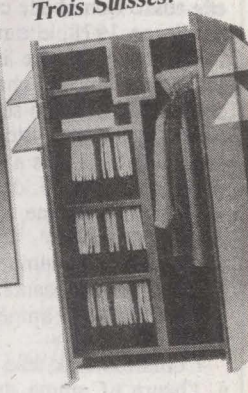
Le choc de cultures à l'exposition Art et industrie au musée des Monuments français.



Pascal Lebrun



Pascal Lebrun



Mobilier de Philippe Starck dans le catalogue Tertio des Trois Suisses.

per au nouveau look à moins de se claquemurer et de jeter sa télé. Au cinéma, dans les pubs, dans les journaux, partout, le décor design, plutôt clean et noir, triomphe. Même pour vendre une eau minérale ou des chaussettes, cibles grand public, s'il en fut. Nombre de boutiques de décoration branchées font d'ailleurs une bonne partie de leur chiffre d'affaires en louant des meubles et des lampes aux décorateurs de studios.

Ainsi, mine de rien, le contemporain entre dans les mœurs, par la voie du rêve, à défaut d'entrer encore réellement dans le quotidien. Le style rustique et les salles à manger Henri III ont encore de beaux jours devant eux, malgré le spectaculaire redressement du meuble moderne : 45 % du marché en 1985 alors qu'il était tombé à 20 % en 1970. Mais nous sommes encore loin des années 50 où la production dite de style n'occupait que 40 % du marché.

La politique des catalogues

Ce renouveau s'explique par un concours de circonstances heureux. Le coup de fouet donné à la création française par le ministère Lang arrivait à point nommé, alors que s'accélérait la prise de conscience collective des mutations technologiques, alors que l'environnement architectural changeait. La rencontre entre des industriels, prêts à tenter des aventures, et des créateurs sortis de l'anonymat, a fait le reste.

Ainsi, la politique des catalogues a beaucoup changé en cinq ans. Image de marque oblige, ils font de plus en plus appel aux « créateurs », dans la mode comme pour la maison. Même s'ils n'attendent pas de cette hardiesse des résultats immédiats, ils remarquent que ça marche mieux que prévu. Pour une raison simple : le prix. Quand une robe de Miyaké coûte 450 F et un pantalon des Girbaud 350 F, pourquoi s'en priver ? Et quand Philippe Starck propose une table à 2 450 F et des lampes à halogène à 795 F, les Trois Suisses en redemandent. A la Redoute, chez Habitat, au Printemps, on se met au goût du prochain jour, avec photo de l'artiste à l'appui.

La personnalisation joue dorénavant à plein. En tête, Philippe Starck, la comète, passé vedette millionnaire en six mois après avoir fait la chambre à coucher du président à l'Elysée, le café Costes aux Halles et le décor d'Yves Mourousi sur T.f.1.

Le « Starck-système » en agace plus d'un, qui tentent de dénigrer son talent en lui reconnaissant de grandes qualités médiatiques. Il en rit : « En soi, la starification n'a aucun intérêt mais professionnellement elle m'apporte d'énormes avanta-

(suite en page 26)

(suite de la page 25)

ges. » Les Japonais ont découvert par sondages que Starck est le designer le plus connu du grand public, mondialement : ils investissent des sommes colossales dans ses idées.

Par cette personnalisation, le monde de l'habitat se rapproche du prêt-à-porter ou même de la production musicale : « On arrive à penser une collection comme un album et à faire, à l'instar du disque, une promotion internationale », explique Starck.

Voir grand public

Autre cas, un peu moins connu : Patricia Fletcher. La ligne Monoprix pour la maison, les rideaux de douche Opportunity, c'est elle ; les toiles cirées Vénilia, les super imprimés Jalla, elle aussi. Quand elle crée Magic Studio en 1978, elle n'a que de l'expérience et des idées. Aujourd'hui c'est une championne, son bureau emploie sept personnes, elle crée pour Bloomingdale aux Etats-Unis, elle a mille idées d'avance. Elle se définit dans « Intramuros » (une nouvelle et excellente revue) : « Moderne, résolument. Féminine, résolument. Embellissante, résolument. Facile, immédiatement compréhensible. »

Comme Starck, elle vit à cent à l'heure. Comme lui elle a abandonné depuis longtemps toute idée élitiste. Voir grand, pour ces gens-là, c'est voir grand public. Contrairement à leurs ancêtres qui auraient cru déroger en concevant pour la masse, ils ont eu la chance de rencontrer un appareil de production et de distribution qui avait besoin d'eux, contrairement aux créateurs de l'école de Nancy ou à d'autres qui n'ont jamais pu mettre à exécution leur rêve de production en série.

Aujourd'hui, la diffusion est médiatique ou elle n'est pas. Evidemment, les tables à plus d'une brique, les canapés-yeux-de-la-tête, les hallogènes hors-de-prix, ça existe encore. Les folies de Memphis et de Sottsass qui font rêver restent inaccessibles au vulgum pecus, hélas ! Les créations à tirage limité ont encore de l'avenir. Comme dans la couture. Mais l'éventail des prix dans la création contemporaine inventive s'est considérablement élargi. Et ça bouge dans la grande série.

Dans le secteur du meuble, cette révolution porte un nom : Via comité de valorisation dans l'ameublement. Une association de professionnels où travaillent ensemble depuis 1980 fabricants, négociants, créateurs.

Sa première tâche a été de donner la parole aux concepteurs. Par des appels d'idées, des concours organisés avec des diffuseurs, des « cartes blanches » à quelques créateurs. Deuxième temps : se faire connaître. La France avait en la matière complètement disparu de la scène internationale depuis de nombreuses années. L'arrivée en fanfare du Via au salon du meuble de Milan en 1982, avec l'aide du ministère de la Culture, a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Et les dividendes en tombent encore dans l'escarcelle des producteurs français, devenus persona grata à New York comme à Tokyo.

« On nous a reproché d'en avoir trop fait mais c'était ultra nécessaire », commence Jean-Claude Maugirard, président du V.i.a. « Selon la stratégie de la tête de pont, nous ouvrons des portes, nous faisons un travail de reconnaissance de la production française. » Et ça paye.

La timidité des Français

Depuis cette année, Via étend ses activités. En produisant directement des meubles (en en rééditant aussi, d'ailleurs) qui ne trouvent pas preneurs chez un fabricant. Un moyen de lutter contre la fuite des idées : Philippe Starck ou Pascal Mourgue ont l'habitude, depuis longtemps, de trouver des éditeurs italiens ou espagnols. Les Français ont été nettement plus longs à accrocher.

Le succès du Via, en France, pourrait presque être analysé comme un contrecoup de sa réussite internationale. Le marché français, qui ne s'agite que

PROFIL

Pascal Mourgue aime aller à l'essentiel... et en série

Des lignes pures, simples, noires : les meubles de Pascal Mourgue sont très graphiques. Comme sa chaise longue Arc, créée en 1983 à l'occasion d'un concours Via pour Bloomingdale's. Ou comme son « fauteuil attentionné », dossier et assise minces au centre d'un cercle de bois noir. « Plus c'est simple plus ça me plaît » résume le designer. Pascal Mourgue aime aller à l'essentiel.

Parmi les concepteurs français qui font parler d'eux – il a été élu créateur de l'année 1984 – il est certainement le plus strict. « Je cherche des idées qui tiennent la durée, qui sortent un peu des modes. » Ici, on qualifie volontiers son inspiration de japonaise, ce qui étonne à Tokyo. En fait, son classisme puise aux sources chinoises. Comme son lit-canapé Kang, encore du bois noir, des tablettes accoudoirs pour lire, converser, savourer une collation. Rien de mou pour s'affaler, ce n'est pas le genre de la maison. La femme de Mourgue, qui travaille avec lui, sourit : « Il préfère s'asseoir sur le tapis. »

Le confort ? Pas une obsession, plutôt une nécessité. « On parle beaucoup trop d'« ergonomie », surtout dans le bureau. J'ai l'impression que c'est une façon d'éviter de parler des circonstances dans lesquelles les gens travaillent, de raisons pour lesquelles ils s'ennuient sur leur chaise. »

Cela dit, les créations Mourgue sont beaucoup moins inconfortables qu'elles en ont parfois l'air. Par exemple l'aménagement du « Petit Café » de la Fondation Carier, qui va bientôt ouvrir à Jouy-en-Josas. Son mobilier – mi-jardin mi-intérieur – va être industrialisé. « Ce qui m'intéresse, c'est la série, pas les pièces uniques. » Paradoxalement, Pascal Mourgue dit ne pas être fasciné par les objets mais par le processus de fabrication, la multiplication. « C'est pour cela que j'ai fait l'école Boulle. » Et qu'il a dessiné un Trimaran, « Hop », qui va faire du bruit sur les plages.

Le processus de création, pour lui, ne s'arrête pas au dessin griffonné sur une nappe en papier. Il se poursuit jusqu'à la sortie d'usine. « On y vit d'autres dimensions à son idée, la multiplication mais aussi les éléments séparés. Un pied de table prend soudain la forme d'un masque lorsqu'il est sorti de son contexte. »

Travailler avec l'industrie le passionne. Parce que les machines sont capables d'une sophistication extrême, méconnue et mal employée. Parce que les contraintes de fabrication, d'investissement, de coût final, rendent le métier difficile. « Surtout si on veut apporter une valeur esthétique nouvelle à un modèle économique. »

Pascal Mourgue réussit dans cet exercice sans doute mieux que d'autres, justement parce qu'il allie avec une remarquable maîtrise – vingt ans de métier – créativité et sobriété. Se payer du Mourgue, c'est à la portée de beaucoup de monde. Voyez son dernier canapé, Festa, un concours Via pour Habitat : 3 800 F.

F. de G.



Pascal Lebrun

depuis un an, bouge plus lentement. Normal, puisque la clientèle française renouvelle son mobilier tous les vingt ans alors que les Italiens n'attendent que sept ans ! Ici, l'investissement maison est encore pusillanime. Comme le remarque Pascal Mourgue : « Des gens qui acceptent de mettre 800 F dans une paire de chaussure vont acheter leurs chaises chez Ikea. »

La création contemporaine souffre la première de cette timidité : il faut que se dessine un puissant mouvement de mode pour vaincre l'absence de curiosité et de goût naturel pour le nouveau ; le Français moyen préfère bien souvent se réfugier dans les « valeurs sûres ». Ce qui explique les difficultés des boutiques spécialisées dans le contemporain ; sauf celles qui font du très haut de gamme, alors qu'Habitat et Ikea font un malheur avec des designs passe-partout.

La prudence française explique aussi l'absence de création dans des secteurs aussi importants que les couverts : la fragilité de l'outil industriel et commercial — quasi exclusivement occupé par deux orfèvres, Christofle et Degrenne — n'encourage guère aux risques financiers. Et la politique commerciale, essentiellement dirigée sur les distributeurs, interdit encore le dialogue direct entre le créateur et l'acheteur qui fait beaucoup pour le succès d'un meuble.

Malgré tout, « l'effet boule de neige » attendu par Jean-Claude Maugirard, ne devrait pas tarder à se faire nettement sentir. Même les éditeurs les plus conservateurs viennent au look moderne, le battage médiatique ne cesse de s'intensifier, les grands magasins persistent dans leur politique de changement de décor. Quelques éléments annoncent peut-être un renversement de tendance : la fameuse table Clairefontaine de Pierre Sala, avec son bloc de feuilles rechargeables, s'est vendue à plus de 2 000 exemplaires entre septembre et décembre 1984 (dont 70 % à l'exportation, il est vrai). La collection Saké de Daniel Pigeon, des meubles évolutifs en panneaux laqués, à réalisé en six mois un chiffre d'affaires de 900 000 F (dont 45 % à l'étranger) pour la société Ciolino qui la fabrique. ●

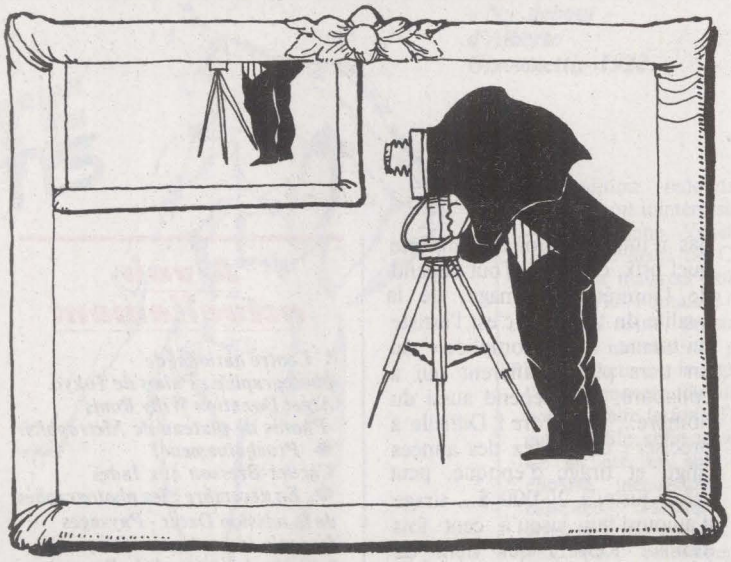




PHOTO : UNE INDUSTRIE, UN ART ET UN MARCHE

Aujourd'hui les collectionneurs achètent un Kertez ou un Ancel Adams comme d'autres un Picasso ou un Klee. Le marché des photos anciennes est donc florissant. En revanche les jeunes photographes plasticiens ont du mal à vivre. Bienveillant le ministère de la Culture se penche sur les futurs Man Ray.

PAR FRANÇOISE LORIOL

COMMERCE et image font bon ménage : on l'a vu dernièrement au 34e salon de la Photo, où le matériel pour amateurs et professionnels de la pub, de l'industrie, de la science etc. était présenté : dernières performances de mise au point par ultrasons, analyse électronique des contrastes, vitesse jusqu'à 2 000e seconde. Reproduction : photos-systèmes et quick-service ; jusqu'à 600 photos à l'heure, c'est dingue ! Passons.

Tout ça, ça marche, on le sait. Ce que l'on sait moins, c'est que l'art photographique existe aussi, bel et bien et que, s'il a ses pionniers, il a aussi ses artistes contemporains : donc son marché, un peu en marge. Ici, la photo n'est pas une illustration. Elle doit se suffire à elle-même. Dans la prise de vue et aussi dans le laboratoire, le photographe est un créateur d'images. Celui qui achète n'a que le choix parmi les noms charnières du passé et les propositions actuelles. Question de porte-monnaie, de curiosité et puis d'affinité.

Le courant poétique, qu'illustrait hier Atget (à voir actuellement au Palais de Tokyo) se perpétue sous une autre forme, courant dominé par une rigueur plastique, l'esprit de construction ou du seul détail signifiant. En bref et en schématisant, il y a aussi les fous de vues plongeantes et de grand-angle ; les fractionneurs de prises de vues qui introduisent depuis quelques années une pensée plus philosophique ; les organisateurs de mise-en-scène qui, en un rapide happening, inventent l'événement.

Pourtant, les recherches artistiques dans les toutes dernières technologies ne sont pas toujours très convaincantes. Cela signifie, en tout cas, que les limites de la photo se déplacent sans cesse. On tâtonne, et puis ça vient. Mais ce matériel cher, contrai-

(suite page 28)

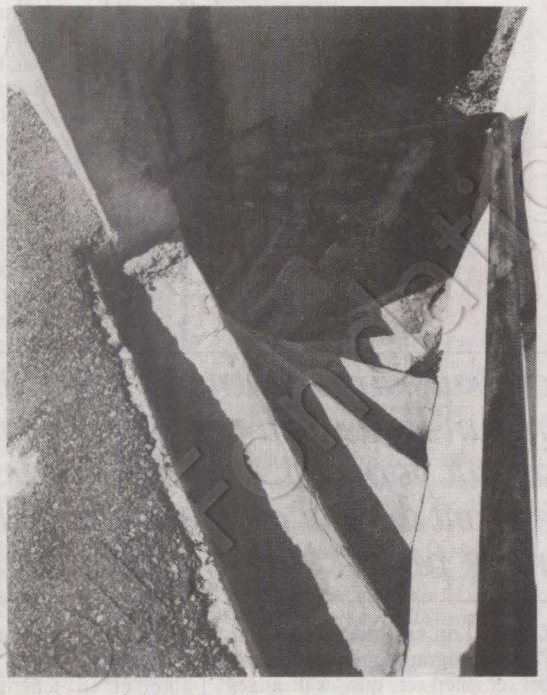
(suite de la page 27)

gnant, sophistiqué, on ne l'a pas toujours à disposition ! En revanche, le laboratoire reste toujours le lieu secret de tous les possibles. Hier on se passionnait de tirages en négatifs, de solarisations plus ou moins accentuées, de juxtapositions, altérations, grignotages et diverses métamorphoses. Aujourd'hui encore ! mais il y a aussi les collages, le mélange des techniques, les matériaux chimiques qui réagissent entre eux et peuvent créer « tout seuls » des images. Façon de parler ! et plus calé qu'on ne croit, cet art conceptuel...

Intéressant de constater aussi qu'à l'heure où tout va si vite, où des millions d'images sont captées et diffusées par circuit terrestre ou satellitaire en un temps record, les adeptes de l'art photographique aiment prendre leur temps — le temps de la réflexion — le temps aussi du fignolage et du tout-à-la-main. En laboratoire, l'avant-garde, c'est la petite cuisine du XIXe siècle (exemple : tirage au platine), petite cuisine séduisante au niveau de l'esthétique et du rendu, mais élaborée avec les outils les plus « intelligents » possibles, les produits les mieux adaptés.

Langage personnel, esprit créatif et belle technique, ça vaut combien tout ça ? On n'achète pas n'importe quoi à n'importe quel prix, c'est sûr. Tout dépend de l'intérêt de l'image, de la qualité du tirage, si c'est l'artiste lui-même, son « complice » ou un tiers plus indifférent qui a collaboré, tout dépend aussi du nombre... Et encore ! Difficile à préciser : un Kertez des années vingt, et tirage d'époque, peut valoir jusqu'à 20 000 $... tirage d'aujourd'hui jusqu'à cent fois moins ! Kertez, qui vient de mourir, ayant beaucoup tiré. Mais tout cela n'est pas systématique : une image très appréciée très diffusée comme « le moon rays » d'Ancel Adams, tiré 810 fois vaut encore un prix fou !, explique-t-on au centre Beaubourg, qui, comme la B.n. pratique une politique d'acquisition d'œuvres anciennes et contemporaines.

Un Man Ray peut valoir 30 ou 40 000 francs, ou plus, ou moins, c'est selon : tous n'ont pas la même valeur. C'est comme les Picasso ! Enfin, il faut s'y connaître, et le collectionneur a le choix : soit acheter des valeurs sûres, soit acheter jeune et pas cher. Car c'est un fait, « si le marché des photos anciennes se porte tout à fait bien — un petit côté bibliophile qui sensibilise les assoiffés de culture — en revanche celui de la photo contemporaine n'est pas très brillant », explique Michèle Chomette.



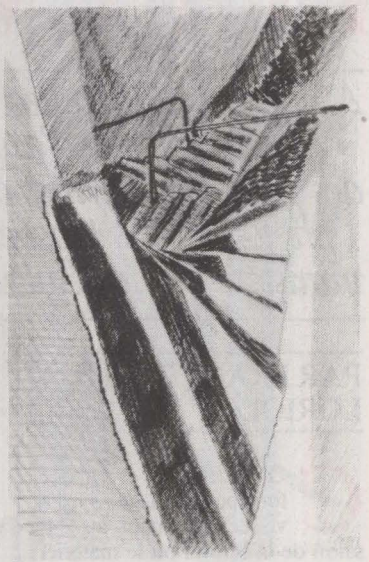
« Pièces et confrontations » de Holger Trülzsch à la galerie Michèle Chomette.

A voir actuellement

**** Centre national de photographie ; Palais de Tokyo. Atget Donation Willy Ronis -Photos de plateau de Metropolis.***
● Prochainement : Cartier-Bresson aux Indes
● En décembre : les photographes de la mission Datar - Paysages français (reportage artistique).
**** Suivre les expos de la B.n., Beaubourg, le F.n.a.c. etc. et de quelques galeries : Texnbraun, Michèle Chomette, Zabriskie, Viviane Esders... etc.***
**** Quelques revues : « la Chambre Claire », « Clichés »...***
**** Renseignements sur classes, stages etc. : mission pour la Photographie Grand-Palais. Porte C. Avenue Franklin Roosevelt - Paris.***

« Ouvrir une galerie est une aventure ! Paradoxe ! alors que sur le plan de la création la balle serait plutôt dans notre camp... ! La photo est sous-évaluée dit-elle. Il faut la faire connaître. »

Ayant organisé maintes expositions thématiques dans des lieux culturels (Arles, Metz, Tours, Châlons...), ayant offert, pour l'ouverture récente de sa galerie, un panorama des cent premières années de la photographie (avec tirages signés des noms clés), elle s'attache tout autant aux photographes contemporains « ceux qui ont déjà accompli un parcours ».



La promotion qui est faite actuellement sur la photo ? A son sens, tout à fait positif : l'Ecole nationale à Arles, l'ouverture en 1984 du Centre national au Palais de Tokyo : oui, oui... « Mais attention pas trip d'abondance », oui pour le coup de pouce donné par le Fonds régional d'art contemporain (F.r.a.c.) qui stimule le marché. Très importante aussi la mission de la délégation à l'aménagement du Territoire, action régionale (D.a.t.a.r.) lancée en 1983 qui a pour but de répertorier le paysage français : quinze photographes ayant l'œil et le regard, y ont participé. Il était temps ! continue Michèle Chomette, nous avions un tel retard par rapport aux Etats-Unis et même à l'Europe.

Persévérer c'est dur !

De ce fait, les jeunes photographes plasticiens ont du mal à vivre. Mille francs une photo à tirage limité (de 1 à 25 généralement et au fur et à mesure), à peine trois ou quatre fois plus après quinze ans de travail. C'est un maximum. Persévérer c'est dur ! C'est ce que dit aussi Marc Le Mené, lauréat du concours des « Moins 30 » (sélection sur 400 dossiers), qui se réjouit donc de la bourse qui va lui permettre de continuer à travailler, analyser, reconstruire, enfin, dire ce qu'il a à dire avec ses propres outils.

Soutenir, par le truchement du Centre national de la photographie une forme d'expression assez méconnue, voilà le but du ministère de la Culture. Démarche sympathique mais intelligente s'il en est ! puisque toute la profession bénéficie, un jour ou l'autre, des recherches des futurs Man Ray. Cela incitera-t-il les gens à investir dans la photographie comme ils le font dans la peinture ? Ce n'est pas dit...

En tout cas, éduquer l'œil c'est tout aussi important : par des manifestations de qualité dans des lieux publics, dans des lieux privés, ce n'est pas contradictoire, par l'édition aussi... et, à ce propos, chapeau pour l'épatante collection Photo-poche de 34 F !

Elle ne fait pas « une concurrence déloyale » aux éditions de luxe mais correspond à la politique culturelle d'une véritable démocratie. ●

LA VIE D'ARTISTE
expositions



« Nu debout » d'Alberto Giacometti, 1922.

PAR LUCIEN CURZI

Le nu, inusable académie

Le nu est un, qui se suffit à lui-même. Autrefois exercice d'école d'après modèle, il était un test obligé auquel les apprentis artistes vouaient, dans les académies justement, de besogneuses journées. De nos jours, le nu est un plat froid et rare (on cultive mieux l'autoportrait*) et nos cantines artistiques ne le mettent guère à leur menu. Est-ce un bien ? On peut en douter tant sont nombreux les peintres et les sculpteurs d'hier et d'avant-hier qui l'ont pratiqué en toute impunité. Sur les 8 000 dessins répertoriés de la section graphique du M.n.a.m., soixante ont été choisis dans l'esprit le plus éclectique. Ils montrent du nu des approches polaires ou tempérées : du poussif distingué comme chez le sculpteur Belmondo jusqu'à l'inquiétude fantasmatique de Bellmer. Entre les pointes du compas s'inscrivent de belles feuilles où se côtoient artistes connus et artistes oubliés, la plupart pudiques — presque tous « font » de l'art — sinon pudibonds.

Mais que de race vraie chez Fautrier, de saveur et de vérité chez Matisse, de réminiscences antiquisantes chez le guerrier virtuose Picasso, et de pureté anatomique absolue, confinant au signe, chez Brancusi. La modernité, notion sans cesse soumise à révision, est là dans ses meilleures franchises, c'est-à-dire en situation contradictoire.

Quel lien entretiennent la vision austère et fildefériséé d'un Giacometti et la tradition redondante — mais non inintéressante — de Suzanne Valadon, l'idéalisme fleuri de Chagall et la maigreur voluptueuse d'un Fontana ? Celui, sans doute, de sublimer, au moment du passage à l'acte sur le papier, l'objet innocent du délit, pour en faire le fruit d'une autre réalité enfin avouée. Le nu est, en soi, une épreuve inépuisable, un casse-tête d'artiste. On croit la mine épuisée. Or tout peut recommencer demain.

Leçons d'anatomie. Le Nu dans les collections du Cabinet d'art graphique. 4e étage au Centre Georges Pompidou.

Matta, ultime comète de la pléiade surréaliste

Il est le seul peintre, parmi les surréalistes d'images, à faire une peinture sensible à l'opaque et au transparent, au floconneux et au translucide, qui aurait pu lui être transmise par une boule de cristal. Architecte de formation, Roberto Matta Echaurren est marqué par le chiffre 11 : il est né à Santiago du Chili le 11 novembre

(suite en page 30)



« La Toilette » de Suzanne Valadon, 1908.

Fondation Jean Jaurès

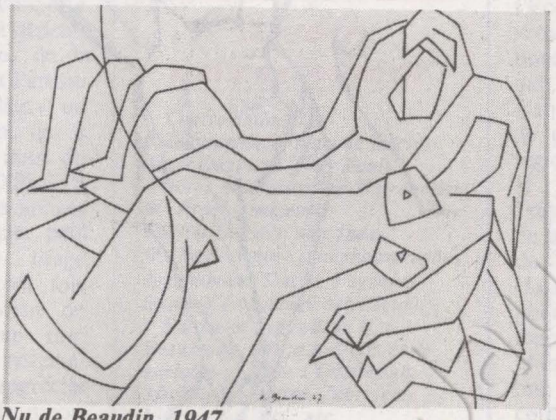


« Nu debout » de Matisse.

(suite de la page 29)

1911. Après la mort de Wifredo Lam, dont on a pu voir à la dernière Fiac de merveilleux tableaux des années 40 présentés par Fabien Boulaka, il est ce dernier « pèlerin du doute », selon André Breton, demeuré fidèle à l'utopie de sa jeunesse : réinventer le monde en changeant sa vie. Il est le seul qui, par entêtement paradoxal, ne se déclare pas peintre, tout juste artiste, et aux yeux duquel le rêve fou surréaliste (sous la tiare de Breton), s'est confondu avec le geste révolutionnaire et une certaine logorrhée verbale.

Vif, mobile, l'humour sarcastique, ce causeur infatigable un rien rhétoricien aime dérouter pour le plaisir de brouiller les pistes. Mais lorsqu'il peint, le provocateur séduisant s'efface derrière l'intuitif bourré d'énergie, dont la palette est un condensé d'éclairs, de pigments et d'idées bizarres. Près de cinquante ans de peinture sont donc réunis, depuis les « classiques » années 1938-1940, période d'extrême densité gazeuse, jusqu'au seuil des années 80 teintées de vert-bleu-jaune. De quoi établir le poids vrai du magique aérien dans la pensée de Matta, sinon la carrière des cent fleurs réussies de ses dessins automatiques.



Nu de Beaudin, 1947.

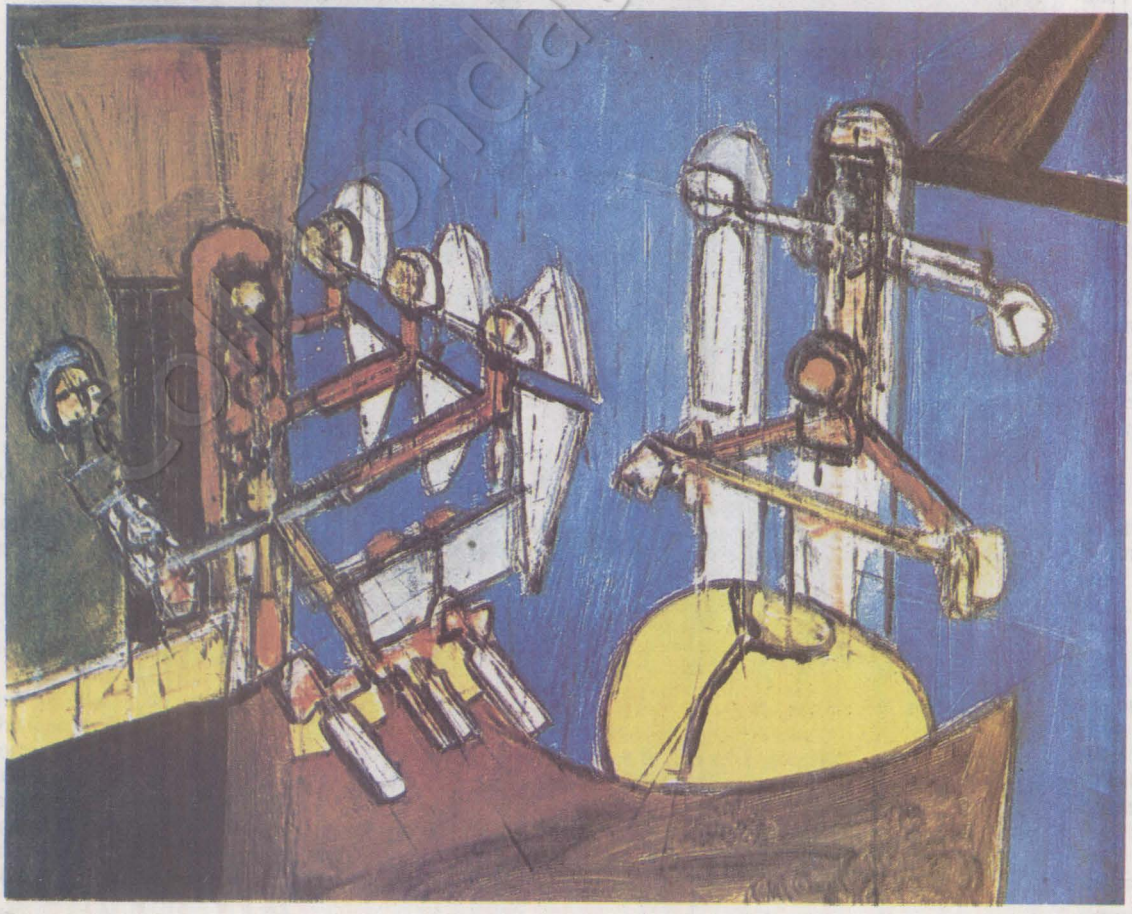
Qu'a su interroger l'artiste pendant ce demi-siècle ? L'éros au tout premier chef, mais un éros-bélier, un éros torrentiel, la douceur comme contrepoids à la violence, l'aveuglement meurtrier lorsqu'il est placé au service des « meilleures » causes ou des plus honnies, l'atome arsenal majeur, la claustrophobie, même si elle paraît « agissante », en apesanteur, les clones interchangeables, qui se meuvent dans l'espace matassien comme abrité sous cellophane entre les machines broyeuses de caviar humain, des clartés de métal brûlant et des tourbillons d'angoisse mus par des vents artificiels.

L'œuvre de Matta est labyrinthique, sans qu'on éprouve, à son contact, le sentiment d'étouffer. Et, dans cet univers forcément dominé par un omniprésent Big Brother, de petits personnages caoutchoutés se déplacent, programmés, selon un immuable scénario. On se croirait entré dans les séquences d'un film de science-fiction, où l'affliction et l'échange seraient bannis, voire dans une société de termites assujétie au culte de la cruauté.

Un apparent désordre occupe la vision suppliciée de Matta. Pourtant, rien dans le tohu-bohu visuel, dont se sont nourris, dans les années 40, les abstraits américains de l'école de New York, n'est mieux organisé. La surtension est permanente, qui exprime, en l'occurrence, le besoin de lucidité au plus creux de son désespoir. Avec Matta, l'ultime comète de la pléiade surréaliste est définitivement repérée. Max Ernst était le mystérieux, quelque chose de pareil au sphinx « égyptien » ; Masson en est le principe mâle et cornu ; Tanguy le pôle femelle. Matta, le dissipé, en est le noyau cocasse. C'est Satan en visite chez saint-Just. Célèbre, quoique peu connu, il apparaît dans cette rétrospective sur ses deux versants, ici inégal, là souverain.

Centre Georges Pompidou. Musée national d'art moderne, 5e étage. Commissaire : Alain Sayag. Jusqu'au 16 décembre.

« Composition 1954 » de Roberto Matta.



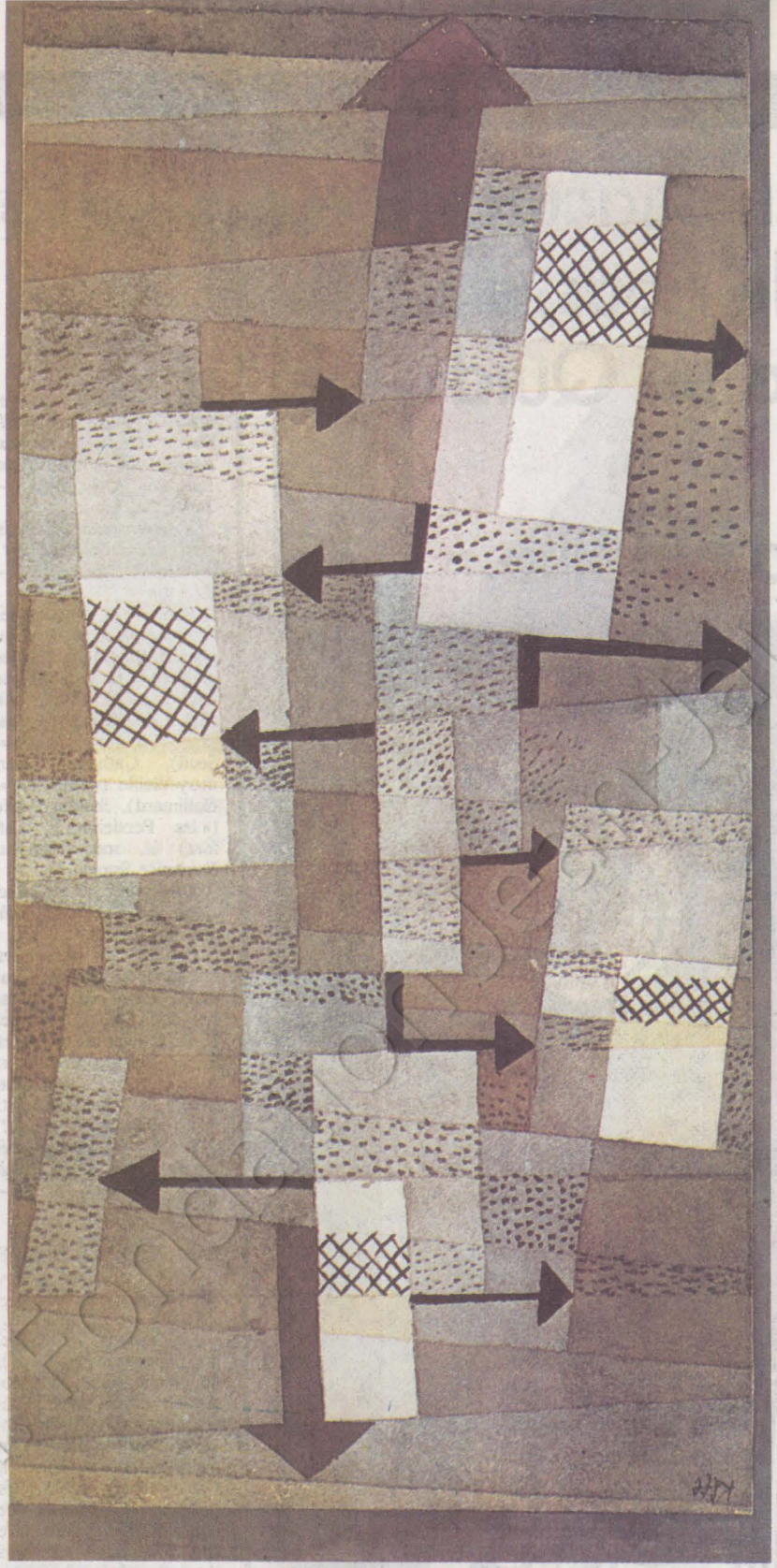
Klee l'homme aux deux archets

Si l'harmonie, en musique, devait avoir, au niveau pictural son équivalent, ce serait à la pensée érudite et toujours renouvelée de Paul Klee (1879-1940) qu'on pourrait songer. Car, violoniste dès l'âge de onze ans dans l'orchestre municipal de Berne, l'artiste construisit sa vie d'une façon si harmonieuse que, jusqu'au bout, il sut l'éclairer en fréquentant Mozart,

Haydn et Bach, à la fois pour le plaisir de se retrouver en communion d'esprit avec de puissants inventeurs de formes, mais mieux encore pour stimuler en lui l'envie de réunir — à l'époque où, en peinture, le sujet est escamoté — la discipline mathématique à une frémissante sensualité. De là naîtra le besoin de concilier entre eux tous les arts, qui caractérisera, dans les années vingt, l'enseignement dispensé à l'Ecole des arts appliqués du Bauhaus, d'abord à Weimar (1921), puis à Dessau (1926), enfin à Berlin où, en 1933, elle sera dissoute par les nazis. Ces derniers s'appliqueront, par la suite, à rassembler nombre d'œuvres des artistes du Bauhaus et des expressionnistes sous la bannière infamante « d'art dégénéré », de Klee notamment, pour édifier les foules et les détruire.

Dans le monde musical où il baigne, Klee apparaît, dès 1905, comme un caricaturiste grinçant, puis, pareil à quelqu'un qui substituerait à la réalité abrupte le réel de soi, économe de moyens et au regard indépendant et jaloux. Au lisible, donc fait suite une géométrie de lignes semblables à celles d'une portée musicale dans quoi une couleur, qui doit presque tout au fugitif menacé de l'aquarelle, se ramifie pareille à une végétation intime.

« Les surfaces de couleur étaient traitées comme des harmonies, note Ole Henrik Moe, un des bons connaisseurs de l'œuvre, les lignes comme des mélodies, les couches colorées comme une polyphonie. » Les rythmes alternés de Klee, qui regardait la nature dans son sens d'éternel vivier, sont divers dans la malice mêlée de rigueur. Car l'artiste, qui n'avait pas su tuer l'enfant en lui, travaillait en ayant l'air de s'amuser. On s'étonne toujours de sa faculté à saisir avec simplicité le complexe des choses, une montagne comme un poisson, un roulement de timbales comme une fugue. Jamais l'émotionnel ne submerge l'idée. Il y a chez Klee une admirable mesure, un inusable tempo graphique, qui le distingue de tous les peintres de sa génération, et au-delà.



« Equilibre chancelant » de Paul Klee, 1922.

Musée national d'art moderne, 5e étage. Commissaire de l'exposition réalisée avec le concours de la Fondation suisse Pro Helvetia : Daniel Abadie. Jusqu'au 1er janvier 1986.

● ARTISTES INDIENS EN FRANCE. L'Inde compte dix millions d'artisans et à peine... dix mille artistes au sens occidental du terme. L'Inde tient encore à ses formes d'art traditionnel, et ce n'est que raison. Aussi, l'intérêt de cette exposition conçue par Michel Troche n'en est que plus grand, qui a choisi les œuvres de dix artistes indiens ayant vécu ou vivant en France. Autour d'une initiatrice, Amrita Sher-Gil, inspirée, dans les années trente, par la pensée visuelle d'un Cézanne ou d'un Gauguin, on remarque surtout les peintures de Jogen Chowdhury, Raza, Rajendra Dhawan. Le catalogue comprend de très intelligentes études dues en particulier à K.G. Sabramanyan sur la « Situation de l'art dans l'Inde contemporaine » et de G.M. Sheik sur l'art d'Amrita Sher-Gil.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris 8e. De 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

● LA RUEÉ VERS L'ART. Notre pays compte 35 musées nationaux, 32 musées classés et près de 1 000 musées contrôlés, des centres d'art, 33 arthotèques, une trentaine de milliers d'artistes, selon les statistiques du ministère de la Culture. Or, ce dernier a déclaré le mois de novembre, mois des arts plastiques. Quatre cents manifestations simultanées, dans toute la France, vont permettre à un large public d'engager, selon le souhait de Jack Lang, un dialogue entre artistes et amateurs. Cette initiative s'accompagne d'un important effort en moyens matériels et humains de la part des pouvoirs publics afin de voir se réduire les disparités existant entre Paris et les régions. On y présente à l'initiative de Jean-Pierre Seguin, 80 œuvres sur papier d'artistes presque tous encore en activité. Prouesse restée de mode, l'autoportrait est à la fois une épreuve visant à la connaissance de soi, tout autant qu'une manière rituelle de s'observer ou d'observer les méfaits du temps. De la complaisance devant l'image à la réaction masochiste, la distance est courte, parfois. Aussi, cet ensemble, qui comprend des artistes aussi différents que Gilioli et Dado, Szenes et Segui, Jean Edelmann et Sam Francis, Jean Messagier et Patrick Lanneau, est-il propice à la découverte d'un univers rageusement introspectif dans quoi apparaît l'extraordinaire diversité visuelle de notre époque.

(Pour tous renseignements sur ce mois des arts plastiques et les Fonds régionaux d'acquisition des musées (F.r.a.m.) et le programme général des activités muséales jusqu'en janvier : Yves Deniau - tél. 40.29.32.55.)

**** AUTOPORTRAITS CONTEMPORAINS. Le musée-galerie de la Seita, 12, rue de Surcouf - Paris 7e. Jusqu'au 1er mars 1986.***

En chacun de nous, il y a un Quid qui sommeille.

bélier



QUID 86.
ÉDITIONS ROBERT LAFFONT.

TELEVISION

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 8 NOVEMBRE

A.2 « Jeu, set et match », série de Joëlle Goron et Eric Solal. Réalisation de Michel Wyn. Episode n° 4 (fin) — 20 h 35.

« Apostrophes », émission de Bernard Pivot : « Danger, passion » — 21 h 40.

Variations amoureuses en compagnie de Raphaëlle Billetdoux (« Mes nuits sont plus belles que vos jours », Grasset), Michel Braudeau (« Naissance d'une passion », Seuil), Catherine Hermary-Vieille (« l'Infidèle », Gallimard), Josette Pratte (« les Persiennes », Laffont) et, sous réserves, Françoise Sagan.

Ciné-club : « La Collectionneuse », d'Eric Rohmer — 23 h 05.

Portrait de vacanciers oisifs troublés par une diablesse aux cheveux courts. Le midi de la France, 1966, et déjà les moralités légendaires façon Rohmer. Avec Haydée Politoff, totalement sublime. Au fait, qu'est-elle donc devenue ?

F.r.3 « Le Paria », série de Denys de la Patellière. Episode n° 5 — 20 h 35.

SAMEDI 9 NOVEMBRE

T.f.1 « l'Enfant bleu », téléfilm d'Yvan Butler — 20 h 40.

Un enfant cardiaque, une opération périlleuse, un couple miné par l'obsession de la mort... Détrompez-vous : Yvan Butler n'a pas mis en scène un mélo sur la maladie ; il s'est attaché à raconter les mensonges, les mots que l'on n'ose pas se dire entre adultes pour ne pas s'avouer qu'on ne sait plus s'aimer ; les mots que l'on évite de dire aux enfants, histoire de les bercer d'illusions. Et l'atmosphère lourde de ces tromperies, qui noie jusqu'aux sentiments. Pudique, bouleversant, un téléfilm haut de gamme sur la gangrène de l'hypocrisie, dont le thème peut rappeler le roman de Fritz Zorn « Mars ». Evidement, Jean-Luc Bideau, Dominique Labourier et le petit Hervé Rey sont remarquables. *(Voir aussi portrait ci-contre.)*

Et sur Musique, à 20 h 30, Guido Cantelli dans un concert d'archives de 1956. Au programme : Haendel, Brahms et Hindemith. Dur, dur le choix des ondes...

DIMANCHE 10 NOVEMBRE

T.f.1 « Une étrange affaire », de Pierre Granier-Deferre — 20 h 35.

Patron fascinant face à employé fasciné. Le choc Piccoli/Lanvin. Rediffusion toujours bonne à prendre.

A.2 Théâtre : « Les Temps difficiles », Edouard Bourdet. Mise en scène de Pierre Dux — 20 h 35.

Les grandes familles, leurs histoires de cœur et leurs histoires d'argent vitriolées par la plume de Bourdet. Une pièce terrible rendue trop mièvre par la mise en scène de Pierre Dux. Mais on se régale quand même grâce à Guy Tréjan, fa-bu-leux !

F.r.3 « La Caricature », série de trois émissions. Deuxième émission : « Jacques Faizant, Marianne et ses quatre présidents », réalisation de Jean-Daniel Verhaeghe — 20 h 35.

Il eut bien du talent sous De Gaulle... Mais on peut préférer « Musique ». Même heure : « La Vera Storia » de Berio en direct de l'Opéra de Paris...

« 1915, les champs du souvenir », émission d'Olivier Descamps — 21 h 30.

Une analyse du rôle décisif de l'année 15 pour le reste du siècle.

Cinéma de minuit : « La Prison », d'Ingmar Bergman — 22 h 35.



Pierre Blanchar dans « les Croix de bois ».

Collection Fondation Jean Jaurès

Une méditation à bâtons rompus sur la vie, la mort, le bien, le mal, la concience et l'inconscience : le premier Bergman bergmanien.

LUNDI 11 NOVEMBRE

T.f.1 « 14-18 », film de Jean Aurel – 20 h 35.

Tout et le reste sur la Première Guerre mondiale, armistice oblige. Un film qui date de 1963.

A.2 « Les Règles du mariage », téléfilm de Réginald Rose et Milton Katselas. Première partie – 20 h 35.

Mariages et divorces à l'américaine. Avec Elisabeth Montgomery et Eliott Gould. Si ça vous chante...

« Le Cerveau », série de Monique Tosello. Troisième partie : « La Machine extraordinaire » – 22 h 10.

Une série exceptionnelle si l'on en juge par la première et la deuxième parties.

F.r.3 « Les Croix de bois », de Raymond Bernard d'après le roman de Roland Dorgelès – 20 h 35.

La guerre, la boue, les poux, la mort. Pierre Blanchar halluciné rêve de ses camarades tombés au combat. Kitsch mais classe.

MARDI 12 NOVEMBRE

T.f.1 « Chanteurs sans frontières », réalisation de Jean-Louis Cap. Première partie – 22 h 05.

La retransmission du concert-bide de La Courneuve. Si c'est pas triste ! (Suite et fin mercredi 13 novembre à 21 h 40).

A.2 « Diabolo menthe », de Diane Kurys – 20 h 35.

Les nuits et les jours d'une adolescente des années soixante. Le lycée, les parents, la plage de Saint-Aubin, la guerre d'Algérie. Du cinéma autobiographique comme on n'en a pas fait beaucoup.

F.r.3 « Les Tartares », de Richard Thorpe et Fernando Baldi – 20 h 35.

Vikings contre Tartares sur fond de cottes de mailles. Avec Victor Mature et Orson Welles.

MERCREDI 13 NOVEMBRE

T.f.1 « Colette », série de Chantal Rémy et Gérard Poitou-Weber. Première partie – 20 h 45.

Vie et mœurs de la grande Colette avec Clémentine Amouroux (Colette jeune) et Macha Méril (Colette adulte). A découvrir.

F.r.3 « Agora », émission de la communauté des télévisions francophones : « L'autorité ou le laisser faire ? » – 20 h 35.

Les rapports parents-enfants, tu cognes donc je suis, vus par nos voisins belges, suisses et, plus lointains, cousins canadiens.

JEUDI 14 NOVEMBRE

T.f.1 « L'Enjeu », magazine proposé par François de Closets, Alain Weiler et Emmanuel de la Taille – 22 h.

Au programme, entre autres, un reportage sur les dénationalisations de Mrs Thatcher.

A.2 « L'Incorrigible », de Philippe de Broca – 20 h 35.

Bébel en escroc voleur de tableaux. D'actualité...

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. IDF – 18 h 34.

Le thème de la semaine : « Juifs et Nazis » réunira Serge Klarsfeld pour « Vichy-Auschwitz, tome 2 » (Fayard), Gérard Silvain pour « La Question juive en Europe, 1933-1945 » (Lattès), Casamayor pour « Nuremberg » (Stock).

« Mariage blanc », téléfilm de Peter Kassovitz – 20 h 35.

Embarquer une mariée plus un joli passeport bien français pour 20 000 F : c'est la belle vie, tout soudain, pour Félix le dissident polonais. Mais à jurer qu'on ne s'aimera pas, on finit par se prendre les pieds dans les sentiments. Un joli téléfilm, gai, léger et plein de clins d'œil sympas à la rude condition de l'immigré chasseur de papiers. Encore que le polack, ça fait propre et politiquement positif. Aurait-on pu bâtir la même histoire avec un Algérien ? Mais Nicole Garcia et Daniel Olbrychski balaient d'un sourire nos moindres réticences.



Dominique Labourier : autant de peaux qu'un oignon

Lola louche avec tendresse et miaule avec passion. Un siamois expressif qui règne en maître chez Dominique Labourier, allant et venant, inquisiteur, du canapé à la cheminée, de la cheminée à la table basse. Le jour tombe, on est dimanche. Quelque part dans l'appartement Callas chante « Traviata ». L'atmosphère a ce je ne sais quoi et ce presque rien qui pousse aux confidences. Secrète, Dominique Labourier se laisse deviner par à-coups, s'abandonne volontiers au jeu des conversations croisées. Puis se reprend.

La mère déchirée de « l'Enfant bleu », l'épouse volontaire et pourtant délaissée de « la Lune d'Omaha », la femme-flic de « Clémence Aletti », multiplie volontiers visages et personnalités. Depuis ses débuts à l'écran, en 1969, dans « le Petit Théâtre de Jean Renoir », elle échappe à toute étiquette, passant de la loufoquerie poétique de Rivette (« Céline et Julie vont en bateau ») à la tragédie shakespearienne, au cinéma « social » (« Beau Masque », d'après Vaillant) ou bien au « non-théâtre » de Jacques Lassalle (« Un dimanche dans la vie d'Anna »).

Jeu, mode d'emploi. « A priori, estime-t-elle, un acteur doit pouvoir tout jouer. Se cantonner dans un registre, c'est une façon de se mutiler. Je crois qu'il faut sauter à pieds joints dans le « contre-emploi », se payer des challenges, des paris difficiles... » Les frissons du caméléon. Mais Dominique Labourier revendique presque autant de peaux qu'un oignon : on la rencontre sérieuse et volontiers retenue, on la découvre marrante, sportive et amoureuse de la démesure. « Surjouer pour moi ça n'existe pas. C'est une facette du jeu, comme il en existe plein. C'est aller au bout de ses sentiments, de ses envies. Un acteur comme Le Vigan, que l'on peut trouver exagéré, c'est une somme de saveurs, de couleurs, d'émotions fortes. Une vraie palette d'artiste ! Mais la démesure, c'est aussi parfois la retenue. Ce qui paraît le plus naturel, c'est toujours ce qui a été le plus travaillé... »

Actrice nomade, Dominique Labourier grimace quand on lui parle d'une « maison », d'une troupe. La sécurité de l'emploi, le plaisir des grands textes contre un fil à la patte : très peu pour elle. Elle préfère butiner çà et là, au cœur d'univers à chaque fois recommencés où elle peut tricoter ses travaux d'approche solitaire, les rêves, les constructions autour d'un personnage pour, après, rejoindre les autres dans l'explosion du partage. « Je ne me sens pas devenir progressivement tel ou tel personnage, confie-t-elle. Je suis plutôt du genre à imaginer son rôle comme un être extérieur à moi-même, qu'il me faut cependant « habiller » de sensations. Comment elle parle, bouge, vit. Et je dis toujours « elle », jamais « je ». Vient l'instant où elle et moi nous nous retrouvons face à la caméra et là, cette « femme » se met à parler par ma bouche, à se déplacer avec mon corps. C'est la seconde où s'opère l'osmose. »

Pour l'heure, elle enchaîne téléfilm sur téléfilm, attend LA pièce qui lui permettra de revenir sur les planches « se ressourcer » à l'air frais du théâtre. Et s'apprête à plonger dans une comédie, au cinéma et sous l'œil de Michel Drach. En compagnie de Carole Laure, Delphine Seyrig et Sami Frey, elle tournera « Sauve-toi Lola », d'après le roman d'Ania Francos. A l'énoncé du titre, le siamois dresse l'oreille et ne moufte pas. Un scoop : le chat de Dominique Labourier fait dans la distanciation.

L'Arche de Clavel

** « Bernard Clavel qui êtes-vous ? » — Propos recueillis par Adeline Rivard. J'ai Lu (Inédit).*

** Bernard Clavel : « Miserere » — Albin Michel, roman.*

** Bernard Clavel : « l'Oie qui avait perdu le nord » — Flammarion, illustré par Véronique Arendt.*

LA culture médiatique modifie les termes de l'opposition entre littérature populaire/littérature élitaire. On voit, par exemple, un Jean-Marie Le Clézio devenir une quasi-vedette du petit écran tandis que Henri Troyat demeure en retrait de ce même petit écran. Le Clézio est pourtant un auteur relativement difficile, dont les succès en librairie, pour l'instant, en tout cas, ne sauraient rivaliser avec ceux de Troyat, dont les livres demeurent plus accessibles que ceux de son jeune confrère. Chassé-croisé qui peut sembler relever du paradoxe... sauf à remarquer que Troyat a forgé son succès avant le boum des médias.

Tel est également le cas de Bernard Clavel. Dans le questionnaire que publie ce dernier le romancier reconnaît, même qu'il a souvent été décontenancé par les adaptations de certaines de ses œuvres au petit comme au grand écran, « le Voyage du père » par exemple... exception faite de la célèbre dramatique télévisuelle tirée de « l'Espagnol » par Jean Prat et interprétée par le regretté Jean-Claude Rolland. Adversaire nuancé de ce qu'on nomme le « progrès », Bernard Clavel est un homme et un artiste d'une très ancienne histoire qui a un besoin forcené de l'écriture pour s'exprimer.

D'ailleurs ne publie-t-il pas ce tout récent « Bernard Clavel qui êtes-vous ? » pour répondre aux très nombreuses lettres que lui écrivent ses lecteurs ! Ainsi un auteur populaire préfère-t-il, en 1985, choisir le moyen du livre pour s'expliquer plutôt que de s'adresser au public par l'intermédiaire de la télévision, du cinéma ou de la radio !

Dans ce petit vademecum édité directement en poche — ce n'est pas un hasard —, Bernard Clavel revient sur les principaux épisodes de son itinéraire et sur les ouvrages qui l'ont jalonné. Rien de plus utile et de plus sympathique. Là, « on parle vrai » alors que dans la fiction on ment volontiers, même s'il est patent que plus d'un événement de la véritable vie a fourni matière à l'inspiration romanesque. Ainsi en est-il des très modestes origines jurassiennes en une époque où les choses, les objets avaient plus de prix qu'actuellement.

Un « self made man »

Comme nombre d'écrivains nord-américains auxquels il fait souvent songer, Clavel est un « self made man ». A quatorze ans, il quitte l'école, entre en apprentissage à Dôle chez un pâtissier dont la douceur n'est pas le trait premier. Dans « la Maison des autres », il a raconté ces péripéties où les amours juvéniles et les filles occupent une place de choix. A certains égard, « Oliver Twist » et Jules Vallès ne sont pas très loin. Pas plus que d'autres illustres ancêtres auxquels Clavel se réfère explicitement : « le Petit Chose », Pergaud (cet admirable prosateur) et Marcel Aymé, natif de la même région, Jean Guehénno et Victor Hugo. Plus tard, Gilbert Cesbron et Jean Reverzy. Bernard Clavel serait-il un continuateur de la famille populiste que l'intelligentsia parisienne aurait tendance à décrier !

On exerce un peu tous les métiers, on s'adonne au sport, la boxe surtout. La dimension physique du corps humain revêt une grande résonnance dans l'œuvre de Clavel. Jack London et Ernest Hemingway, eux aussi, ne sont pas loin. Tandis que le jeune révolté s'essaie à la peinture, la guerre le plonge dans l'univers de la violence : maquis et Résistance. Le pacifisme, qui sera foncier plus tard, se dessine dès cette période : Clavel est un lecteur admiratif des « Croix de bois », ami de Roland Dorgelès, attentif également au message de Romain Rolland, Jean Giono, Alain. Après la guerre, alors que les parents aimés disparaissent, Clavel découvre le Rhône, cet immense fleuve.

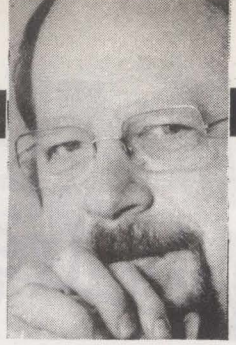
Homme très incarné, Clavel aime la terre et l'eau. Ses romans s'en inspirent : « Pirates du Rhône », en 1970, « le Tambour du bief », etc. Commencent alors neuf ans de traversée du désert : emploi à la Sécurité sociale, publication de nouvelles, conseils d'Hervé Bazin, d'Armand Lanoux, confiance de l'éditeur René Julliard qui publie le premier roman « l'Ouvrier de la nuit », travail de relieur au « Progrès », en 1958, à la radio. Est-il anti-intellectuel celui qui se fixe pour objectif d'écrire pour le plus grand nombre ? Cela ne l'empêche pas de marquer de l'intérêt pour les marginaux. « Qui m'emporte » et, en 1960, « Mala taverne » qui vaut à Bernard Clavel un immense public scolaire.

En 1962, le Prix populiste marque un premier couronnement, un an après, Robert Laffont, l'éditeur, accepte le versement d'une mensualité et, en 1968, le Goncourt pour « les Fruits de la mer » consacre la notoriété. Occasion d'une affaire Aragon qu'on a oubliée aujourd'hui, tout comme on a oublié le passage éclair de Bernard Clavel dans l'auguste aéropage des mêmes Goncourt. On voit mal en effet le rumuant Clavel lire sagement des centaines de romans annuels, participer aux petits pugilats auxquels se livrent quelques éditeurs bien parisiens. Clavel va par les chemins, au gré du vent et d'une aventure qui a pour objet la fiction et son écriture. Les amours se succèdent, perturbent les habitudes, renouvellent les renaissances, provoquent ou non les déménagements (du Rhône au Jura, du Jura à l'Yonne, etc.). Les cycles romanesques se succèdent : « la Grande Patience », « les Colonnes du ciel », tandis que la décennie 70 renforce l'engagement humanitaire et antimilitariste, provoque les polémiques.

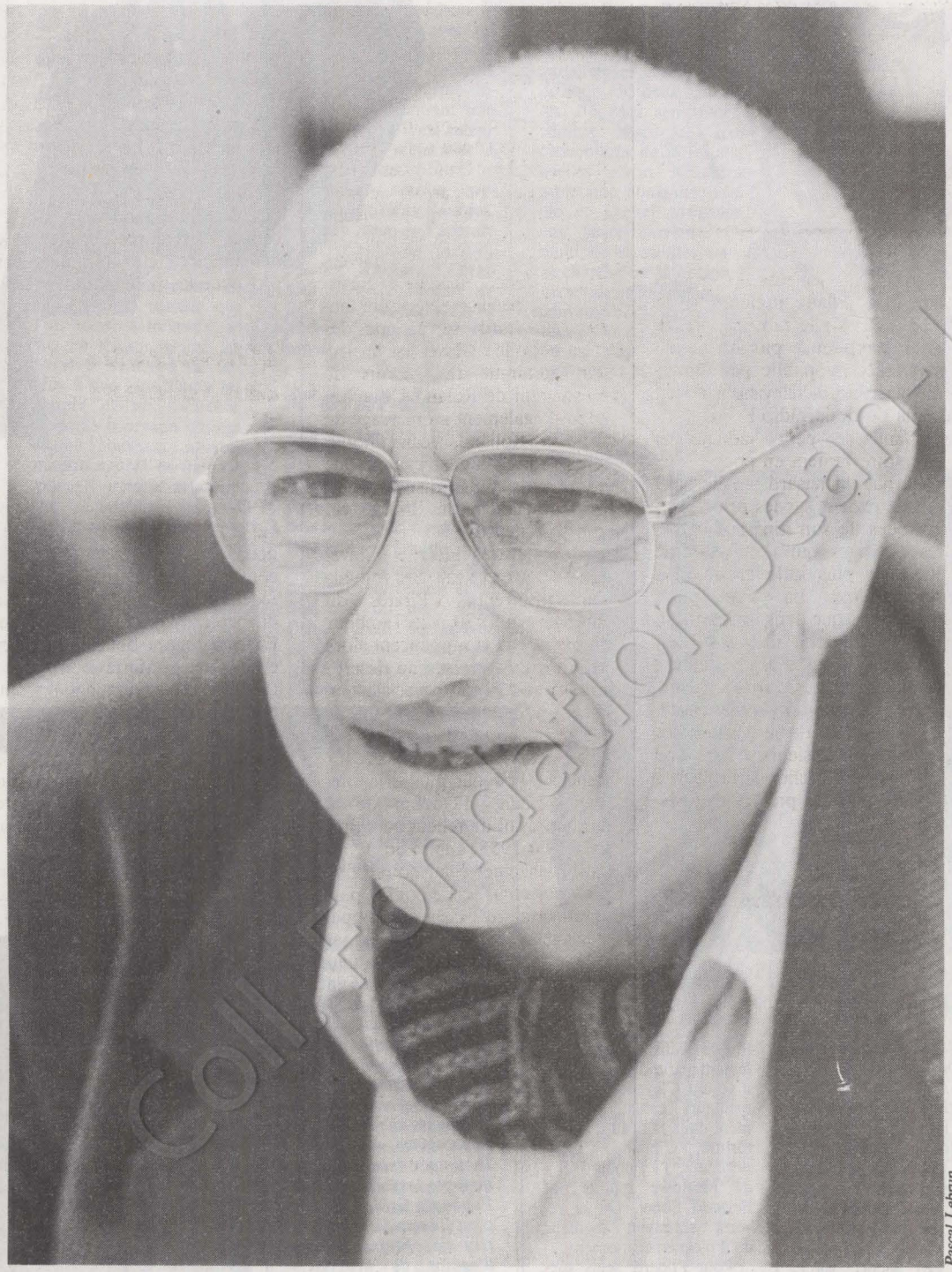
L'inspiration canadienne

« Le Massacre des innocents » précède « le Silence des armes » (1974) et « Lettre à un képi blanc » (1975). 1977 voit la découverte du Québec et la rencontre d'une nouvelle femme Josette Pratte, également ardente du papier blanc et de la plume. Et tandis que se boucle le dernier cycle avec « Marie bon pain » (1980) et « Compagnons du nouveau monde » (1981), l'auteur séjourne dans le Grand Nord, troque le Nord pour le Saint-Laurent, change d'éditeur et, en quelque sorte, retrouve l'élémentaire à partir de l'inspiration canadienne.

Aujourd'hui, voici qu'est publié le troisième volume de la saga du « Royaume du Nord ». Le lecteur redécouvre un univers familier, des personnages connus, une thématique qui a été ressourcée. Au programme, la difficulté de vivre et de travailler, et toujours cette limpide simplicité du style dont l'aura frappe, ne cesse de frapper sans que l'on sache de quoi elle est faite exactement ! Qualité indiscutable des dialogues qui sonnent juste et disent l'âpreté du combat et de la vie des hommes, de leurs femmes et de leurs enfants ! Sorte de lenteur douce de l'expression qui pourrait être à l'écriture ce qu'est la neige au paysage traditionnel ! Les mots ne servent-ils qu'à raconter, pour le plaisir de raconter, au point même de banaliser la fiction ? Le roman, avec Bernard Clavel, devient une fin indépassable, une conception suprême de la littérature même si l'on n'écarte pas, de temps en temps, la tentation de lui fausser



LA CHRONIQUE LITTERAIRE DE CLAUDE GLAYMAN



Pascal Lebrun

compagnie, avec l'essai, le livre de photos, ou encore le livre pour enfants. Il est vrai que, dans « Miserere », il nous a semblé percevoir un arrière-plan biblique.

Exode des êtres humains, en l'occurrence de citadins québécois chassés, par la crise de 1929, hors des villes et poussés vers le Nord à la recherche de terres de colonisation. Bernard Clavel s'appuie vraisemblablement sur une documentation véridique. Et l'on voit des prêtres envoyés en mission, protégeant des convois de quelques dizaines de ménages où se retrouvent pêle-mêle les déclassés d'une immigration récente, surveillant leur installation dans des contrées, ô combien ingrates. Nous sommes à Saint-Georges d'« Harricana », contrée inventée comme les comtés de Faulkner, dans une sorte de western où le froid, la précarité des conditions, l'espoir fou de survivre constituent les ingrédients obligés. Colons bibliques en effet : affrontement sans intermédiaire d'aucune sorte qui oppose l'homme ne possédant que sa force, ses mains et sa jugeotte à l'élément cosmique qui revêt, en ces contrées, une dimension infinie.

Défrichements d'anciens citadins dont les curés traquent les péchés (boisson, femmes) et dont la vie économique se résume au crédit et à son hypothétique remboursement. Cyrille Labrèche, en premier plan dans ce roman, a un caractère de cochon qui pourrait faire songer au Tom Joad des « Raisins de la colère », la perspective sociale, voire politique en moins. La terre est partagée par une justice divine extrêmement simple et la tâche des hommes est de lui faire produire le plus de récoltes possibles, d'y construire des maisons pour aimer, dormir, manger.

Dimension épique

L'épopée n'est pas étrangère à ce récit. Et lorsque la maison de Cyrille est emportée par les flots, son héros ressemble à Noé sauvant les malheureux survivants du désastre fatal. Sauf Elodie, l'épouse, grièvement blessée. Cyrille, ancien débardeur, aime les chevaux, déteste les tracteurs qui amènent la peste de la technique. Cyrille, victime de la loi des hommes, est finalement récupéré par la communauté des pionniers. Cadieu, le cheval que lui confie la collectivité, devient le nom d'un nouveau village sur terre. Et lorsqu'on tourne la dernière page du roman on a le sentiment que le bonheur cette fois n'est plus inacessible et que Cyrille en aura sa part légitime.

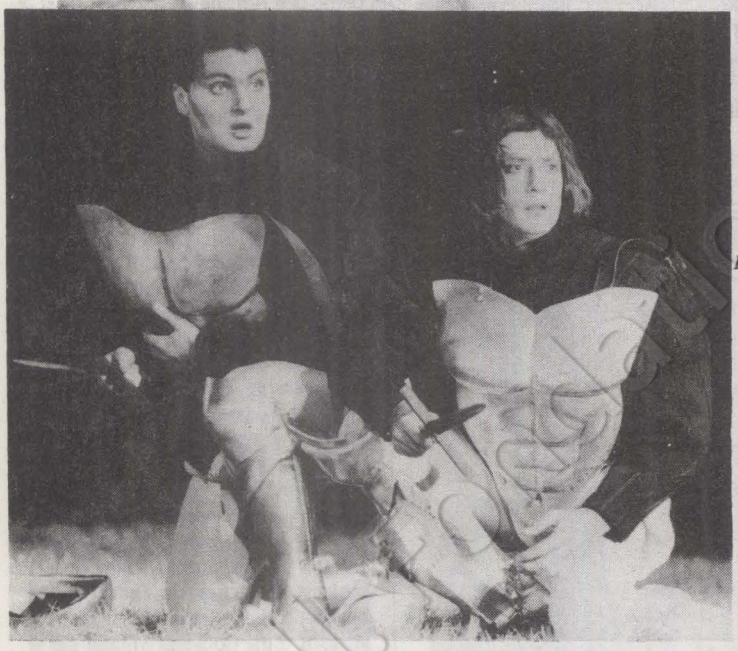
Faut-il bouder la lecture facile de ce roman auquel il manque on ne sait quel rebondissement pour définitivement basculer dans la dimension épique ? La phrase de moyenne longueur, mais longuement travaillée, en est l'axe et le sang. Tel est l'un des éléments qui explique la facilité de notre lecture, il en est d'autres plus subtils et plus disséminés qui, en tout cas, s'ils n'épuisent pas le secret de fabrication, ne sauraient conduire à demeurer indifférents à l'une des formes les plus évidentes du plaisir de la lecture.

Collection Jean-Jaurès



« Macbeth » à la Comédie-Française.

Enguerrand



Enguerrand

PAR FABIAN GASTELLIER

Un Macbeth royalement peu convaincant

En Avignon, semble-t-il, on n'avait pas su trop quoi penser du « Macbeth » de Jean-Pierre Vincent. Repris aujourd'hui, sûrement retravaillé, il provoque une même impression d'incertitude générale. Ce Shakespeare est flottant, ni vraiment théâtral (au sens opératique du terme s'entend) et pourtant rempli d'effets parfois lourds ; ni vraiment intimiste et pourtant nettement attiré, par instants, vers le portrait d'un homme seul poursuivant malgré lui un destin que d'autres ont écrit à sa place. Le décor, signé Carlo Tommasi, d'une beauté froide, noie les paroles dans son immensité — un défaut particulièrement gênant avec un comédien comme Philippe Clévenot qui bouffe comme à plaisir les consonnes de son texte. Au milieu d'une distribution moyenne, son Macbeth, sorte de bouffon mâtiné de Gainsbourg est royalement peu convaincant. On a connu Clévenot sous de meilleurs cieux, pareillement dans la peau d'un roi torturé. C'était à Gennevilliers, l'« Edouard II » de Marlowe monté par Bernard Sobel. On le reverra sûrement meilleur qu'il n'est en ce moment.

Pour l'heure, seuls surnagent les costumes féeriques de Thierry Mugler.

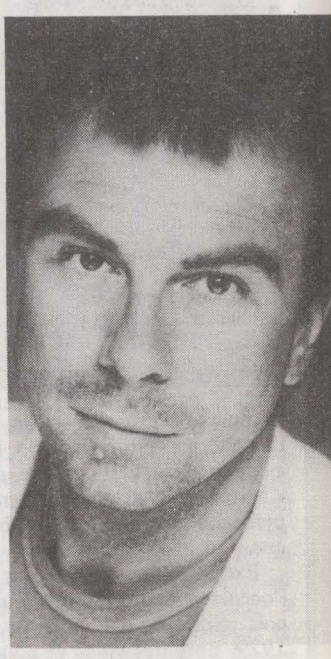
*** « Macbeth » de William Shakespeare. Mise en scène de Jean-Pierre Vincent. Avec Philippe Clévenot, Catherine Ferran, Alain Rimoux, François Chaumette...**

Tél. : 42.96.10.20 - 20 h 30 en alternance.

PROFIL

Un costumier nommé Mugler

Bleu. Dans l'atelier de Thierry Mugler, tout est bleu. Jusqu'à la réceptionniste, de bleu vêtue, qui se bat avec son télex. Une lumière de cauchemar pour un espace haut de gamme où les portes s'ouvrent sur des vêtements aux lignes impeccables, pendus çà et là, coupés dans des tissus de toute texture. Faubourg Saint-Honoré : c'est l'antre de la création (travail solitaire et travail d'équipe), de l'administration et de la gestion d'une griffe ravageuse dont le dernier ravage connu est d'avoir soulevé à l'Assemblée nationale un tollé de vieilles barbes révoltées contre la veste noire, militaire et « kadhafiesque » de Jack Lang.



Collection Jean-Jaurès

Gildas Bourdet, sur les chapeaux de roue

Ça cogne, ça grogne, ça délire et ça vagabonde. Le langage est argotique, vrai, tonitruant ; les comportements sont saccadés, de ces névroses banales que l'on croise à longueur de vie. La station service, sublime et délabrée, ne sert plus à rien : la route a été coupée et ses habitants, ex-petits bourgeois qui ont tourné nouveaux pauvres ou punks, sont en train de glisser irrémédiablement vers la marginalité. Mais si le canevas est pathétique, la trame de la pièce est à mourir de rire. Une comédie, une vraie, où les destins et les sentiments s'emballent, où les mariées jettent leurs noces aux orties, où la déglingue est géante, à la fois infernale et fascinante, où les comédiens – tous – s'éclatent avec génie. Entre Shepard, Tchekhov et Labiche, Bourdet a le nihilisme dévastateur, démontrant une fois de plus qu'il est auteur et metteur en scène avec le même bonheur.

**** « Une station service », de Gildas Bourdet. Mise en scène de l'auteur. Avec Catherine Arditi, Michel Raskine, Christian Blanc... Théâtre de la Ville : 42.74.22.77 20 h 45 jusqu'au 29 novembre.***

L'état de grâce

L'un est vieux, sage, revenu de tout et dort dix heures par jour. C'est René Descartes. L'autre est jeune, migraineux, en état de stress permanent et ne dort pas du tout. C'est Blaise Pascal. Sur la base de leur unique entrevue, réelle et dont nous ne possédons nulle trace, Jean-Claude Brisville a mitonné un duo/duel piquant, fort élégant, drôle, incisif et parfaitement crédible. Opposition de deux caractères, de deux sensibilités ; combat feutré de deux conceptions de la foi auxquelles Henri Virlogeux prête une humanité paisible et Daniel Mesguich, une fièvre nerveuse. On multiplie les civilités, on se cherche en tâtonnant, on voudrait se convaincre, on se dit tout et, en définitive, on ne s'est rien dit. La raison l'emporte-t-elle sur l'exaltation ? Brisville, d'évidence, vote Descartes, qu'il peint en intello éclairé, contre Pascal, qu'il soupçonne d'être de ces illuminés purs et durs dont, trois siècles plus tard, on fera les staliniens. Au passage, il fait peu de cas de la réelle extermination des jansénistes par le pouvoir jésuite. Mais foin des querelles de chapelle : deux hommes sont là, formidablement modernes et vivants. Du théâtre qui décape et rend intelligent. La grâce. Comme ils disent...

**** « L'Entretien de M. Descartes avec M. Pascal le Jeune », de Jean-Claude Brisville. Mise en scène de Jean-Pierre Miquel. Petit Odéon : 43.25.80.92 -18 h 30, jusqu'au 23 novembre.***



Daniel Mesguich en Pascal le jeune.

Enguerrand

Noir c'est noir...

Afrique du Sud, années cinquante. Fils de Blancs contre serviteurs noirs. Match nul. Pourtant, la confiance est là ; ils se sont toujours connus et aimés. Mais les « boys » rêvent d'un monde sans chaîne alors que « Maître Harold » sait déjà que l'univers est régi par les rapports de forces. Dialogue de sourds sur fond d'apartheid. Emouvante bien qu'un peu bavarde, la pièce d'Athol Fugard est en quelque sorte le calque de sa propre adolescence, et Jack Garfein a joué la carte de l'hyperréalisme pour donner à voir la pluie, la nuit qui tombe et la vaste salle de bistrot un rien sinistre où l'un parle haut et fort pendant que les autres astiquent. On regrettera seulement que l'interprétation, quelque peu hasardeuse, étouffe dans l'à peu près le cri d'un écrivain révolté.

**** « Maître Harold », de Athol Fugard. Adaptation de Valérie Lumbroso. Mise en scène de Jack Garfein. Avec Malick Bowers, Sidiki Bakaba et Jean Descanvelle. Théâtre du Rond-Point (petite salle) : 42.56.70.80 - 20 h 30.***

Ça tinte comme du cristal... de Baccarat

Dans une pension minable perdue au cœur des Vosges, tout se déglingue à la vitesse grand V. Quelque part un vieillard se meurt et, pour exorciser l'ombre de la mort qui les atteint au plus profond d'eux-mêmes, les curistes s'épient, se draguent, entremêlent moiteurs, chaleurs et fantasmes divers entre une surprise-party ringarde et une séance nulle de diapositives. Philippe Minyana raconte cette « Fin d'été à Baccarat » en de courtes séquences ; des sortes de parenthèses de vie saisie sur le vif. Ses personnages vont, viennent, se heurtent, souvent plus vrais que nature et Carlos Wittig les dirige à la perfection dans l'hystérie ou le désarroi. En proprio revêche bourrée de tics, Denise Perron mérite une médaille.

**** « Fin d'été à Baccarat », de Philippe Minyana. Mise en scène de Carlos Wittig. Avec Denise Perron, Fabienne Luchetti, Pascal Decolland, Marie-Luce Bonfanti, Philippe Faure... Théâtre de l'Athénée, salle Christian-Bérard : 47.42.67.81 - 18 h 30 ou 20 h 30 jusqu'au 30 novembre.***

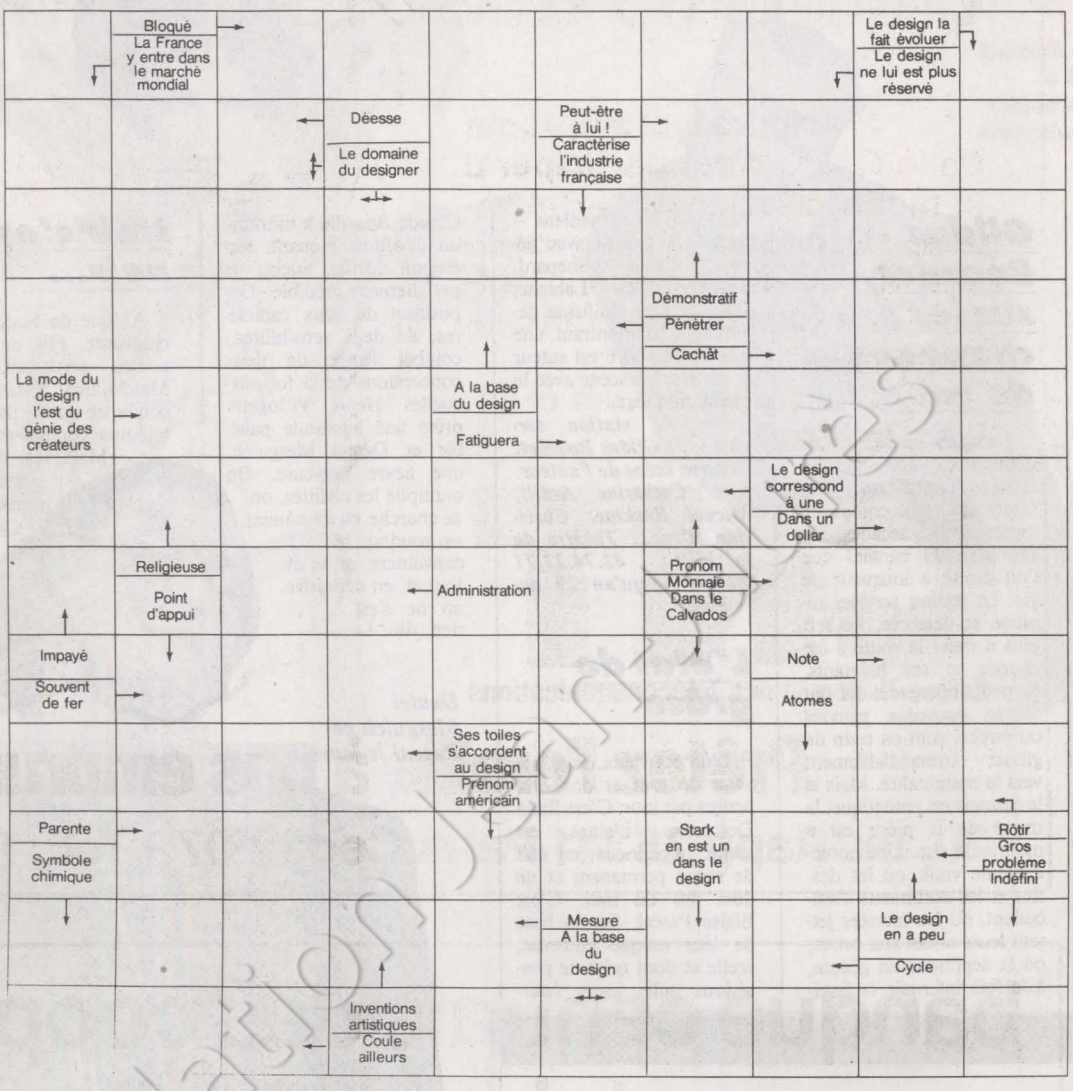
Un non-événement, si l'on en croit le maître des lieux, sans doute consterné par le gâtisme réac de certaines mentalités. Mais aussi un sacré coup de pub. Même Radio-Tripoli y a mis son grain de sel. Mais Thierry Mugler a d'autres obsessions que les querelles de chiffonniers. Les querelles shakespeariennes, par exemple. L'affrontement du peuple d'Ecosse et de son roi régicide Macbeth tel qu'il l'a imaginé pour Jean-Pierre Vincent et la Comédie-Française. Soixante-dix costumes (superbes) en tout si l'on inclut l'art du détail (gants, armures, casques...), qui ont nécessité quatre à cinq mois de recherches, rêveries et travail.

Si le spectacle vient à Mugler, Mugler n'en découvre pas pour autant le spectacle. Longtemps il fut danseur classique : les planches, ça le connaît. Et puis son look avoue plus d'affinités avec les designers de Hollywood (ah ! les inventions magiques de Jean-Louis, qui dessina le fourreau de « Gilda ») qu'avec la traditionnelle Haute Couture française. Thierry Mugler s'avoue fasciné par une mode créée pour des comédiennes et non pour ces silhouettes parfaites que sont les mannequins. Transformer les défauts d'un corps en qualités, c'est en quelque sorte le must de l'inspiration.

Le corps dessiné, les mouvements épousés, la structure d'une allure : les trois credos de Mugler semblaient faits pour « Macbeth » et son climat guerrier. Le résultat est à la hauteur du pari : grandiose. Du coup, on se l'arrache, de l'Opéra à la Scala en passant par les Etats-Unis. Les projets se multiplient. La renommée de l'artiste fait boule de neige. Normal : la vie est trop courte pour s'habiller triste.

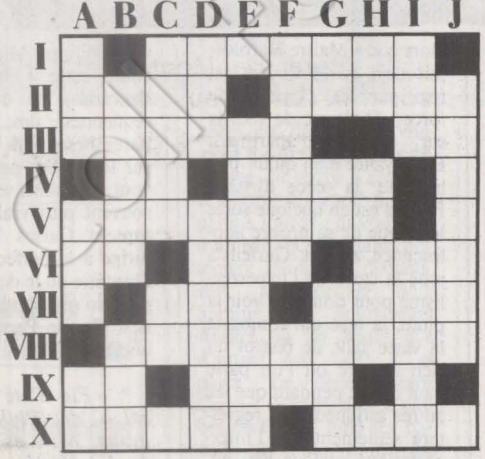
PAR REMY ALBERT

THEME : ART ET INDUSTRIE (LE DESIGN)



C	O	I	N	■	C	A	B	L	E	
A	■	O	U	T	I	L	■	I	O	
B	I	■	M	I	N	I	T	E	L	
I	N	T	E	R	E	S	S	E	E	
N	O	I	R	E	■	■	A	S	■	
E	■	■	O	R	E	■	R	■	R	
■	S	A	T	E	L	L	I	T	E	
S	A	V	A	N	E	■	S	E	P	
O	M	E	T	T	A	N	T	■	O	
N	■	N	I	■	T	E	E	■	N	
■	F	I	O	L	E	S	■	U	S	
B	O	R	N	E	■	S	U	R	E	

THEME : LA RUBRIQUE LITTERAIRE (BERNARD CLAVEL)



HORIZONTALEMENT : I - Bernard Clavel aimerait celui des armes, s'il était définitif. II - Bernard Clavel en a abordé plus d'un, directement ou indirectement. Sévir immédiatement. III - Celui du Père fut émouvant, par Bernard Clavel puis Fernandel. Interjection méridionale. IV - Dans le mille. L'Espagnol de Bernard Clavel s'est peut-être exclamé ainsi. V - D'une ville de France. VI - Cycle perpétuel. Un lieu très précis. L'esprit de Bernard Clavel n'en manque assurément pas. VII - Tout neuf, à priori ! Quand il ressemble à de l'hypocrisie, Bernard Clavel l'ignore. VIII - Bernard Clavel l'est au moins autant que son écriture. IX - Métal sans importance pour les Incas. Bernard Clavel n'en manque pas pour écrire le « Massacre des Innocents ». X - (*) Dut supporter celui de certains de ses confrères et d'une partie de la bonne société (Bernard Clavel). C'est sur tous que Bernard Clavel clame son engagement humanitaire.

VERTICALEMENT : A - Suivi de marchandises simplifié. Bernard Clavel en est un, en littérature. Conjonction. B – Chacun des siens allie un fond social à une forme littéraire. Un lieu d'accueil pour Cadieu, le cheval de « Royaume du Nord» de Bernard Clavel. C - (*) Simple et limpide est celui de Bernard Clavel. Sacré drame, en Asie. D - Diminutif d'un prénom. Sans lui, l'instant serait fugitif. E - Bernard Clavel l'obtint en 1968 pour « les Fruits de la mer ». F - Donnai chaque lettre, non timbrée. Point de ralliement d'un orchestre. G - Bernard Clavel met son cœur ainsi, dans toute son œuvre. Mesure chinoise. Vraiment beaucoup. H - Sont en scène. N'est pas le domaine de prédilection de Bernard Clavel. I - Celle des personnages de Bernard Clavel est souvent retournée, voire bouleversée. Les adaptations des œuvres de Bernard Clavel n'y furent pas toujours une réussite. J - Le pacifisme exacerbé de Bernard Clavel en a fait de lui.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	T	A	L	C	■	P	O	■	J	C
II	■	M	A	H	E	■	P	E	U	H
III	C	A	P	I	L	L	A	I	R	E
IV	A	N	E	R	I	E	■	L	I	V
V	L	■	R	U	S	S	E	■	■	R
VI	V	■	A	R	■	■	T	A	T	E
VII	I	L	■	G	O	M	I	N	A	■
VIII	T	O	N	I	F	I	A	N	T	E
IX	I	U	L	E	■	■	G	I	E	N
X	E	P	I	■	C	R	E	E	R	A

Collection Jean-Jaurès

Donnons des oreilles à la terre.

Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.



ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

banque centrale des coopératives et des mutuelles

DUNKERQUE
18 - 19 - 20 Novembre 1985

Après le succès en 84 du Forum Culturel de Montpellier, la Bccm, renouvelle son soutien à Guy Bernard, et au Ganpas qui organise,

LE 3ème MARCHE DU SPECTACLE VIVANT A DUNKERQUE les 18 - 19 - 20 Novembre 1985

Pendant 3 jours, plus de 500 compagnies (Théâtre, Danse, Marionnettes, etc...) présenteront leurs nouveaux spectacles à des milliers d'organisateurs de spectacles.

LA BANQUE CENTRALE DES COOPÉRATIVES ET DES MUTUELLES encourage cette remarquable initiative, et invite tous ses partenaires de l'Economie Sociale à se faire l'écho de cet évènement pour que viennent nombreux programmateurs et créateurs, et se développe ainsi un grand Marché du Spectacle Vivant.

RENSEIGNEMENTS : GANPAS, Tél. (1) 42.00.81.18

bccm

Siège Social : 12, place de la Bourse 75002 PARIS - Tél.: (1) 42.33.44.71

Coll. Fondation Besnard



Un rythme d'une puissance nouvelle pour porter vos affaires à leur zénith et concrétiser vos projets de développement industriels ou financiers.

En compagnie de la Société Générale, partez à la conquête du monde avec éclat et bénéficiez de l'expérience de l'un des plus importants réseaux bancaires internationaux.

Par son intermédiaire, réussissez des investissements brillants et faites fructifier votre épargne par une sélection judicieuse de placements mobiliers.

Avec elle, éclairez votre quotidien et découvrez la solution la mieux adaptée à la réalisation de vos objectifs personnels.

Bien gérer la confiance et savoir miser sur l'avenir, c'est, à la lumière des résultats, la force de la Société Générale.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
EN RYTHME AVEC LA SOCIÉTÉ

EUROFI

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325